

RAPPORT ANNUEL
ANNUAL REPORT
2020



**UNION
DE BANQUES
ARABES
ET FRANÇAISES**



RAPPORT ANNUEL
ANNUAL REPORT
2020



**UNION
DE BANQUES
ARABES
ET FRANÇAISES**





SOMMAIRE

SUMMARY

04

Message du Président du Conseil d'Administration

Message from the Chairman of the Board of Directors

06

Répartition du Capital

Capital Structure

08

Organisation de la Banque

Governance

10

Message du Directeur Général

Message from the Chief Executive Officer

12

Notre Mission

Our Mission

14

Contacts

Contacts

17

Éléments financiers

63

Financial information

Message

du Président du Conseil d'Administration

from the Chairman of the Board of Directors

L'année 2020 a sans doute été « l'année de tous les dangers » en référence au film homonyme produit il y a près de quarante ans. Mais la fiction est devenue une sombre réalité de dimension planétaire, défiant tous les scénarios préétablis de gestion des risques bancaires. Agissant, selon les contextes, en tant que révélatrice, accélératrice ou amplificatrice de déséquilibres préexistants, la pandémie a balayé sans difficulté les équilibres économiques et surtout commerciaux de la fin 2019 dont nous soulignons déjà la fragilité dans notre précédent rapport annuel.

Echoing the title of a film produced almost 40 years ago, 2020 was undoubtedly "the year of living dangerously". But this time it wasn't fiction: it was a stark reality of global proportions that defied all the pre-identified scenarios of banking risk management. The pandemic highlighted, accelerated or amplified pre-existing imbalances according to context. It effortlessly wiped out economic balances and, especially, trade balances, which, as we pointed out in last year's annual report, were already precarious.

Le rappel de quelques données factuelles vitales pour nos activités de trade finance est édifiant : contraction annuelle du PIB mondial de -3,4 % dont près de -8 % dans la seule Union Européenne, baisse de -5,2 % du commerce mondial avec un fort déséquilibre entre marchandises et services réduisant ces derniers à une situation de survie, effondrement temporaire de près de 70 % du cours du pétrole avec un passage furtif en prix négatif sur le marché à terme de la référence WTI⁽¹⁾, chute libre ponctuelle du cours de la plupart des métaux industriels, etc.

Ces records historiques qui relèvent d'ordinaire de situations de conflits, ont eu des conséquences immédiates sur l'appétence des importateurs et exportateurs à poursuivre leurs activités. Aussi, leurs banques partenaires ont vu, en 2020, les créances douteuses se multiplier. Plus grave encore, les défauts massifs observés au sein de certaines sociétés de négoce de premier plan, du fait de mécanismes frauduleux organisés et conçus bien avant la crise, ont fortement contribué à l'établissement d'un climat de suspicion à l'égard de cette industrie non régulée mais incontournable dans les échanges commerciaux mondiaux. Les capacités de financement de ce secteur en seront durablement altérées.

Sur ces éléments spécifiques se sont greffés des développements auxquels nous étions globalement préparés. La concrétisation du Brexit, la poursuite du protectionnisme commercial américain, les conflits au Moyen-Orient et leurs prolongements dans la crise libanaise, la dégradation sécuritaire de l'Afrique sub-saharienne ont constitué autant de situations finalement bénignes au regard

Looking at certain factors vital to our trade finance business, the hard data is very telling: global GDP down 3.4%, with a decline of almost 8% in the European Union alone; world trade down 5.2% with a marked imbalance between goods and services, sending the latter into survival mode; temporary collapse in oil prices, which plunged 70%, with WTI futures prices slipping briefly into negative territory⁽¹⁾; prices of most industrial metals experiencing episodes of free fall, and the list goes on.

These record-breaking figures, usually associated with conflict situations, had immediate impacts on importers and exporters, dampening their appetite to pursue their activities. In addition, their partner Banks experienced a surge in bad debt in 2020. To make matters even worse, the extensive defaults recorded across some leading trading companies, due to fraudulent schemes that were set up well before the crisis, were largely responsible for creating a climate of suspicion surrounding this unregulated industry vital to world trade flows. This will have dealt a lasting blow to the sector's financing capacities.

On top of all this, the year brought a number of developments that we were generally prepared for. The implementation of Brexit, ongoing US trade protectionism, conflicts in the Middle East and their prolongation in the Lebanese crisis, and the deteriorating security situation in sub-Saharan Africa were all situations whose severity paled in comparison with the immediate impacts of the pandemic.

(1) WTI West Texas Intermediate : sert de référence sur le marché mondial du pétrole

(1) WTI (West Texas Intermediate) serves as a benchmark in the world oil market



Farouk EL-OKDAH

Président du Conseil d'Administration
Chairman of the Board of Directors

*« Tous les nuages
sont bordés
d'argent, nous
enseigne l'adage
anglo-saxon. »*

*"As the saying
goes, every
cloud has
a silver lining."*

des conséquences immédiates de la pandémie.

« Tous les nuages sont bordés d'argent » nous enseigne l'adage anglo-saxon. Dès le second semestre, de nombreux indicateurs ont pointé vers un retournement de situation aussi rapide qu'intense. L'année 2021 en bénéficiera pleinement et parviendra ainsi à compenser en tout ou en partie les séquelles d'une période plus que compliquée.

Les plans de relance massifs adoptés par les États-Unis et l'Union Européenne, à hauteur de 2,100 milliards d'euros, le soutien sans faille du marché de la dette par les Banques centrales, la croissance attendue à 7,5 % d'une économie chinoise consommant près de la moitié des matières premières mondiales, l'incidence du partenariat régional économique global dit RCEP entré en vigueur en novembre 2020, constituent autant d'éléments factuels qui adossent une anticipation de croissance du PIB mondial de 5,5 % en 2021, incluant une progression anticipée en volume de 6,7 % du commerce international. Les économies asiatiques sur lesquelles l'UBAF est présente en profiteront en premier.

Des progressions de l'ordre de 30 % du prix de certaines matières premières industrielles comme le pétrole, le cuivre, le nickel au cours du deuxième semestre 2020 témoignent de ce rebond précoce.

Sur le plan géopolitique, une nouvelle administration américaine et les annonces de normalisation des relations entre Israël et ses voisins du Golfe ne peuvent que contribuer à instaurer des attentes porteuses pour les activités commerciales mondiales et surtout pour celles qui se déroulent entre les principaux périmètres d'intervention de l'UBAF, à savoir les pays du Monde arabe, l'Afrique de l'ouest et centrale et l'Asie du sud.

Il n'en reste pas moins que certains effets de cette crise ne s'estomperont pas rapidement et constitueront autant de points d'attention dans la poursuite de nos activités en 2021. La dette étouffante des pays émergents et la multiplication attendue des moratoires de remboursement, la paupérisation de leurs populations avec l'atteinte imminente d'un seuil de près d'un milliard de personnes en situation de précarité alimentaire⁽²⁾, l'urgence de gestion du risque climatique et écologique sont autant d'éléments que l'UBAF prendra en compte en tant que Banque et en tant qu'acteur responsable du commerce international.

Yet, as the saying goes, every cloud has a silver lining. In the second half, many indicators pointed to a swift, steep upturn. The full benefit of this will be felt in 2021, fully or partially offsetting the after-effects of an extremely difficult period.

The massive stimulus plans adopted by the United States and the European Union, totalling EUR 2.1 trillion, the unwavering support for the debt markets provided by central banks, the 7.5% growth anticipated for the Chinese economy, which consumes almost half of the world's raw materials, and the impact of an international regional economic partnership, the RCEP, signed in November 2020, are all concrete developments that support the global GDP estimate of 5.5% for 2021, including an estimated 6.7% increase in international trade volumes. The Asian economies in which UBAF operates will be the first to benefit.

Price increases in the region of 30% for industrial raw materials such as oil, copper and nickel in the second half of 2020 reflect this early rebound.

On the geopolitical front, a new US administration and the normalisation of relations between Israel and its neighbours in the Gulf can only bode well for world trade, especially between the main regions in which UBAF operates, namely the Arab world, West and Central Africa and South Asia.

That said, some effects of the pandemic will not disappear overnight and will require ongoing monitoring as we forge ahead with our activities in 2021. The stifling debt of emerging countries and the anticipated proliferation of loan repayment moratoria, the impoverishment of these countries' populations, with the number of people facing food insecurity fast approaching the one billion mark⁽²⁾, and the climate and ecological emergency are all factors that UBAF will take into consideration, both as a bank and as a responsible player in international trade.

(2) selon les Nations Unies

(2) According to the United Nations

Capital

€250,727,220

FRANCE

Crédit Agricole CIB

€117,867,375

47.01%

Répartition du Capital

CACIB (Crédit Agricole Corporate & Investment Bank) détient 47,01 % du capital, le reste étant détenu directement ou indirectement par des institutions financières ou Banques centrales du Monde arabe.

Capital Structure

CACIB (Crédit Agricole Corporate & Investment Bank) holds 47.01% of the share capital, the remaining portion being held directly or indirectly by the financial institutions or central banks of the Arab world.

MONDE ARABE

(banques et institutions) /

Banks and institutions from
the Arab world

€132,859,845

52.99%

Principaux actionnaires arabes Main Arab Shareholders	Actionnariat direct Direct Shareholding	Via/Through * UBAC Nederland B.V.	Participation totale Total Shareholding
UBAC Nederland B.V.	23.12%	-	23.12%
Banque Extérieure d'Algérie	9.35%	12.03%	12.13%
Central Bank of Egypt	5.91%	12.94%	8.90%
Libyan Foreign Bank	5.57%	12.94%	8.56%
Arab African International Bank Egypt	3.76%	11.19%	6.34%
Banque Centrale Populaire Maroc / Morocco	4.99%	-	4.99%
Riyad Bank Arabie Saoudite / Saudi Arabia	0.29%	2.42%	0.85%
TOTAL	52.99%		

* En cours de restructuration avec une liquidation courant 2021
Under ongoing restructuring with liquidation in 2021



ORGANISATION DE LA BANQUE

GOVERNANCE

Farouk EL-OKDAH

Président du Conseil

Chairman of the Board

Jean-Yves HOCHER

Vice Président du Conseil

Deputy Chairman of the Board

Jean-Claude GELHAAR

Directeur Général

Chief Executive Officer

Khaled DESSOUKI

Directeur Général Délégué

Deputy Chief Executive Officer

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION MEMBERS OF THE BOARD OF DIRECTORS

Crédit Agricole CIB

représenté par/represented by James WEBB

Céline ARNAL (Crédit Agricole CIB)

Patricia BOGARD (Crédit Agricole CIB)

Banque Extérieure d'Algérie

représenté par/represented by Lazhar LATRECHE

Central Bank of Egypt

représenté par/represented by Lobna KHALIL

Libyan Foreign Bank

représenté par/represented by Rabie ABUSHAWASHI

Arab African International Bank

représenté par/represented by Amany S. ABDELFATTAH

Banque Centrale Populaire

représenté par/represented by Mohamed Karim MOUNIR

UBAC Nederland B.V.

représenté par/represented by Abdellatif JOUAHRI

Neila TAZI

COMITÉ EXÉCUTIF EXECUTIVE COMMITTEE

Farouk EL-OKDAH

Président
Chairman

Rabie ABUSHAWASHI

Libyan Foreign Bank

Lazhar LATRECHE

Banque Extérieure d'Algérie

James WEBB

Crédit Agricole CIB

Céline ARNAL

Crédit Agricole CIB

COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES AUDIT AND RISK COMMITTEE

Patricia BOGARD

Présidente
Chairman

Rabie ABUSHAWASHI

Libyan Foreign Bank

Mohamed Karim MOUNIR

Banque Centrale Populaire

COMMISSAIRES AUX COMPTES AUDITORS

Ernst & Young et Autres

PricewaterhouseCoopers
Audit

Message

du Directeur Général

from the Chief Executive Officer

Le message du Président de l'UBAF en introduction de ce rapport annuel décrit l'environnement économique inédit dans lequel nous avons poursuivi avec de nombreux succès, nos activités de banque spécialiste du financement du commerce international, secteur qui d'ordinaire transcrit immédiatement, voire amplifie, l'état observé ou anticipé des relations économiques et financières mondiales.

The message from UBAF's Chairman in the introduction to this annual report describes the unprecedented economic environment in which we have conducted our business – achieving many successes – as a bank specialising in international trade financing, a sector in which the actual or anticipated state of international economic and financial relations tends to have an immediate, sometimes amplified, impact.

Avec un PNB en progression annuelle de 8,28 % à 56 Mios euros, des frais généraux en baisse de 7 %, un RBE en hausse de 89 % à 15,8 Mios euros, un résultat net consolidé à l'équilibre par rapport à une situation négative de -12,9 Mios euros fin 2019, un ratio de liquidité LCR⁽¹⁾ supérieur à 200 % en moyenne annuelle et un ratio de solvabilité CET⁽²⁾ de 12,5 %, l'exercice écoulé peut donner la déconcertante impression d'avoir été serein et poussé par des vents favorables.

Du fait de notre concentration sur un seul métier déployé sur les marchés émergents du Monde arabe, d'Afrique et d'Asie du sud, 2020 a bien été une année où le risque probable était souvent proche du danger imminent et au cours de laquelle seules la forte spécialisation et l'implication sans faille du personnel de l'UBAF ont permis la production de bons indicateurs de performance et l'évitement de situations sans retour.

La composante risque opérationnel a incontestablement été le plus important et le plus immédiat obstacle à surmonter, qu'il s'agisse de la gestion de la protection sanitaire de notre personnel, de la mise en œuvre urgente d'un télétravail généralisé, de l'activation de sites de secours dans notre réseau international pour réduire la densité d'occupation des locaux, de la rupture des chaînes d'acheminement des instruments documentaires ou de l'absence temporaire d'interlocuteurs dans de nombreux pays confinés. En moins d'un an, l'UBAF a effectué sa mue technologique et managériale pour passer d'un mode classique de travail dirigé sur site au travail à distance en France comme dans notre réseau international.

Ces contraintes d'exploitation ont incité le management de l'UBAF à se focaliser sur

With NBI up 8.28% over the year to EUR56 million, general expenses down 7%, gross operating income up 89% to EUR15.8 million, consolidated net income at breakeven, versus a EUR12.9 million loss at end-2019, an average LCR ratio⁽¹⁾ of over 200% and a CET⁽²⁾ solvency ratio of 12.5%, last year's figures could give the baffling impression that we sailed through 2020 with favourable winds.

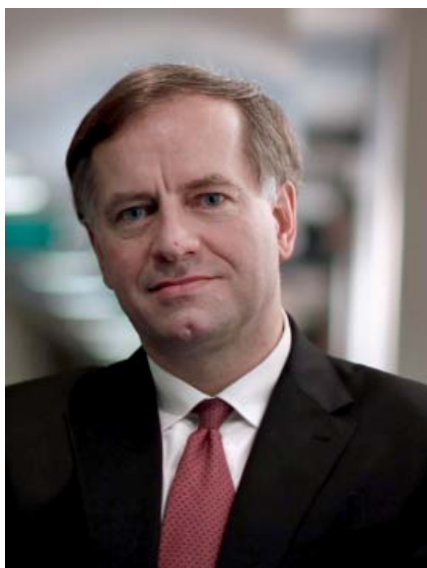
Since we focus on a single business conducted in the emerging markets of the Arab world, Africa and South Asia, 2020 was in fact a year in which the likely risk was close to the imminent danger and only our high level of specialisation and the unwavering commitment of our staff at UBAF enabled us to achieve strong performance indicators and avoid the point of no return.

The operational risk factor was indisputably the biggest and most immediate hurdle to overcome, whether by protecting the health of our staff, implementing teleworking urgently across the Bank, activating backup sites in our international network to reduce occupancy densities in our premises, dealing with disruptions in the delivery channels for documentary instruments or facing the temporary absences of our contacts in the many countries subject to lockdown. In less than a year, UBAF implemented a technological and managerial transition from traditional supervised working on-site to remote working both in France and across our international network.

These operational constraints prompted UBAF's management to focus on essential trading transactions entered into with known, reliable counterparties

(1) Liquidity Coverage Ratio
(2) Common Equity Tier1

(1) Liquidity Coverage Ratio
(2) Common Equity Tier1



Jean-Claude GELHAAR

Directeur Général
Chief Executive Officer



*« 2020 a bien été
une année où
le risque probable
était souvent
proche du danger
imminent. »*

*" 2020 was
in fact a year
in which the likely
risk was close
to the imminent
danger. "*

des opérations commerciales essentielles conclues avec des contreparties connues et fiables à partir de flux bien identifiés et souvent récurrents. La gestion du risque opérationnel a ainsi bénéficié à celle du risque de crédit et contrepartie, sans pour autant éviter un coût du risque qui est resté significatif en 2020, caractéristique partagée par toute la profession.

Il en est résulté des opérations mieux analysées, mieux margées et moins nombreuses, permettant d'améliorer encore la qualité de nos traitements par nos fonctions support et de contrôle interne. Cette évolution se confirme par la taille de notre bilan qui diminue de 3 % en 2020 et surtout par nos encours de hors-bilan qui régressent de près de 40 % d'une année à l'autre. La tétanisation du commerce international de mars à septembre 2020 combinée à nos choix managériaux de pilotage des affaires explique cette évolution particulièrement patente sur les crédits documentaires export (-41 %) et import (-37 %). Les effets de prix ont fort heureusement compensé pour partie ces effets de volume. La reprise progressive des activités que nous observons depuis le dernier trimestre 2020 est à tous égards rassurante si confirmée en 2021.

La mise à l'arrêt de nos capacités de rencontre de notre clientèle, très regrettable pour une année qui devait célébrer notre 50^e anniversaire, et les difficultés éprouvées pour poursuivre certains projets tributaires d'expertises externes n'ont pas pour autant empêché des réalisations techniquement importantes.

Parmi elles, la poursuite d'un vaste chantier d'amélioration de l'efficacité opérationnelle impactant sans a priori toutes nos fonctions support et de contrôle interne et la définition d'une nouvelle stratégie commerciale devant désormais conditionner nos prises de risques sur les pays, sur nos clients et contreparties et sur nos objectifs financiers ont été les deux éléments les plus structurants et salués comme tels par notre organe délibérant.

En ce qui concerne le futur proche comme plus lointain de l'UBAF, la résolution négociée en des termes très favorables d'une ancienne procédure contentieuse avec l'OFAC dépasse largement en importance la somme des bonnes nouvelles que nous avons pu collecter au fil d'une année qui en fut économe. Handicapée par ce dossier depuis plus de six ans, l'UBAF est désormais affranchie de toute contrainte financière ou judiciaire et peut sereinement envisager de multiples développements. À ce seul titre, l'année 2020 nous fut exceptionnellement favorable.

and involving well-identified and often recurring flows. Credit and counterparty risk was therefore managed so as to facilitate the management of operational risk, although this did not prevent the cost of risk from remaining high in 2020, as it did for the profession as a whole.

This strategy resulted in a smaller number of transactions that were better analysed and had higher margins, which in turn led to further improvements in the quality of processing by our support functions and internal control teams. This is confirmed by the size of our balance sheet, which shrank 3% in 2020, and in particular by our off-balance sheet assets, which fell almost 40% over the year. The contraction in world trade from March to September 2020, combined with the choices we made in managing our business, explains this particularly marked decline in documentary credits for exports (-41%) and imports (-37%). Fortunately, price effects partially offset these volume effects. The progressive recovery in activity seen since the final quarter of 2020 is reassuring in all respects, if it is confirmed in 2021.

Despite arrangements for client meetings being put on hold, which was most unfortunate in the year when we were set to celebrate our 50th anniversary, and difficulties encountered with projects relying on external expertise, we nevertheless made some technically important achievements.

Of these, the most formative projects, which were commended as such by our deliberative body, were our ongoing work on a huge project to improve operational efficiency, which, unbiased, affects all our support and internal control functions, and the drafting of a new commercial strategy to determine the risks we assume relating to different countries, clients, counterparties and financial objectives.

Looking to the future, near or far, the settlement negotiated under very favourable terms of a longstanding legal dispute with OFAC came as excellent news. Its importance exceeds all the other positive news gathered during a year in which good tidings were very hard to come by. Having been hampered by this case for over six years, UBAF is now free of financial and legal constraints and can look forward to many future developments with confidence. For this reason alone, 2020 was an exceptionally favourable year for us.

NOTRE MISSION

OUR MISSION

Établie en 1970, l'UBAF a pour mission d'accompagner et de sécuriser les flux commerciaux internationaux entre l'Europe, l'Asie, le Monde arabe et l'Afrique.

Le soutien stratégique des actionnaires de l'UBAF, constitué de banques et institutions financières originaires de 19 pays du Monde arabe et du Crédit Agricole CIB pour la France, lui a permis de développer une activité de trade finance, tant au Moyen-Orient qu'en Afrique, en Asie et dans le sous-continent indien.

Opérant à la fois à partir de son siège basé à Paris et de son réseau dans le Monde arabe (Alger, Dubaï, Le Caire) et en Asie (Dhaka, Séoul, Singapour, Tokyo), l'UBAF est devenue au fil des années un acteur de référence pour le financement des échanges commerciaux à l'international.

Grâce à son organisation commerciale segmentée par secteur d'activité et par zone géographique, l'UBAF accompagne efficacement ses clients dans le développement de leurs activités commerciales en leur proposant des solutions sur-mesure.

Established in 1970, UBAF's mission is to facilitate and secure international trade flows between Europe, Asia, the Arab world and Africa.

The strategic support of UBAF shareholders, banks and financial institutions from 19 countries in the Arab world and Crédit Agricole CIB in France, has allowed it to develop trade finance activities in the Middle East, Africa, Asia and the Indian subcontinent.

Operating both from its head office in Paris and its network in the Arab world (Algiers, Dubai, Cairo) and in Asia (Dhaka, Seoul, Singapore, Tokyo), UBAF has become a key player in trade finance between Europe, Asia, the Arab world and Africa.

Thanks to its sales organization that is segmented by sectors and by region, UBAF effectively supports its customers in developing their business in these geographical areas.



NOTRE EXPERTISE

OUR EXPERTISE



Depuis plus de 50 ans, l'UBAF a ainsi acquis une expertise reconnue dans les métiers du trade finance et une connaissance approfondie des marchés où elle intervient. Grâce à ses experts métiers et ses commerciaux multilingues, l'UBAF s'adresse à trois types de clientèle :

Banques et institutions financières

L'UBAF dispose d'un réseau mondial de plus de 600 correspondants bancaires, assurant ainsi les transactions de financement des opérations commerciales, de change et de trésorerie.

Acteurs industriels de l'export

L'UBAF travaille à la fois avec des exportateurs et des importateurs qui bénéficient ainsi de sa connaissance des marchés locaux et à qui elle offre des produits et services adaptés.

Négociants en matières premières

L'UBAF est un acteur reconnu dans le domaine du négoce international (produits agroalimentaires, énergie et métaux).

For more than 50 years, UBAF has acquired a recognized expertise in trade finance and a thorough knowledge of the markets where it operates. Through its business experts and multilingual sales teams, UBAF addresses three types of clientele:

Banks and Financial Institutions

UBAF enjoys a well established correspondent banking network with more than 600 banks worldwide providing them with trade finance and treasury products and services.

Exporting Industrial Players

UBAF works closely with exporters and importers who benefit from the Bank's knowledge of local markets and tailor-made products and services.

Energy and Commodity Traders

UBAF is a recognized player in the field of Energy, Agribusiness and Metals.

NOTRE OFFRE DE SERVICES

OUR RANGE OF SERVICES



Depuis sa création, l'UBAF a développé une gamme de produits et de services dédiés au financement du commerce international. À ce titre, elle offre à ses clients des services liés aux :

- crédits documentaires (émission, confirmation, escompte),
- garanties internationales,
- pré et post financements des opérations commerciales,
- prêts et emprunts de trésorerie,
- couverture de change au comptant,
- ouverture de comptes,
- mobilisation de créances clients, forfaiting,
- pré-financements export, financements relais, bilatéraux et syndiqués,
- financements structurés,
- financements islamiques.

Since its inception, UBAF has developed a range of products and services dedicated to international trade financing. As such, it offers its clients services related to:

- documentary credits (issuance, confirmation and discount),
- international guarantees,
- pre and post financing of trade transactions,
- money market placements and borrowing,
- foreign exchange hedging (spot transactions),
- account openings,
- trade receivable financing, forfaiting,
- pre export, bridge, bilateral and syndicated financing,
- structured financing,
- Islamic finance.

CONTACTS

UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES UBAF

Société Anonyme – Capital EUR 250 727 220

R.C.S. Nanterre B702 027 178

www.ubaf.fr

Tour EQHO – 2, avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex - France

Tel. 33 (0)1 46 40 61 01

Fax 33 (0)1 47 38 13 88

SWIFT UBAFFRPP

Jean-Claude GELHAAR,
Chief Executive Officer

BRANCHES

UBAF SEOUL

C.P.O. Box 1224
Ace Tower - 3rd Floor
Tongil-ro 92, Jung-Gu
(1-170 Soonhwa-Dong)
Seoul 04517
Korea
Tel. (822) 3455 5300
Fax (822) 3455 5353
Swift UBAFKRSX

Olivier TOPUZ
General Manager

UBAF SINGAPORE

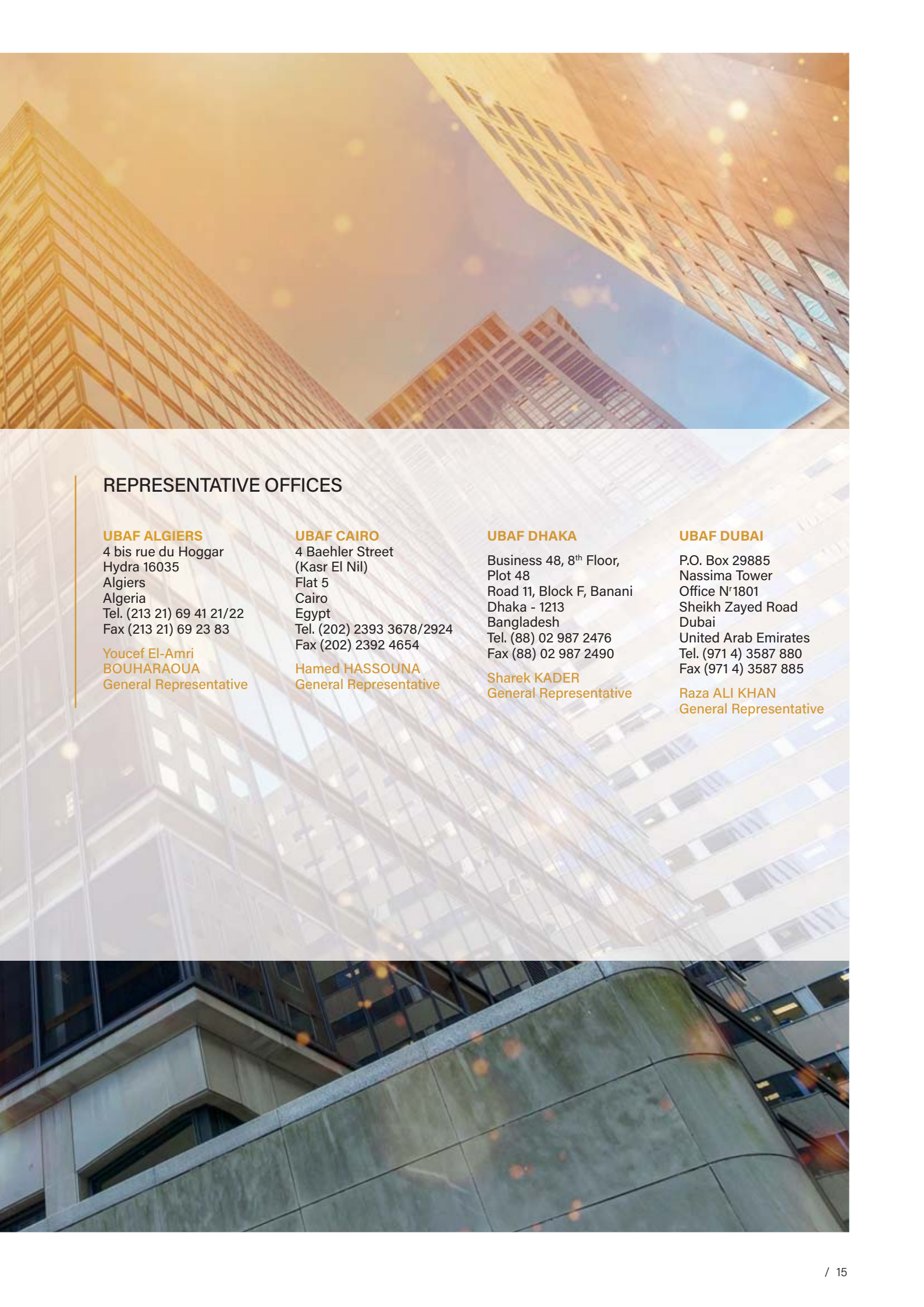
7 Temasek Boulevard
Unit 07-04/05
Suntec Tower One
Singapore 038987
Tel. (65) 6333 6188
Fax (65) 6333 6789
Swift UBAFSGSX

Eric REINHART
General Manager

UBAF TOKYO

Sumitomo Fudosan
Kudanshita Bldg.
4th Floor
3-5, Kanda Jimbocho,
Chiyoda-ku
Tokyo 101-0051
Japan
Tel. (813) 3263 8821/4
Fax (813) 3263 8820
Swift UBAFJPJX

Koichi EBARA
General Manager



REPRESENTATIVE OFFICES

UBAF ALGIERS

4 bis rue du Hoggar
Hydra 16035
Algiers
Algeria
Tel. (213 21) 69 41 21/22
Fax (213 21) 69 23 83

Youcef El-Amri
BOUHARAOUA
General Representative

UBAF CAIRO

4 Baehler Street
(Kasr El Nil)
Flat 5
Cairo
Egypt
Tel. (202) 2393 3678/2924
Fax (202) 2392 4654

Hamed HASSOUNA
General Representative

UBAF DHAKA

Business 48, 8th Floor,
Plot 48
Road 11, Block F, Banani
Dhaka - 1213
Bangladesh
Tel. (88) 02 987 2476
Fax (88) 02 987 2490

Sharek KADER
General Representative

UBAF DUBAI

P.O. Box 29885
Nassima Tower
Office N°1801
Sheikh Zayed Road
Dubai
United Arab Emirates
Tel. (971 4) 3587 880
Fax (971 4) 3587 885

Raza ALI KHAN
General Representative



1

Rapports du Conseil d'Administration

- 1.1 Rapport de gestion *p. 18*
- 1.2 Rapport du Conseil d'Administration
sur le gouvernement d'entreprise *p. 24*

2

Rapports des Commissaires aux comptes

- 2.1 Sur les comptes annuels *p. 33*
- 2.2 Sur les comptes consolidés *p. 36*

3

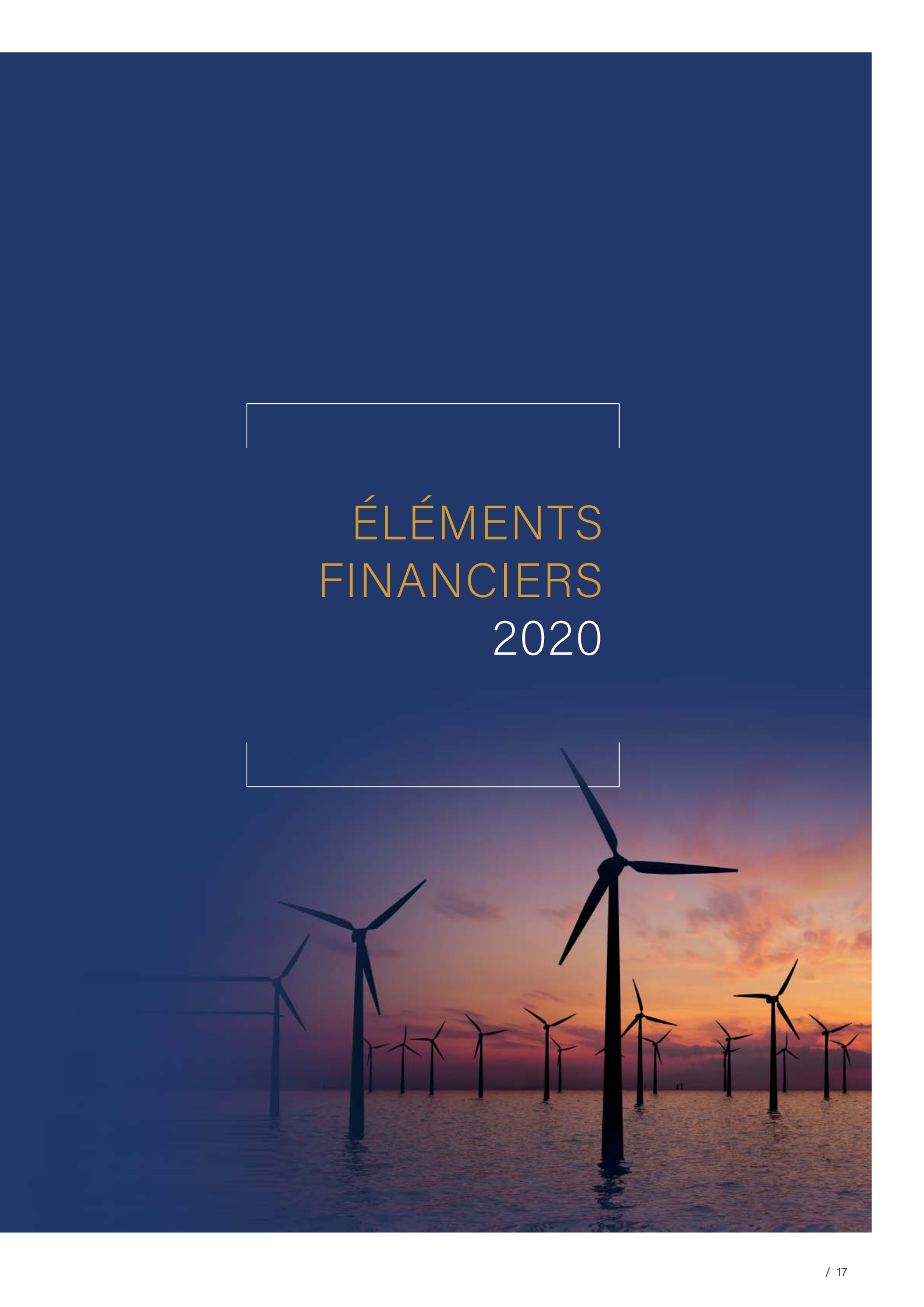
Résolutions de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires *p. 39*

4

Comptes consolidés *p. 43*

5

Extrait des notes annexes aux comptes consolidés *p. 45*

A photograph of an offshore wind farm at sunset. The sky is a mix of deep blue, purple, and orange. The water is dark blue. The wind turbines are silhouetted against the bright sky. The text 'ÉLÉMENTS FINANCIERS 2020' is centered in the upper half of the image.

ÉLÉMENTS FINANCIERS 2020

1

RAPPORTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION à l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2021 _ Exercice clos le 31 décembre 2020

1.1 Rapport de gestion

Le Conseil d'Administration, après avoir entendu les commentaires du Directeur Général sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020, a arrêté le 12 mars 2021 le total du bilan social à 1 798 153 milliers d'euros et le résultat négatif à 4 640 milliers d'euros contre un résultat négatif de 12 768 milliers d'euros en 2019.

Les comptes consolidés qui intègrent globalement la filiale de Hong Kong font apparaître un total de bilan de 1 788 647 milliers d'euros et un résultat positif de 118 milliers d'euros dont 2 048 milliers d'euros de perte pour la part du Groupe.

Le résultat part du Groupe pour l'exercice 2020 ressort à -2 048 milliers d'euros contre -12 887 milliers d'euros en 2019.

Le résultat net consolidé de l'exercice 2020 ressort positif de 118 milliers d'euros grâce à un résultat brut d'exploitation robuste malgré la crise sanitaire et un coût du risque important. En effet le résultat brut d'exploitation pour 2020 est de 15 754 milliers d'euros versus 8 331 milliers d'euros atteint en 2019.

Les principaux éléments marquants au cours de l'exercice 2020 sont :

- Une crise sanitaire mondiale impactant les zones d'intervention (Asie, Afrique et Moyen-Orient) de l'UBAF. La pandémie de Covid-19 a provoqué des perturbations majeures dans l'économie mondiale entraînant une forte réduction des échanges commerciaux. Les perspectives restent incertaines, et il est fort probable que cette crise laisse des traces durables et accentue le ralentissement de la croissance mondiale,
- Malgré un environnement économique mondial dégradé, un résultat d'exploitation positif tiré par une dynamique commerciale soutenue, un ciblage rigoureux sur les sous-jacents prioritaires (énergie, matières premières, alimentaire...) et une meilleure rotation des actifs,
- Le maintien d'une vigilance accrue sur les risques pays et géopolitiques a permis de réagir rapidement au regard de la maturité courte de nos opérations.
- Un coût de risque impacté par des dépréciations sur deux contreparties soupçonnées de fraude couvert partiellement par des reprises sur d'autres dossiers,
- La finalisation du risque juridique exceptionnel avec les autorités américaines.

RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Produit net bancaire

Le produit net bancaire de 2020 a augmenté de 8,28 %, il ressort à 56 059 K€ comparé à celui de 2019 qui était de 51 773 K€ grâce à une activité commerciale dynamique et une prise de risque adaptée.

La contribution de nos trois principaux centres d'activité au produit net bancaire est la suivante :

(En milliers d'euros)

ACTIVITÉS	2020	2019	Variation
Commercial	50 618	47 333	+ 6,9 %
Trésorerie	703	1 385	-49,3 %
Centre de direction	4 739	3 055	+55,4 %
TOTAL	56 059	51 773	+ 8,3 %

COMMERCIAL

Les commissions perçues sur les crédits documentaires en hors bilan, notre cœur de métier, ont augmenté par rapport à l'exercice précédent avec 26 231 milliers d'euros contre 25 298 milliers d'euros, reflétant un fort dynamisme de notre activité commerciale durant cet état de crise sanitaire,

dynamique également constatée dans les émissions de garanties de marché dont les commissions se sont élevées à 9 803 milliers d'euros contre 7 718 milliers d'euros en 2019. En dépit d'une réduction de nos engagements constatée à partir du second trimestre du fait de l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur l'économie mondiale, l'UBAF a bénéficié de l'effet report d'un volume important d'opérations enregistrées au T4 2019 mais utilisées au T1/T2 2020.

Dans le même temps, les marges d'intérêt liées à nos activités de financement ont augmenté de 1,5 %, malgré un portefeuille de prêts en baisse de 20 % pour atteindre en moyenne 873 009 milliers d'euros en 2020 contre 1 087 125 milliers en 2019.

Les dépôts de nos clients ont progressé en volumes et en marges en 2020 nous permettant d'adosser nos emplois avec des ressources adaptées et diversifiées.

TRÉSORERIE

La trésorerie intervient quasi exclusivement en support des activités commerciales et n'effectue aucun *trading* pour compte propre.

Le portefeuille titre est composé pour près d'un tiers d'un fonds éligible au buffer du ratio de liquidité LCR (Liquidity Coverage

Ratio), de titres d'État des pays où nous sommes implantés et de sicav monétaires destinées à placer nos excédents de liquidité. À fin 2020, notre LCR s'établissait à 244 % en moyenne annuelle versus une contrainte réglementaire fixée à 100 % minimum.

Le portefeuille LCR, comme indiqué précédemment, présente une moins-value potentielle de 291 milliers d'euros.

Les contraintes du LCR, maintien d'un HQLA élevé et un environnement de taux d'intérêt faible voire négatif pèsent sur le résultat de la trésorerie.

Compte tenu de ces éléments, le produit net bancaire de l'activité trésorerie a diminué en 2020 pour atteindre 703 milliers d'euros contre 1 385 milliers en 2019.

CENTRE DE DIRECTION

Le centre de direction connaît une hausse par rapport à 2019 de 1 422 milliers d'euros.

Frais généraux

Nos frais généraux ont baissé de 7 %, soit de 3 137 milliers d'euros et s'élèvent à 40 305 milliers d'euros en 2020 contre 43 441 milliers en 2019.

Hors effet de change, la baisse est de 2 862 milliers d'euros, évolution essentiellement due à :

- des frais de personnel en diminution suite aux subventions reçues des états français et singapourien pour palier la crise sanitaire et des économies de charges sociales au siège générées par l'activité partielle,
- des charges d'exploitation en baisse suite à des reports des projets, des frais commerciaux moindres du fait de la pandémie.

Détail des frais généraux

	2020	2019	Variation
Frais de personnel	24 723	26 803	-2 080
Taxes	1 505	1 288	+ 217
Autres charges d'exploitation	14 077	15 351	-1 274
TOTAL	40 305	43 442	-3 137

Résultat brut d'exploitation

Du fait de l'augmentation du PNB et d'une baisse des frais généraux, le résultat brut d'exploitation s'affiche positif de 15 754 milliers d'euros marquant la continuité d'une dynamique commerciale enclenchée en 2018 associée à une meilleure rotation du portefeuille, générateur de revenus complémentaires.

Coût du risque

PROVISIONS COLLECTIVES

Nos provisions collectives sont déterminées depuis 2015 à partir d'une estimation des pertes attendues résultant des probabilités de défaut liées au rating de nos contreparties.

En 2020, la réduction de nos engagements a conduit à une diminution de nos provisions collectives pour atteindre 36 133 milliers d'euros contre 42 337 milliers d'euros en 2019.

CRÉANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES

Au cours de l'exercice 2020, nos provisions pour créances douteuses ont sensiblement augmenté du fait de deux fraudes importantes dans la région du MENA portant notre effort de dotation à 43 954 milliers d'euros contre 16 557 milliers d'euros en 2019.

À fin décembre 2020, les créances douteuses s'élèvent à 99 614 milliers d'euros contre 50 997 milliers d'euros fin 2019 et les dépréciations atteignent 87 608 milliers d'euros contre 50 124 milliers d'euros fin 2019, soit une couverture de 87,9 % contre 98,3 % à fin 2019.

RISQUES SUR LITIGES

Une reprise de 9 358 milliers d'euros est constatée suite à une résolution d'un litige en notre faveur.

RISQUE JURIDIQUE EXCEPTIONNEL AVEC LES AUTORITÉS AMÉRICAINES

L'Office of Foreign Assets Control (OFAC), le Department of Justice (DOJ), le bureau du District Attorney du Comté de New York (DANY) ainsi que d'autres autorités gouvernementales américaines (« autorités américaines ») veillent au respect des sanctions économiques et mesures restrictives relatives aux activités bancaires, imposées par les lois et règlements des États-Unis d'Amérique à l'encontre de certains pays étrangers, personnes physiques ou morales ou entités.

L'UBAF a conduit, de sa propre initiative, une revue interne, avec l'assistance de cabinets internationaux spécialisés, pour identifier l'existence potentielle de paiements libellés en dollars américains susceptibles d'impliquer directement ou indirectement ces pays, personnes physiques ou entités sous sanctions pour la période comprise entre mai 2009 et mai 2014 avec l'objectif de coopérer pleinement avec les autorités américaines.

Fin 2020, l'OFAC et l'UBAF ont signé un accord de règlement mettant fin à la revue des violations. L'OFAC a considéré que l'auto-divulcation volontaire des violations (Voluntary Self Disclosure) apparentes constituait un cas non flagrant de violation et a imposé à l'UBAF une amende de 8 572 500 USD.

La charge a été constatée en coût du risque sur l'exercice 2020 et la provision de 20 millions d'euros que la Banque a constitué au fil des ans a été reprise.

Résultat net

Le résultat net consolidé de l'exercice s'élève à 118 milliers d'euros, le résultat part du Groupe s'élève à -2 048 milliers d'euros.

Ce résultat est inférieur au budget approuvé de 6 023 milliers d'euros.

Le résultat opérationnel affiché reflète une activité satisfaisante dans un contexte pourtant très difficile.

BILAN CONSOLIDÉ

Le total du bilan social atteint 1 798 153 milliers d'euros et le bilan consolidé 1 788 647 milliers d'euros. Le total du bilan consolidé s'est contracté légèrement de 3 %.

Le total du bilan de notre filiale de Hong Kong, consolidé par intégration globale, s'élève à 6 463 milliers d'euros.

La ventilation du bilan consolidé par activité est la suivante :
(en milliers d'euros)

ACTIF	2020	2019
Trésorerie et titres	1 013 085	803 831
Commercial	747 336	1 015 510
Centre de direction	28 225	24 944
TOTAL	1 788 647	1 844 284

PASSIF	2020	2019
Trésorerie	737 688	846 189
Ressources commerciales	666 390	567 564
Provisions et régularisation	79 371	124 747
Fonds propres	305 080	318 671
Résultat	118	-12 887
TOTAL	1 788 647	1 844 284

Nos actifs commerciaux enregistrent en fin d'exercice 2020 une baisse de 26,5 %, l'activité trésorerie connaît une hausse de 26 % compensant la baisse commerciale. En termes de capitaux moyens, les prêts commerciaux ont baissé de 20 %.

Les ressources commerciales se sont accrues de 17,4 %, les dépôts interbancaires sont en diminution de 12,8 %.

Les ressources commerciales restent une source importante de financement. À fin décembre 2020, près de 40 % de ces dépôts proviennent des garanties reçues de nos contreparties pour les crédits documentaires que nous confirmons ; ils sont donc relativement stables indépendamment de leur échéance contractuelle.

ENGAGEMENTS DE HORS BILAN

Nos engagements de hors bilan sont en baisse par rapport à la fin de l'exercice précédent :
(en milliers d'euros)

	2020	2019
Opérations documentaires	891 409	1 475 347
Garanties	872 157	911 898
Autres engagements	121 848	171 679

LES RISQUES

Liquidité

La liquidité est suivie par le Département de la trésorerie du siège qui assure la quasi-totalité des besoins de financement des diverses entités du Groupe.

En 2020, le ratio réglementaire de liquidité LCR (Liquidity Coverage Ratio) est resté à un niveau élevé, 245 % en moyenne mensuelle.

Taux

Les opérations à plus d'un an à taux fixe restent marginales. Elles sont systématiquement couvertes lorsqu'elles atteignent un montant significatif. Au 31 décembre 2020, les positions significatives sur un horizon d'un an sont celles générées par les fonds propres du siège et des agences :

- en EUR, la position atteint en consolidé environ 62,4 millions d'euros à fin 2020 contre 61,5 millions d'euros à fin 2019,
- en USD, la position atteint en consolidé environ 1 million équivalent euros à fin 2020 contre 6,5 millions équivalent euros à fin 2019.

Ces positions font l'objet de couvertures automatiques sur la base d'un modèle validé par le comité ALM et le Conseil d'Administration.

Crédit

Le ratio international de solvabilité est calculé selon la méthode standard. Il se situe à 12,56 % au 31 décembre 2020.

(en milliers d'euros)

ENCOURS BRUTS	2020	%	2019	%
Bilan	1 875 397	49,6 %	1 889 595	42,3 %
Hors bilan	1 885 414	49,8 %	2 558 923	57,3 %
Instruments financiers	21 325	0,6 %	16 837	0,4 %
TOTAL	3 782 136		4 465 355	

(en milliers d'euros)

CATÉGORIES D'EXPOSITION BÂLE III	Montant brut de l'exposition 2020 (Bâle III)	Montant brut de l'exposition 2019 (Bâle III)
Souverain	669 276	606 909
Institutions	1 126 490	1 601 670
Court terme (Institutions)	682 263	643 497
Entreprises	1 163 356	1 530 178
Clientèle de détail	24	53
Actions	445	2 145
Actifs autres	39 325	40 360
Douteux	100 957	40 543
TOTAL	3 782 136	4 465 355

Opérationnel

La gestion du risque opérationnel est du ressort en premier niveau des responsables des unités opérationnelles et contrôlée en second niveau par le Département Contrôle Permanent via l'élaboration et la mise à jour de cartographies de risques thématiques élaborées de manière transverse.

Réglementaire

Les évolutions de la réglementation applicable au groupe UBAF sont suivies au sein du Comité de la Conformité.

Événements significatifs postérieurs à la clôture

Aucun événement important pouvant avoir une incidence sur les comptes sociaux ou consolidés n'est intervenu entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du présent rapport.

Perspectives

L'épidémie de Covid-19 a provoqué un retournement économique sévère entraînant une forte réduction des flux de négoce international durant l'année 2020. L'UBAF en se concentrant sur des activités dites essentielles (énergie, agro-alimentaire, santé, équipements et industrie...) a su s'adapter à cette situation et prouver sa capacité de résilience face à une crise économique majeure.

Dans un contexte où l'économie mondiale reste toujours aux prises avec la crise de la Covid-19, les perspectives demeurent incertaines. Pour anticiper au mieux cette période de turbulences et dans un souci d'optimisation du couple rentabilité/risque, l'UBAF a développé une stratégie commerciale et risque renforcée par la mise en place d'un projet d'efficacité opérationnelle. Ces multiples actions entamées en fin d'année 2020 devront également permettre à l'UBAF de répondre au mieux aux attentes de ses clients et d'avoir une approche et une politique commerciale plus génératrice de valeur ajoutée.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Sommes distribuées au titre de l'article 243 bis du Code général des impôts

(en milliers d'euros)

	2017	2018	2019	2020
Dividendes	0	0	0	0
Autres revenus nets (1)	225	255	237	271

(1) non éligibles à l'abattement de 40 %

Délégations accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration art. L 225-100 al.7

Aucune délégation n'a été accordée.

Activités en matière de Recherche et de Développement

Eu égard à l'article L 232-1 II du Code de commerce, nous vous informons que la Société n'a pas effectué d'activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

Liste des succursales existantes

Eu égard à l'article L 232-1 II du Code de commerce, les succursales du groupe UBAF sont implantées au Japon, Corée du Sud et Singapour.

Informations sur les délais de paiement à l'égard des fournisseurs et des clients (C. com. art. L 441-6-1 et D 441)

Les factures sont payées dans le délai de règlement fixé au 30^e jour suivant la réception des marchandises ou l'exécution de la prestation, la Banque ne pratique aucun délai de règlement auprès de ses fournisseurs. Nous précisons que les informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes.

Factures (HT) reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-4)

	Article D.441 I.- 1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D.441 I.- 2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT												
Nombre de factures concernées	0					0	0					0
Montant total des factures concernées												
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice												
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice												
(B) FACTURES EXCLUES DU (A) RELATIVES À DES DETTES ET CRÉANCES LITIGIEUSES OU NON COMPTABILISÉES												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) DÉLAIS DE PAIEMENT DE RÉFÉRENCE UTILISÉS (CONTRACTUEL OU DÉLAI LÉGAL - ARTICLE L. 441-6 OU ARTICLE L. 443-1 DU CODE DE COMMERCE)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	Les factures sont payées dans le délai de règlement fixé au 30 ^e jour suivant la réception des marchandises ou l'exécution de la prestation											

Tableau financier des 5 derniers exercices – Social

	2016	2017	2018	2019	2020
1. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social (en K€)	250 727	250 727	250 727	250 727	250 727
Nombre d'actions émises	1 638 740	1 638 740	1 638 740	1 638 740	1 638 740
Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
Nombre d'obligations avec bons de souscription d'actions	0	0	0	0	0
2. OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE (EN K€)					
Produit Net Bancaire	40 281	51 594	42 287	51 717	55 740
Bénéfices avant impôts, amortissements et provisions	-1 244	11 066	8 399	9 446	16 546
Impôt sur les bénéfices	-208	209	-810	-558	256
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	7 764	3 057	5 917	-12 768	-4 640
Montant des bénéfices distribués	0	0	0	0	0
3. RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE SEULE ACTION					
Bénéfice net par action (en €)	4,74	1,87	3,61	NS	NS
Dividende versé sur chaque action (en €)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4. PERSONNEL					
Nombre de salariés	287	283	283	290	286
Montant de la masse salariale	18 977	18 351	17 394	19 094	17 698
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc.) (en K€)	6 070	6 512	6 245	6 780	6 423

1.2 Rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise

À l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2021
(Articles L. 225-37 et L. 225-37-4 du Code de commerce)

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En complément du rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration, nous vous rendons compte, dans le présent rapport, de l'organisation de la gouvernance (I), des délégations en matière d'augmentation de capital (II), des conventions réglementées (III) et modalités de participation aux Assemblées Générales (IV) de l'Union de Banques Arabes et Françaises –UBAF

I. ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE

Les principes de gouvernance de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF résultent notamment des articles du Code monétaire et financier, du Code de commerce et des statuts.

Les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général sont dissociées.

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée par le Conseil d'Administration. Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

En matière de risque de crédit, ces pouvoirs sont précisés dans le règlement intérieur du Conseil d'Administration tel qu'adopté lors de sa réunion du 16 septembre 2015.

1. Présentation du Conseil d'Administration

La composition du Conseil d'Administration, l'organisation de ses travaux, l'indépendance réciproque et le niveau de compétence de ses membres contribuent efficacement à la qualité du gouvernement d'entreprise de la société.

1.1 COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À la suite de la décision de l'Assemblée Générale du 29 avril 2010 et en application des statuts, le Conseil d'Administration comprend 12 administrateurs, dont la durée du mandat est de quatre ans.

Le degré élevé des compétences techniques et comportementales, des qualifications académiques et professionnelles et des expériences éprouvées des membres de l'organe de surveillance qui sont des banquiers centraux ou dirigeants d'établissements de taille systémique ou d'importance significative est de nature à garantir leur indépendance et à satisfaire aux principes généraux qui structurent le bon fonctionnement d'un organe de surveillance, à savoir l'équilibre de sa composition ainsi que la compétence et l'éthique de ses membres.

Liste des administrateurs au 31 décembre 2020 :

Nom des administrateurs	Qualité
Farouk El-Okdah	Président du Conseil d'Administration
Jean-Yves Hocher	Vice-président du Conseil d'Administration
Crédit Agricole Corporate and Investment Bank	Administrateur (représenté par M. James WEBB)
UBAC Nederland B.V.	Administrateur (représenté par M. Abdellatif JOUAHRI, Gouverneur de la Banque Centrale du Maroc)
Banque Extérieure d'Algérie	Administrateur (représenté par M. Lazhar LATRECHE)
Libyan Foreign Bank	Administrateur (représenté par M. Rabie ABUSHAWASHI)
Banque Centrale Populaire	Administrateur (représenté par M. Mohamed Karim MOUNIR)
Arab African International Bank	Administratrice (représentée par Mme. Amany Samir ABDELFAH HASSAN)
Central Bank of Egypt	Administratrice (représentée par Mme Lobna HILAL)
Céline ARNAL	Administratrice (Crédit Agricole Corporate and Investment Bank)
Patricia BOGARD	Administrateur (Crédit Agricole Corporate and Investment Bank)
Neila TAZI	Administratrice (A3 GROUPE – Agence de communication et de relations publiques) – Sénatrice

Par ailleurs, assistent aux séances du Conseil d'Administration, deux salariés, membres du Comité Social et Economique (CSE).

1.2 MOUVEMENTS AU SEIN DU CONSEIL

Prénom - NOM	Fonction	Date de nomination	Fin de mandat	Observations
Céline ARNAL	Administratrice	11/05/2020	Assemblée Générale de 2023	Nomination par cooptation par le Conseil d'Administration du 11 mai 2020 en remplacement de M. Jean-François BALAY.
Patricia BOGARD	Administratrice	29/05/2020	Assemblée Générale de 2024	Nomination par cooptation par l'Assemblée Générale du 29 mai 2020 en remplacement de M. François KANOUI.
Neila TAZI	Administratrice	29/05/2020	Assemblée Générale de 2024	Nomination par cooptation par l'Assemblée Générale du 29 mai 2020 en remplacement de M. Ali Ibrahim MARAFI.
Amany Samir ABDELFAH HASSAN	Administratrice	28/09/2020	Assemblée Générale de 2024	Nomination par courrier en date du 28 septembre 2020 de l'AAIB, le Conseil a pris acte de la nomination de Dr. Amany Samir ABDELFAH, à compter du 28 septembre 2020, en remplacement de M. Sharif Aly ELWY.

1.3 INDÉPENDANCE - ABSENCE DE CONFLIT D'INTÉRÊTS

Il n'existe aucun conflit d'intérêts entre l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF et les membres du Conseil d'Administration, aussi bien au titre de leurs intérêts professionnels que privés.

La politique de prévention et de gestion du risque de conflit d'intérêts de la société (texte de gouvernance 2.1.6 Gestion des conflits d'intérêts), incorpore les mesures et règles appropriées pour prévenir ou gérer tous risques de conflit d'intérêts, y compris dans le cadre de l'exercice des fonctions des administrateurs, destinées, en toute hypothèse, à préserver l'intégrité des décisions ou avis du Conseil d'Administration.

Les administrateurs maintiennent en toutes circonstances leur indépendance d'analyse, de jugement, de décision et d'action. Ils s'engagent à ne rechercher ou accepter aucun avantage susceptible de compromettre leur indépendance.

Les administrateurs de l'UBAF veillent à agir en tout temps et exclusivement dans l'intérêt social et ont en outre les qualités essentielles requises à la fois par le Code AFEP-MEDEF et les Orientations Communes ESMA/EBA (EBA/GL/2017/12) du 21 mars 2018 relatives à l'aptitude des membres de l'organe de direction notamment :

- une qualité de jugement avérée des risques, stratégies et diverses situations y compris l'adéquation des ressources et des moyens humains et techniques/technologiques reposant sur leurs solides expériences ;
- une capacité d'anticipation permettant l'identification de l'ensemble des catégories de risques et des principaux enjeux stratégiques ;
- une totale intégrité alliée à une forte implication dans l'efficacité et l'efficacité de la gouvernance.

1.4 INTÉGRITÉ - HONORABILITÉ - DÉONTOLOGIE

Aucune condamnation pour fraude n'a été prononcée à l'encontre de l'un des administrateurs de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF au cours des dix dernières années.

Aucun administrateur n'a été associé à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation d'une quelconque société au cours des dix dernières années, ni incriminé ou sanctionné, à titre individuel, par une autorité administrative ou judiciaire.

Aucun administrateur de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF n'a été empêché par un quelconque tribunal de l'exercice, à quelque titre que ce soit, des fonctions de membre d'un organe d'administration, de surveillance ou de direction, voire d'intervenir dans la gestion et la conduite des affaires d'une société au cours des dix dernières années.

Enfin, chaque administrateur s'abstient de tout acte susceptible de porter directement ou indirectement atteinte aux intérêts de la société ou de nuire à son image ou à sa réputation.

1.5 COMPLÉMENTARITÉ ET EXPÉRIENCE

Les membres du Conseil d'Administration disposent des aptitudes nécessaires à la supervision de la gestion d'une institution financière et satisfont aux exigences requises en termes de formations académiques, d'expériences professionnelles et de compétences techniques et comportementales. Ils justifient ainsi :

- de solides connaissances et des expériences éprouvées dans la surveillance et la gestion des institutions financières en raison de leur statut de Gouverneur ou d'ancien Gouverneur d'une Banque Centrale, de Directeur Général ou de cadre de haut niveau de grandes banques ;
- du respect des grands principes qui encadrent les fonctions d'un dirigeant effectif et d'un mandataire social d'une institution financière : intégrité, probité, honorabilité et indépendance d'esprit ;
- de l'expérience pratique et professionnelle suffisante dans le cadre des fonctions de supervision ou d'encadrement assurées sur des périodes suffisamment longues ;
- de la capacité à consacrer suffisamment de temps aux travaux du Conseil d'Administration et de ses comités spécialisés.

Le Conseil d'Administration constitue donc un organe de supervision avec des outils nécessaires pour émettre efficacement et effectivement des critiques constructives sur les décisions de la fonction exécutive et assurer une surveillance efficace de l'exécution de son mandat.

1.6 DISPONIBILITÉ

Les administrateurs consacrent le temps nécessaire à l'exercice de leurs fonctions au sein de la Banque, ce qui est démontré par un taux de présence aux séances du Conseil proche de 100 %.

1.7 LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4 du Code de commerce, il est rappelé que les mandataires sociaux de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF détiennent les mandats suivants :

1°) Direction Générale :

MANDATAIRE	NOM DE LA SOCIÉTÉ	NATURE DU MANDAT
Jean-Claude GELHAAR	UBAF – France	Directeur Général
Khaled DESSOUKI	UBAF – France	Directeur Général Délégué

2°) Membres du Conseil d'Administration :

M. Farouk EL-OKDAH

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF (FRANCE)	Président du Conseil d'Administration Président du Comité Exécutif
UBAC CURACAO N.V.	Membre du Conseil
NATIONAL BANK OF EGYPT (LONDRES)	Président du Conseil d'Administration
UNION DES BANQUES ARABES	Membre Honoraire
ARAB BANKING CORPORATION (ABC) - BAHREIN	Membre du Conseil d'Administration

M. Jean-Yves HOCHER

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
CA INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT GROUP SA	Président, Administrateur
CA INDOSUEZ WEALTH SWITZERLAND SA	Président, Administrateur
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF (FRANCE)	Vice-Président du Conseil, Administrateur
CACEIS SA	Président, Administrateur du Conseil d'Administration, Président du Comité des nominations (mandat libéré le 30/10/2018)

M. James WEBB

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
CRÉDIT AGRICOLE CIB	Responsable Risques Établissements Financiers, Souverains, et Pays
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF (FRANCE)	Administrateur Membre du Comité Exécutif

M. Abdellatif JOUAHRI

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
BANK AL-MAGHRIB	Gouverneur
CAISSE DE DÉPÔTS ET DE GESTION - MAROC	Président de la Commission de Surveillance
FONDS HASSAN II POUR LE DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL - MAROC	Membre du Conseil
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF (FRANCE)	Administrateur
UBAC - CURACAO NV	Président du Conseil d'Administration
UNIVERSITÉ AL-AKHAWAYNE	Chancelier
INSTITUT ROYAL DES ÉTUDES STRATÉGIQUES	Membre du Comité d'Orientation
CONSEIL ECON. ET SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL	Membre
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY (CFCA)	Président du Conseil d'Administration
CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	Membre du Conseil
FONDATION MOHAMMED V POUR LA SOLIDARITÉ	Membre du Conseil
SOCIÉTÉ MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE DES DÉPÔTS BANCAIRES	Président du Conseil d'Administration
FONDATION MAROCAINE POUR L'ÉDUCATION FINANCIÈRE	Président du Conseil d'Administration
OBSERVATOIRE MAROCAIN DE LA TRÈS PETITE, PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE	Président du Conseil d'Administration

Mme Lobna KHALIL

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Membre du Conseil d'Administration
UBAC CURACAO N.V.	Membre du Conseil d'Administration
EGYPTIAN MORTGAGE REFINANCE COMPANY	Président non exécutif du Conseil d'Administration
CREDIT GUARANTY COMPANY	Président non exécutif du Conseil d'Administration (à juin 2020)
NATIONAL BANK OF EGYPT	Membre du Conseil d'Administration
CITY EDGE	Membre du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ ÉGYPTIENNE DE COMMUNICATIONS	Membre du Conseil d'Administration

M. Rabie ABUSHAWASHI

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF (FRANCE)	Membre du Conseil d'Administration Membre du Comité Exécutif Membre du Comité d'Audit et des Risques Membre du Comité des Rémunérations
UBAC CURACAO N.V.	Membre du Conseil
LIBYAN FOREIGN BANK	Représentant la LFB à l'Assemblée Générale pour 2019 Président de la Commission d'inventaire des coffres de la LFB Président de la Commission pour la création d'une Direction de services à la clientèle
BANQUE COMMERCIALE DU NIGER	Représentant de la Libyan Foreign Bank à l'Assemblée Générale (AGO et AGE)

M. Mohamed Karim MOUNIR

MANDATS GROUPE BCP	TITRE
BANQUE CENTRALE POPULAIRE	Président Directeur Général
ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL	Administrateur et Président du Comité des Rémunérations
ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA	Administrateur et Président CNR
ATTAWFIQ MICRO-FINANCE	Président du Conseil d'Administration et Président CNR
BANK AL YOUSR	Président du Conseil d'Administration et Président CNR
BANQUE CHAABI DU MAROC	Président du Conseil d'Administration et Président CNR
MAROC ASSISTANCE INTERNATIONALE	Président du Conseil d'Administration
MAROC LEASING	Président du Conseil d'Administration et président CNR
BCP BANK MAURITIUS	Administrateur
BCP INTERNATIONAL	Président du Conseil d'Administration
BP REAL ESTATE MANAGEMENT	Président du Conseil d'Administration
BP SHORE GROUP	Président du Conseil d'Administration
PAYMENT CENTER FOR AFRICA	Président du Conseil d'Administration
UPLINE GROUP	Président Directeur Général
VIVALIS SALAF	Président du Conseil d'Administration et président CNR
CHAABI CAPITAL INVESTISSEMENT	Président du Conseil d'Administration
BCP TECHNOLOGIES	Président Directeur Général
INFRA MAROC CAPITAL	Administrateur
UNIVERSITÉ INTERNATIONALE DE RABAT	Membre du Conseil de Surveillance et membre du Comité Stratégique
OFFICE SHERIFIEN DES PHOSPHATES	Administrateur et membre du Comité d'Audit
MANDA RE	Administrateur
MUTUELLE ATTAMINE CHAABI	Président du Conseil de Surveillance
EDITO VENTURES (ex.UPLINE VENTURES)	Administrateur
BCP MIDDLE EAST	Président du Conseil d'Administration

MANDATS HORS GROUPE BCP	TITRE
CAISSE INTERPROFESSIONNELLE MAROCAINE DE RETRAITE	Administrateur
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY	Administrateur
CENTRE DES TRÈS PETITES ENTREPRISES SOLIDAIRES	Administrateur
CENTRE MOHAMED VI DE SOUTIEN A LA MF SOLIDAIRE	Président du Conseil d'Administration
FONDS MAROCAIN DE PLACEMENT	Administrateur
GROUPEMENT PROFESSIONNEL DES BANQUES DU MAROC	Administrateur
MCMA	Membre du Conseil de Surveillance
INVOLYS	Administrateur
UNIVERSITÉ AL AKHAWAYN	Administrateur
INSTITUT SUPÉRIEUR DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES	Administrateur
SOCIÉTÉ MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE DES DÉPÔTS BANCAIRES	Administrateur
ATLAMED	Administrateur

M. Lazhar LATRECHE

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
BANQUE EXTÉRIEURE D'ALGÉRIE	Président Directeur Général
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF (FRANCE)	Membre du Conseil
UBAC CURACAO N.V.	Membre du Conseil
BANQUE BIA - FRANCE	Président du Conseil d'Administration
BACB - LONDRES	Membre du Conseil d'Administration
AL MASRAF – ABU DHABI	Membre du Conseil d'Administration
BANQUE DU MAGHREB ARABE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE	Président du Conseil d'Administration

Mme Neila TAZI

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
A3 COMMUNICATION	CEO
PARLEMENT DU ROYAUME DU MAROC	Sénatrice
CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES DU MAROC	Administrateur
FÉDÉRATION DES INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES	Présidente
UBAF	Membre du Conseil d'Administration
UBAC	Membre du Conseil d'Administration

Mme Céline ARNAL

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Membre du Conseil d'Administration (au 11.05.2020)
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Membre du Comité Exécutif (au 11.05.2020)
CRÉDIT AGRICOLE CIB AO (RUSSIA)	Membre du Conseil d'Administration (au 29.05.2020)
CRÉDIT AGRICOLE SECURITIES (USA) INC.	Membre du Conseil d'Administration (au 02.03.2020)
CRÉDIT AGRICOLE GLOBALPARTNERS INC.	Membre du Conseil d'Administration (au 02.03.2020)
CRÉDIT AGRICOLE INDOSUEZ RISK SOLUTIONS ASSURANCE	Membre du Conseil d'Administration (du 28.01.2020 au 13.10.2020)

Mme Patricia BOGARD

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Membre du Conseil d'Administration (au 29.05.2020)
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF	Présidente du Comité d'Audit et des Risques (au 20.08.2020)

Mme Amany S. ABDELFAH

ENTITÉ	NATURE DU MANDAT
ARAB AFRICAN INTERNATIONAL BANK	Vice-Président et Membre Délégué
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF (FRANCE)	Membre du Conseil
UBAC CURACAO N.V.	Membre du Conseil

2. Rôle et organisation du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est régulièrement informé de l'évolution de l'activité de la Banque, des risques de taux, de marchés et de conformité ainsi que des grands risques de crédit et il procède à l'arrêté des comptes.

Plus généralement, la mise en œuvre du droit de communication des administrateurs ne fait l'objet d'aucun obstacle. Leur accès à une information sincère et suffisamment précise sur la vie de la Banque, le formalisme de leur convocation et les modalités pratiques d'exercice de leurs pouvoirs d'organe collégial délibérant de la société (au sens de la réglementation bancaire) sont autant de garanties de l'exercice effectif des compétences du Conseil d'Administration et des mécanismes assurant un équilibre des pouvoirs et une surveillance rigoureuse de la gestion de la société.

Le Conseil d'Administration s'est réuni à 5 reprises au cours de l'année 2020. L'ordre du jour des séances est arrêté par le Président du Conseil d'Administration en concertation avec le Directeur Général, en tenant compte, d'une part, des sujets à examiner par le Conseil d'Administration en vertu de la loi et des réglementations applicables y comprenant les instructions ou recommandations des autorités de surveillance et, d'autre part, les sujets permettant de rendre compte aux administrateurs de l'activité et des choix stratégiques de la Banque : résultats, risques et activité des fonctions de contrôle.

Le Conseil a également délibéré le 20 août 2020 sous la forme d'une consultation écrite dans des conditions assurant la collégialité de la délibération, conformément à l'Ordonnance n°2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des Assemblées Générales et conseils d'administration en raison de l'épidémie de Covid-19.

Les administrateurs sont informés de l'ordre du jour 8 à 10 jours avant la tenue du Conseil d'Administration.

Les sujets sont présentés par le président du Conseil d'Administration, le Directeur Général, le Directeur Général Délégué ou le responsable en charge du dossier (Directeur des Risques, Directeur de l'Audit, Directeur des Opérations, Directeur de la Conformité, Directeur Juridique...). Il est ensuite procédé à des échanges de vues à l'issue desquels le Conseil d'Administration se prononce en tant que de besoin.

Un projet de procès-verbal de la réunion est rédigé par le secrétaire du Conseil d'Administration qui le soumet au Président, au Directeur Général ainsi qu'aux différents intervenants pour la partie les concernant. Ce projet de procès-verbal est soumis à l'approbation du Conseil d'Administration au début de chaque réunion suivante.

Au cours de l'année 2020, ont été soumis notamment pour information ou décision du Conseil d'Administration au cours d'une ou plusieurs séances, les principaux dossiers suivants :

- accord transactionnel avec l'Office of the Foreign Assets Control (OFAC) où, en contrepartie du paiement par la Banque d'un montant de 8 572 500 US\$ et de certains engagements de conformité, l'OFAC accepte d'exonérer définitivement la Banque, sans qu'aucune faute soit retenue contre elle, de toute responsabilité civile en relation avec certaines violations apparentes des sanctions de l'OFAC ;
- nouvelle stratégie commerciale et risques pour un meilleur recentrage et pilotage des activités de la Banque et de ses résultats, qu'ils soient financiers ou qualitatifs et intégrant les enjeux de responsabilité sociale et environnementale ;
- impact de la pandémie de Covid-19 sur les employés et les activités de la Banque ;
- renouvellement du mandat du Président et du Vice-Président ; désignation des représentants permanents des membres du Conseil dont le mandat a été renouvelé lors de l'Assemblée Générale du 29 mai 2020 ; constitution des Comités issus du Conseil suite au renouvellement des mandats de certains administrateurs ; nomination de 3 nouveaux membres du Conseil ; désignation de Mme Patricia Bogard comme Présidente du Comité d'Audit et des Risques en remplacement de M. François Kanoui ;
- validation du budget annuel, suivi des résultats financiers trimestriels et annuels et arrêté des comptes sociaux et consolidés ;
- suivi des risques de crédit, opérationnels, de conformité et juridiques ;
- approbation des limites pays ;
- validation des rapports de contrôle interne et suivi du dispositif de contrôle interne ;
- suivi du renforcement continu du dispositif LCB-FT et du respect des sanctions internationales ;
- approbation de l'ordre du jour et des projets de résolutions de l'Assemblée Générale ainsi que des différents rapports obligatoires du Conseil d'Administration ou du Président aux actionnaires ; et
- toutes questions d'intérêt majeur pour la Banque.

Ainsi, au cours de l'exercice, le Conseil a été tenu informé à plusieurs reprises de la situation financière de la Banque et d'un état actualisé de ses principaux risques.

Les Commissaires aux comptes participent aux réunions au cours desquelles les comptes annuels sont arrêtés par le Conseil d'Administration, permettant ainsi aux administrateurs de recueillir leurs observations et de poser toutes questions utiles.

Le Conseil d'Administration dispose, dans le respect du principe de collégialité des prises de décision et de l'implication de tous les administrateurs, de comités spécialisés afin de répondre aux exigences légales et réglementaires de surveillance approfondie de certains domaines clés. Ces comités soumettent pour information ou décision du Conseil d'Administration les principales thématiques. Le détail de leurs missions est exposé ci-après.

LE COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES

Il a été ainsi constitué, conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la Banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et conformément à l'article L.823-19 du Code de commerce, un comité d'audit et des risques. Il est composé de deux administrateurs représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie A et un administrateur représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie B qui en assume la présidence.

Le comité d'audit et des risques peut s'adjoindre une personnalité extérieure à la société et à ses actionnaires directs ou indirects, choisie pour sa compétence. Il se réunit aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par semestre, sur convocation de son Président ou à la demande du président du Conseil d'Administration.

Il a notamment pour mission, sous l'autorité du Conseil d'Administration :

- le suivi des questions relatives à l'élaboration et à l'examen des comptes sociaux et consolidés, à l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques en ce qui concerne l'information financière et comptable, des travaux des Commissaires aux comptes sur ces questions et les garanties de leur totale indépendance ;
- de s'assurer de la cohérence de la stratégie globale de la société et son appétence aux risques tant actuels que futurs ;
- d'examiner les procédures et les systèmes de gestion des risques, ainsi que le dispositif de contrôle interne et porter une appréciation sur sa qualité du dispositif, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques et proposer si nécessaire des actions complémentaires ou correctrices.

Le comité d'audit et des risques ne se réunit valablement que si au moins les deux tiers de ses membres (dont le président) sont présents. Les décisions sont prises à la majorité simple, en cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Le Comité d'audit, qui s'est réuni 5 fois en 2020, a accordé une attention particulière aux impacts de la pandémie de Covid-19 et aux difficultés connexes relatives à l'environnement des affaires de la Banque et la situation macroéconomique.

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Il est composé de deux administrateurs représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie B et trois administrateurs représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie A dont l'un en assume la présidence.

Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué assistent au comité exécutif avec voix consultative.

Le comité exécutif se réunit en tant que de besoin ou à la demande du Directeur Général ou du Directeur Général Délégué, sur convocation de son Président, et au moins une fois par trimestre.

Il a notamment pour mission :

- d'autoriser préalablement les décisions du Directeur Général relatives à toute opération de crédit dépassant les seuils fixés dans le règlement intérieur du Conseil d'Administration ;
- de fixer, à la demande du Conseil d'Administration, les modalités d'utilisation des limites pays ;
- d'étudier tout sujet ou projet que lui soumet le Président du Conseil d'Administration et d'émettre un avis sur le sujet ou projet qui lui est soumis.

Les décisions du comité exécutif sont prises à la majorité de ses membres présents ou représentés, la majorité devant obligatoirement être composée d'au moins un représentant d'un actionnaire titulaire d'une action de catégorie B. La présence de trois membres sur cinq est nécessaire pour la validité des délibérations.

Pour l'année 2020, le Comité exécutif a examiné et ajusté de manière proactive les limites de crédit et l'évaluation des risques afin de répondre efficacement aux enjeux sans précédent de la pandémie de Covid-19.

LE COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Le comité des rémunérations est composé d'un administrateur représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie B et deux administrateurs représentant les actionnaires titulaires d'action de catégorie A dont l'un assume la présidence.

Il se réunit, en tant que de besoin ou à la demande du Président du Conseil d'Administration ou du Directeur Général. Il a pour mission de faire des recommandations au Conseil d'Administration concernant :

- les rémunérations ordinaires et exceptionnelles, prévues à l'article 24 des statuts « Rémunération des administrateurs » versées aux membres du Conseil d'Administration, à son Président et à son Vice-Président ;
- les rémunérations, avantages en nature et droits pécuniaires accordés au Directeur Général et au Directeur Général Délégué ;
- les enveloppes globales de rémunérations fixes et variables de l'ensemble des salariés.

Le Comité s'est réuni en 2020 pour formuler un jugement éclairé sur les niveaux de rémunération de la Banque et s'assurer de son adéquation avec les résultats, dans un souci d'équilibre structurel et raisonnable, en tenant compte des performances individuelles et collectives et conformément à la réglementation applicable.

3. Rémunération des administrateurs et des mandataires sociaux

L'Union de Banques Arabes Françaises – UBAF applique les dispositions légales et réglementaires ainsi que les recommandations de place concernant la rémunération des administrateurs et des mandataires sociaux.

Le montant des jetons de présence est fixé chaque année par l'Assemblée Générale. Il est réparti selon les règles arrêtées par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 17 mars 2011.

Les rémunérations du Directeur Général et du Directeur Général Délégué sont fixées par le Conseil d'Administration sur propositions du comité des rémunérations. Elles comprennent

une partie fixe et une partie variable en fonction de critères proposés par le comité des rémunérations, dans le respect des dispositions réglementaires propres aux établissements de crédit. Elles font l'objet d'un avis consultatif de l'Assemblée Générale des actionnaires.

L'application de ces règles d'encadrement et de plafonnement ainsi que l'avis consultatif de l'Assemblée Générale des actionnaires sont de nature à donner toute l'assurance nécessaire aux actionnaires sur leur modération à la fois dans le temps et en valeur absolue.

4. Les limitations aux pouvoirs du Directeur Général

Conformément aux stipulations de l'article 23 des Statuts et du premier article du Règlement Intérieur du Conseil d'Administration, les opérations suivantes sont soumises à l'autorisation préalable du Conseil :

- toute cession d'immeubles par nature pour un montant supérieur à EUR 500 000 ;
- la cession totale ou partielle de participations pour un montant supérieur à EUR 500 000 et la constitution de sûretés à la couverture des engagements propres (hors opérations

de marché) de la Société, dès lors que ces sûretés portent sur des actifs de la Société pour un montant supérieur à EUR 500 000 ;

- toute prise d'intérêt dans des sociétés ou entités comportant une responsabilité indéfinie et/ou solidaire des associés ou membres de ces sociétés ou entités ;
- la prise de participations dans toutes sociétés créées ou à créer, dans la mesure où elle dépasse un montant de EUR 500 000 ;
- l'acquisition de tout immeuble, dans la mesure où elle dépasse un montant de EUR 500 000 ;
- l'acquisition, la cession, l'échange ou l'apport de fonds de commerce ou d'éléments de fonds de commerce susceptible de se traduire par un investissement ou un désinvestissement supérieur à EUR 500 000 ;
- passer en cas de litige tous traités et transactions, accepter tous compromis, lorsqu'ils portent sur l'abandon d'un montant en principal supérieur à EUR 1 000 000.

Le Directeur Général saisit le Conseil d'Administration et recherche ses indications à l'occasion de toute opération significative concernant les orientations stratégiques de la Société ou susceptibles de l'affecter et de modifier sa structure financière ou son périmètre d'activité.

II. CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

1. Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale

En raison d'une omission par inadvertance, les conventions ci-dessous n'ont fait l'objet ni d'une autorisation préalable du Conseil d'Administration prévue à l'article L.225-38 du Code de commerce, ni d'une approbation ultérieure de l'Assemblée Générale. Elles seront donc soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale du 28 mai 2021 en application des dispositions de l'article précité.

- Convention de représentation pour la participation aux systèmes de règlement TARGET2-Banque de France et ABE/EURO1 avec Crédit Agricole S.A le 15 juillet 2008.
Coûts : EUR 35 957,65
- Convention de services de messagerie bancaire Swift avec Crédit Agricole Payment Services, signée le 18 juin 2019.
Coûts : EUR 15 221
- Convention-cadre de services de production, exploitation et maintenance des systèmes IT avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, signée le 1^{er} juillet 2019.
Coûts : EUR 948 643
- Convention-cadre de services de production, exploitation et maintenance des systèmes IT avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Agence de Singapour, Information Systems Asia Pacific (ISAP), signée le 16 juillet 2019.
Coûts : SGD 1 443 263

2. Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale

L'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé :

CONVENTION APPROUVÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES DU 30 MAI 2018 :

- Convention de service avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole Payment Services relative au filtrage de messages financiers de l'UBAF et de fourniture de listes de sanctions/surveillance signée le 30 juin 2017.
Coûts : EUR 4 409

III. DÉLÉGATIONS ACCORDÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Il n'existe aucune délégation accordée par l'Assemblée Générale dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de commerce.

IV. MODALITÉS DE PARTICIPATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conformément aux statuts, il est rappelé ci-après, les conditions de participation des actionnaires à l'Assemblée Générale.

Article 29 — Composition et nature des Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont composées de tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Les Assemblées Générales, régulièrement constituées, représentent l'universalité des actionnaires.

Les délibérations des assemblées, prises conformément aux lois et règlements en vigueur, obligent tous les actionnaires.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée, s'il en existe, pour statuer sur toutes modifications des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées spéciales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur.

Article 30— Réunion des assemblées

Les assemblées sont convoquées conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit en tout autre lieu précisé dans la convocation.

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un Vice-Président du Conseil d'Administration ou par un administrateur désigné par le Président du Conseil d'Administration à cet effet. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président de séance.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Il n'y est porté que les propositions émanant de l'auteur de la convocation ou des actionnaires.

Chaque membre de l'Assemblée Générale ordinaire ou extraordinaire a un nombre de voix proportionnel à la fraction du capital social correspondant aux actions qu'il possède ou représente, à la condition que celles-ci ne soient pas privées du droit de vote.

Le Conseil d'Administration peut décider que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont conformes aux dispositions réglementaires en vigueur.

Ces règles sont reprises en intégralité dans les statuts de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF. La prochaine Assemblée Générale des actionnaires aura lieu le 28 mai 2021. Le projet des résolutions figure dans les documents transmis aux actionnaires ensemble avec l'ordre du jour de la réunion de l'Assemblée Générale.

Pour le Conseil d'Administration,
Farouk EL-OKDAH
Président du Conseil d'Administration

2 RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

_ Exercice clos le 31 décembre 2020

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine cedex
S.A.S. au capital de € 2 510 460
672 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux comptes
*Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre*

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux comptes
*Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre*

2.1 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

À l'Assemblée Générale de la société
Union de Banques Arabes et Françaises,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Union de Banques Arabes et Françaises relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de service interdit par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537 / 2014.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS - POINTS CLÉS DE L'AUDIT

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit et estimation des provisions et des dépréciations sur encours sains ou en défaut

RISQUE IDENTIFIÉ	NOTRE RÉPONSE
Dans le cadre de ses activités, votre société est exposée au risque de crédit sur les contreparties en lien avec les pays dans lesquels se trouvent ces contreparties. Dans un contexte économique difficile, il existe un risque de dégradation de la qualité du portefeuille de crédit et d'augmentation des encours sensibles et en défaut. Des dépréciations de prêts et créances sont constituées pour couvrir ces risques, soit sur une base individuelle, soit sur une base collective. Les dépréciations collectives sont déterminées à partir d'une estimation des pertes attendues résultant des probabilités de défaut liées aux notations des contreparties. Les dépréciations individuelles sont constatées par dotation au compte de résultat dès lors qu'un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total apparaît sur les créances douteuses. L'évaluation de ce risque et les dépréciations qui en découlent se fait notamment dans le cadre d'un comité des risques sensibles. L'identification des créances faisant l'objet de dépréciations et l'évaluation du niveau de dépréciation constituent une zone d'estimations significative. Dans la mesure où une erreur de jugement ou de calcul pourrait avoir une incidence significative sur les résultats de votre société, nous avons considéré que ce sujet constituait un point clé de l'audit. Les encours pour lesquels une dépréciation individuelle ou une provision collective est comptabilisée au 31 décembre 2020 sont enregistrés en créances sur les établissements de crédit et en opérations sur la clientèle. Les dépréciations sont comptabilisées en moins de l'actif ou en provisions pour risques et charges et les dotations/reprises sont inscrites en coût du risque. Se référer aux notes « Événements significatifs », 1, 2, 11 et 18 de l'annexe aux comptes annuels.	Nous avons examiné les procédures d'identification des prêts et créances sensibles ou qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que le dispositif d'évaluation et d'enregistrement des provisions correspondantes. Nous avons plus précisément : ► pris connaissance du processus d'identification, de suivi des impayés et de déclassement en douteux ; ► examiné les comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les processus de provisionnement ; ► examiné, par sondages, l'adéquation de la documentation des dossiers aux niveaux des dépréciations spécifiques constituées ; ► examiné les contrôles portant sur les données utilisées pour le calcul des dépréciations collectives (assiette de calcul et paramètres statistiques notamment) ; ► effectué un recalcul des provisions collectives pour un échantillon de crédits ; ► comparé le montant de provision collective calculé au montant inscrit en comptabilité.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

AUTRES VÉRIFICATIONS OU INFORMATIONS PRÉVUES PAR LES TEXTES LÉGAUX ET RÉGLEMENTAIRES

Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société Union de Banques Arabes et Françaises par votre Assemblée Générale du 30 mai 2007 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 30 mai 2013 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2020, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la quatorzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la huitième année.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire

aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 12 mai 2021

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Laurent Tavernier

ERNST & YOUNG et Autres
Matthieu Préchoux

2.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

À l'Assemblée Générale de la société
Union de Banques Arabes et Françaises,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Union de Banques Arabes et Françaises relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/ 2014.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS - POINTS CLÉS DE L'AUDIT

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit et estimation des provisions et des dépréciations sur encours sains ou en défaut

RISQUE IDENTIFIÉ	NOTRE RÉPONSE
Dans le cadre de ses activités, votre société est exposée au risque de crédit sur les contreparties en lien avec les pays dans lesquels se trouvent ces contreparties. Dans un contexte économique difficile, il existe un risque de dégradation de la qualité du portefeuille de crédit et d'augmentation des encours sensibles et en défaut. Des dépréciations de prêts et créances sont constituées pour couvrir ces risques, soit sur une base individuelle, soit sur une base collective. Les dépréciations collectives sont déterminées à partir d'une estimation des pertes attendues résultant des probabilités de défaut liées aux notations des contreparties. Les dépréciations individuelles sont constatées par dotation au compte de résultat dès lors qu'un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total apparaît sur les créances douteuses. L'évaluation de ce risque et les dépréciations qui en découlent se fait notamment dans le cadre d'un comité des risques sensibles. L'identification des créances faisant l'objet de dépréciations et l'évaluation du niveau de dépréciation constituent une zone d'estimations significative. Dans la mesure où une erreur de jugement ou de calcul pourrait avoir une incidence significative sur les résultats de votre société, nous avons considéré que ce sujet constituait un point clé de l'audit. Les encours pour lesquels une dépréciation individuelle ou une provision collective est comptabilisée au 31 décembre 2020 sont enregistrés en créances sur les établissements de crédit et en opérations sur la clientèle. Les dépréciations sont comptabilisées en moins de l'actif ou en provisions pour risques et charges et les dotations/reprises sont inscrites en coût du risque. Se référer aux notes « Événements significatifs », 1, 2, 10 et 16 de l'annexe aux comptes consolidés.	Nous avons examiné les procédures d'identification des prêts et créances sensibles ou qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que le dispositif d'évaluation et d'enregistrement des provisions correspondantes. Nous avons plus précisément : ► pris connaissance du processus d'identification, de suivi des impayés et de déclassement en douteux ; ► examiné les comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les processus de provisionnement ; ► examiné par sondages l'adéquation de la documentation des dossiers aux niveaux des dépréciations spécifiques constituées ; ► examiné les contrôles portant sur les données utilisées pour le calcul des dépréciations collectives (assiette de calcul et paramètres statistiques notamment) ; ► effectué un recalcul des provisions collectives pour un échantillon de crédits ; ► comparé le montant de provision collective calculé au montant inscrit en comptabilité.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

AUTRES VÉRIFICATIONS OU INFORMATIONS PRÉVUES PAR LES TEXTES LÉGAUX ET RÉGLEMENTAIRES

Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société Union de Banques Arabes et Françaises par votre Assemblée Générale du 30 mai 2007 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 30 mai 2013 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2020, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la quatorzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la huitième année.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables

retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537 /2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 12 mai 2021

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Laurent Tavernier

ERNST & YOUNG et Autres
Matthieu Préchoux

3 RÉSOLUTIONS

_ adoptées à l'Assemblée Générale ordinaire du 28 mai 2021

1. De la compétence de l'AGO

1^{re} ET 2^e RÉSOLUTIONS ORDINAIRES APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

Exposé

Les 1^{re} et 2^e résolutions soumettent à l'approbation de l'Assemblée Générale les comptes annuels et consolidés de l'Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF au 31 décembre 2020.

PREMIÈRE RÉSOLUTION ORDINAIRE

(Approbation des comptes annuels de l'exercice 2020)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les rapports précités ainsi que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont présentés.

Elle approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, ainsi que les actes de gestion accomplis par le Conseil au cours de l'exercice écoulé et donne ainsi quitus aux membres du Conseil de l'exécution de leur mandat.

DEUXIÈME RÉSOLUTION ORDINAIRE

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2020)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les rapports précités ainsi que les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont présentés.

Elle approuve les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

3^e RÉSOLUTION ORDINAIRE AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

Exposé

La 3^e résolution soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale l'affectation du résultat de l'exercice 2020.

Le résultat de l'exercice social s'établissant à -4 640 421,07 euros, il n'y a pas de bénéfice distribuable. Cette 3^e résolution propose donc de ne pas distribuer de dividende en raison du résultat négatif.

TROISIÈME RÉSOLUTION ORDINAIRE

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et des rapports des Commissaires aux comptes et après avoir constaté que le résultat de l'exercice 2020 s'élève à -4 640 421,07 euros, décide, sur proposition du Conseil d'Administration, d'affecter ce résultat au report à nouveau qui s'établit ainsi à -17 408 467,85 euros.

L'Assemblée Générale décide de ne distribuer aucun dividende aux actionnaires.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale reconnaît, en outre, qu'au titre des trois derniers exercices, il a été distribué les dividendes suivants :

Années	Dividende	Nombre d'actions
2019	0 €	1 638.740
2018	1,70€	1 638.740
2017	0€	1 638.740

4^e À 8^e RÉSOLUTIONS ORDINAIRES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Exposé

La 4^e résolution a pour objet de soumettre à votre approbation une convention réglementée, conclue avec les sociétés Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole Payment Services, approuvée par l'Assemblée Générale du 30 mai 2018 et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2020 et qui a fait l'objet d'un rapport spécial des Commissaires aux comptes.

Les 5^e aux 8^e résolutions ont pour objet l'approbation de conventions réglementées conclues avec les sociétés Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Singapore Branch, Information Systems Asia Pacific (ISAP) et Crédit Agricole Payment Services sans autorisation préalable du Conseil d'Administration, ni d'une approbation ultérieure de l'Assemblée Générale et qui ont fait l'objet d'un rapport spécial des Commissaires aux comptes exposant les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

QUATRIÈME RÉOLUTION ORDINAIRE

(Approbation d'une convention réglementée conclue avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole Payment Services)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et L. 225-40 à L. 225-42 du Code de commerce, approuve la poursuite de l'exécution de la convention conclue avec les sociétés *Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole Payment Services*, relative au filtrage de message financiers et de fourniture de listes de sanctions/surveillance signée le 30 juin 2017, telle que présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

CINQUIÈME RÉOLUTION ORDINAIRE

(Approbation d'une convention réglementée conclue avec Crédit Agricole S.A., sans préalable du Conseil d'Administration)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-42 du Code de commerce, approuve la convention conclue le 15 juillet 2008 avec la société *Crédit Agricole S.A.*, relative à la représentation pour la participation aux systèmes de règlement TARGET2-Banque de France et ABE/EURO1, telle que présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

SIXIÈME RÉOLUTION ORDINAIRE

(Approbation d'une convention réglementée conclue avec Crédit Agricole Payment Services, sans autorisation préalable du Conseil d'Administration)

L'Assemblée Générale ordinaire, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-42 du Code de commerce, approuve la convention conclue le 18 juin 2019 avec la société *Crédit Agricole Payment Services*, relative aux services de messagerie bancaire Swift, telle que présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

SEPTIÈME RÉOLUTION ORDINAIRE

(Approbation d'une convention réglementée conclue avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, sans autorisation préalable du Conseil d'Administration)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-42 du Code de commerce, approuve la convention conclue le 1^{er} juillet 2019 avec la société *Crédit Agricole Corporate and Investment Bank*, relative à divers services des systèmes d'information, telle que présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

HUITIÈME RÉOLUTION ORDINAIRE

(Approbation d'une convention réglementée conclue avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Singapore Branch, Information Systems Asia Pacific (ISAP), sans autorisation préalable du Conseil d'Administration)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-42 du Code de commerce, approuve la convention conclue le 16 juillet 2019 avec la société *Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Singapore Branch, Information Systems Asia Pacific (ISAP)*, relative aux services de production, exploitation et maintenance des systèmes informatiques, telle que présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

NEUVIÈME RÉOLUTION ORDINAIRE

Avis sur l'enveloppe globale des rémunérations versées, durant l'exercice écoulé, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ou du Groupe, visées à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier

Exposé

Par le vote de la 9^e résolution, il vous est demandé, conformément aux dispositions de l'article L.511- 73 du Code monétaire et financier, un avis consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations versées, durant l'exercice écoulé, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Banque, visées à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier.

NEUVIÈME RÉSOLUTION ORDINAIRE

(Avis sur l'enveloppe globale des rémunérations versées, durant l'exercice écoulé, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Banque, visées à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier, conformément aux dispositions de l'article L.511-73 du Code monétaire et financier)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires,

après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise et des rapports des Commissaires aux comptes et conformément à l'article L. 511-73 du Code monétaire et financier, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations versées, durant l'exercice écoulé, laquelle s'élève à 2 925 913 euros, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Banque, visées à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier.

2. De la compétence de l'AGE

10^e À 12^e RÉSOLUTIONS EXTRAORDINAIRES

Gouvernance – Délibérations du Conseil d'Administration – Présidence du Conseil d'Administration – Direction Générale

Exposé

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale trois (3) résolutions aux fins de modification des articles 21, 25 et 26 des statuts.

La 10^e résolution a pour objet d'assouplir les modalités de délibérations du Conseil d'Administration par des moyens de télécommunication dans le respect de la réglementation en vigueur et du Règlement Intérieur du Conseil d'Administration. Aussi est-il proposé de supprimer la dernière phrase du 8^e alinéa de l'article 21 prévoyant que « le nombre des Administrateurs participant ainsi à la réunion ne pourra excéder le tiers des Administrateurs formant le quorum ».

Les 11^e et 12^e résolutions proposent à l'Assemblée Générale de modifier les articles 25 et 26 des statuts en portant l'âge limite du Président et du Directeur Général respectivement à soixante-dix-huit (78) et soixante-huit (68) ans, notamment dans l'optique d'une stabilité de la gouvernance de la Banque et dans un processus de gouvernance plus souple pour s'adapter aux défis et opportunités du futur.

DIXIÈME RÉSOLUTION EXTRAORDINAIRE

(Modification de l'article 21 des statuts, relative à l'assouplissement des règles et condition de tenue des réunions du Conseil d'Administration par des moyens de télécommunication et notamment la visioconférence)

L'Assemblée Générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, décide de modifier l'article 21 des statuts en supprimant la dernière phrase du 8^e alinéa de cet article prévoyant que « le nombre des Administrateurs participant ainsi à la réunion ne pourra excéder le tiers des Administrateurs formant le quorum ». L'article 21 des statuts est ainsi modifié :

Nouvelle rédaction :**ARTICLE 21 – DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins quatre fois par an, sur convocation de son Président.

Toutefois, le Président du Conseil d'Administration doit convoquer le Conseil à une date qui ne peut être postérieure à quinze jours lorsqu'un tiers au moins des Administrateurs ou le Vice-Président ou le Directeur Général lui présentent une demande motivée en ce sens. Si la demande est restée sans suite, ses auteurs peuvent procéder eux-mêmes à la convocation en indiquant l'ordre du jour.

Les réunions du Conseil d'Administration ont lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, la séance du Conseil est présidée par le Vice-Président. Le Président désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des membres du Conseil.

Les convocations sont effectuées par lettre ou par tout autre moyen et même verbalement ; dans ce dernier cas, une confirmation écrite sera adressée.

Tout Administrateur peut donner mandat à un autre Administrateur de le représenter à une séance du Conseil mais chaque Administrateur ne peut disposer, au cours d'une même séance que d'une seule procuration.

La présence effective de la moitié au moins des Administrateurs est nécessaire pour la validité des délibérations.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les Administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de télécommunication et notamment de visioconférence dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par la réglementation en vigueur et par le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration.

Les décisions sont prises à la majorité des Administrateurs présents ou représentés, la majorité devant obligatoirement être composée d'au moins un titulaire d'action de la catégorie B.

Les Administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du Conseil d'Administration sont tenus à la discrétion en ce qui concerne les délibérations du Conseil ainsi qu'à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel ou présentées comme telles par les intervenants lors des réunions du Conseil.

ONZIÈME RÉSOLUTION EXTRAORDINAIRE

(Modification de l'article 25 des statuts concernant l'extension de la limite d'âge du Président)

L'Assemblée Générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, décide de modifier le dernier alinéa de l'article 25 des statuts en fixant l'âge limité pour l'exercice

des fonctions de Président du Conseil d'Administration à soixante-dix-huit (78) ans, sauf dans le cas où le Président assume également les fonctions de Directeur Général de la Société. En conséquence, l'article 25 est désormais ainsi stipulé :

Nouvelle rédaction :

ARTICLE 25 – PRÉSIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration nomme parmi ses membres personnes physiques un Président, obligatoirement choisi parmi les membres propriétaires d'actions de la catégorie A, et un Vice-Président, obligatoirement choisi parmi les membres propriétaires d'actions de la catégorie B, qui sont chargés de convoquer le Conseil et d'en diriger les débats. Ils sont nommés pour la durée de leur mandat au Conseil d'Administration et sont toujours rééligibles dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les Administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

De façon générale, le Président est investi de tous les pouvoirs qui lui sont attribués par la législation en vigueur.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de Président du Conseil d'Administration est fixée à soixante-dix-huit (78) ans, sauf dans le cas où le Président assume également les fonctions de Directeur Général de la Société. Dans ce cas, la limite d'âge du Président est celle applicable au Directeur Général.

DOUZIÈME RÉOLUTION EXTRAORDINAIRE

(Modification de l'article 26 des statuts concernant l'extension de la limite d'âge du Directeur Général)

L'Assemblée Générale, délibérant et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, décide de modifier le 7^e alinéa de l'article 26.1 des statuts en fixant l'âge limité pour l'exercice des fonctions du Directeur Général à soixante-huit (68) ans. L'article 26 des statuts est ainsi modifié :

Nouvelle rédaction :

ARTICLE 26 – DIRECTION GÉNÉRALE

La Direction Générale de la Société est assurée, sous sa responsabilité soit par le Président du Conseil d'Administration soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Directeur Général est obligatoirement choisi parmi au moins deux personnes proposées par ordre de préférence par les titulaires d'actions de la catégorie B.

Le Conseil d'Administration nomme également, sur proposition du Directeur Général, une personne physique chargée d'assister ce dernier, avec le titre de Directeur Général Délégué. Le Directeur Général Délégué sera choisi parmi au moins deux personnes proposées par ordre de préférence par les titulaires d'actions de la catégorie A.

1. Directeur Général :

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers, notamment en justice.

Eu égard à l'objet social et conformément à la loi, les cautions, avals et autres garanties en faveur de Tiers sont consenties par le Directeur Général.

Le Directeur Général peut décider de la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même soumet pour avis à leur examen. Il fixe la composition et les attributions de ces comités, notamment les règles de fonctionnement du Comité de Gestion qui sont portées à la connaissance du Conseil d'Administration.

Le Directeur Général peut conférer ceux de ses pouvoirs qu'il choisira à telles personnes, y compris le Directeur Général Délégué, ou comités que bon lui semble, par un mandat spécial et pour un ou plusieurs objets déterminés, avec ou sans faculté de subdélégation.

Le Conseil d'Administration fixe la durée des fonctions du Directeur Général dans la limite d'une durée de quatre années à compter de sa nomination. Si le Directeur Général est Administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'Administrateur. Le Directeur Général sortant est toujours rééligible.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de Directeur Général est fixée à soixante-huit (68) ans.

Lorsque la Direction Générale de la Société est assumée par le Président du Conseil d'Administration, les dispositions du présent article lui sont applicables.

2. Directeur Général Délégué :

L'étendue et la durée des pouvoirs du Directeur Général Délégué sont déterminées par le Conseil d'Administration, en accord avec le Directeur Général, au moment de sa nomination.

Le Directeur Général Délégué dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

13^e RÉOLUTION MIXTE

Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités

Exposé

La 13^e résolution est une résolution usuelle qui permet d'accomplir toutes les formalités légales de dépôt et de publicité requises par la loi après l'Assemblée Générale.

TREIZIÈME RÉOLUTION MIXTE

(Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales mixtes, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée Générale mixte pour l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité relatives ou consécutives aux décisions prises au terme des résolutions qui précèdent et/ou de résolutions complémentaires.

4

COMPTES CONSOLIDÉS

_ Exercice clos le 31 décembre 2020

Compte de bilan consolidé publiable

(en milliers d'euros)

ACTIF

Notes	ACTIF	12/2020	12/2019
1	Opérations interbancaires et assimilées	1 214 129	1 043 428
2	Opérations avec la clientèle	482 649	688 894
3	Obligations, actions et autres titres à revenu fixe ou variable	77 197	91 782
4	Participations et parts dans les entreprises liées	445	474
5	Immobilisations corporelles et incorporelles	3 294	4 023
6	Comptes de régularisation et autres actifs	10 933	15 684
	TOTAL DE L'ACTIF	1 788 647	1 844 285

PASSIF

Notes		12 /2020	12 /2019
7	Opérations interbancaires et assimilées	1 206 216	1 241 090
8	Opérations avec la clientèle	199 151	177 332
9	Comptes de régularisations et autres passifs	40 447	46 138
10	Provisions pour risques et charges	37 635	73 941
	Dettes subordonnées	0	0
10	Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	0	0
	Intérêts minoritaires	2 689	975
	Réserves	523	1 029
	Résultat	2 166	-54
11	Capitaux propres part du Groupe (hors FRBG)	302 509	304 809
	Capital souscrit	250 727	250 727
	Réserves consolidées et autres (+/-)	53 830	66 914
	Résultat de l'exercice (+/-)	-2 048	-12 833
	TOTAL DU PASSIF	1 788 647	1 844 285

HORS BILAN

Notes	12 / 2020	12 / 2019
ENGAGEMENTS DONNES		
12 Engagements donnés de l'activité bancaire	1 885 414	2 560 535
Engagements de financement	315 083	569 506
Engagements de garantie	1 570 331	1 991 029
ENGAGEMENTS RECUS		
13 Engagements reçus de l'activité bancaire	281 943	191 123
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	281 943	191 123
OPERATIONS DE CHANGE		
Monnaie à recevoir	470 415	325 362
Monnaie à livrer	469 451	325 353

Compte de résultat consolidé publiable

(en milliers d'euros)

Notes	12 / 2020	12 / 2019
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Intérêts et produits assimilés	38 629	61 323
Intérêts et charges assimilés	(18 439)	(42 562)
Revenus des titres à revenu variable	7	
Commissions (produits)	37 868	35 950
Commissions (charges)	(1 507)	(2 493)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	(741)	(455)
Autres produits nets d'exploitation bancaire	242	11
14 PRODUIT NET BANCAIRE	56 059	51 773
15 Charges générales d'exploitation	(39 321)	(42 457)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	(983)	(984)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	15 754	8 331
16 Coût du risque	(15 892)	(20 672)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(138)	(12 341)
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	(2)
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	(138)	(12 342)
Résultat exceptionnel	0	13
17 Impôts sur les bénéfices	256	(558)
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	119	(12 887)
Intérêts minoritaires	2 166	(54)
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE	(2 048)	(12 833)
Résultat par action (en euros)	ns	ns

5

**EXTRAIT DES NOTES ANNEXES
AUX COMPTES CONSOLIDÉS**

_ au 31 décembre 2020

MÉTHODE ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

La méthode de consolidation employée est l'intégration globale. Le périmètre de consolidation est identique à celui de l'exercice précédent. Il n'intègre qu'une entité dont la raison sociale est

l'UBAF (Hong Kong) Limited et dont les droits financiers sont détenus par l'UBAF à hauteur de 53,98 % et les droits de vote à hauteur de 54,07 %

ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS**OFAC**

L'Office of Foreign Assets Control (OFAC), le Department of Justice (DOJ), le bureau du District Attorney du Comté de New York (DANY) ainsi que d'autres autorités gouvernementales américaines (« autorités américaines ») veillent au respect des sanctions économiques et mesures restrictives relatives aux activités bancaires, imposées par les lois et règlements des États-Unis d'Amérique à l'encontre de certains pays étrangers, personnes physiques ou morales ou entités.

L'UBAF a conduit, de sa propre initiative, une revue interne, avec l'assistance de cabinets internationaux spécialisés, pour identifier l'existence potentielle de paiements libellés en dollars américains susceptibles d'impliquer directement ou indirectement ces pays, personnes physiques ou entités sous sanctions pour la période comprise entre mai 2009 et mai 2014 avec l'objectif de coopérer pleinement avec les autorités américaines.

Fin 2020, l'OFAC et l'UBAF ont signé un accord de règlement mettant fin à la revue des violations. L'OFAC a considéré que l'auto-divulgence volontaire des violations (Voluntary Self Disclosure) apparentes constituait un cas non flagrant de violation et a imposé à l'UBAF une amende de 8 572 500 USD.

La charge a été constatée en coût du risque sur l'exercice 2020 et la provision de 20 millions d'euros que la Banque a constituée au fil des ans a été reprise.

Décision judiciaire favorable

Fin avril 2020, la cour d'appel de Versailles a rendu un arrêt confirmant le jugement de première instance et rejetant entièrement les demandes de paiement d'un ancien client, d'un montant de 69,6 millions de USD à la suite de compensation de lettres de crédit par l'UBAF en 2011. La provision pour risques constituée sur ce dossier a été reprise.

Fraudes externes

Des fraudes ont été identifiées chez deux contreparties situées dans la région du MENA. Ces deux dossiers ont été provisionnés sur l'exercice 2020 en prenant en compte le montant de récupération estimée.

Covid-19

L'épidémie de Covid-19 a provoqué un retournement économique sévère entraînant une forte réduction des flux de négoce international durant l'année 2020. L'UBAF en se concentrant sur des activités dites essentielles (énergie, agro-alimentaire, santé, équipements et industrie...) a su s'adapter à cette situation et prouver sa capacité de résilience face à une crise économique majeure.

PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Règles et méthodes comptables

Les comptes sont établis selon les normes comptables françaises applicables aux établissements de crédit conformément aux dispositions de l'Autorité des Normes Comptables (règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire).

L'UBAF applique, depuis le 1^{er} janvier 2000, la réglementation relative aux règles de consolidation des entreprises relevant du Comité de la réglementation bancaire et financière (CRC 99-07).

Méthodes de conversion

Le bilan de chaque entité est converti directement de la devise d'origine des opérations en euros au cours de clôture du 31 décembre.

De façon générale, les produits et charges de commissions ou intérêts et les frais généraux en devises sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation. Les intérêts comptabilisés en cours font l'objet d'une réévaluation jusqu'à leur date d'échéance.

Les résultats de chaque mois en devises locales des différentes entités sont convertis en euros au cours de fin de mois. La différence entre les contrevaux en euros du cumul des résultats mensuels des entités et la contrevaux du résultat annuel au cours du 31 décembre est imputée sur les fonds propres.

Les différences entre le coût historique des moyens permanents d'exploitation en devises et leur contrevaux au cours de clôture sont enregistrées dans les comptes de régularisation sans incidence sur le résultat.

Au 31 décembre 2020, un montant de 8,8 millions d'euros correspondant à la moins-value latente sur les dotations en capital de nos agences a été comptabilisé dans les réserves.

Les titres de participation libellés en devises sont enregistrés pour la contrevaux historique du coût d'achat ou de souscription. Les devises nécessaires à l'acquisition des titres de participation sont achetées contre euros.

Différence de première consolidation

La différence de première consolidation, soit 371 milliers de dollars US, a été entièrement amortie par imputation sur le bénéfice consolidé au 31 décembre 1985.

Impôts différés

En application de la réglementation, le groupe UBAF comptabilise les actifs d'impôts différés dès lors que leur imputation ultérieure sur des résultats positifs est probable au regard d'une estimation prudente de la capacité bénéficiaire future des entités fiscales concernées et d'une appréciation conservatrice des aléas liés aux réglementations fiscales en vigueur dans les pays où le Groupe est présent.

Les principaux actifs latents d'imposition différée proviennent des déficits fiscaux reportables du siège. En application des principes décrits ci-dessus, le Groupe a considéré comme prudent de ne pas reconnaître ces actifs.

Principes de séparation des exercices

Les opérations sont enregistrées en respectant le principe de séparation des exercices.

Les intérêts sont acquis au jour le jour, ils sont donc comptabilisés *prorata temporis* au compte de résultat.

Les commissions sur garanties et sur crédits à moyen et long termes sont enregistrées *prorata temporis*.

Les commissions sur crédits documentaires sont enregistrées au moment de leur encaissement.

Principes d'enregistrement des créances

Les créances figurent au bilan pour leur valeur nominale ou leur prix d'acquisition.

Les intérêts sont enregistrés *prorata temporis* et figurent sous la même rubrique de bilan que le principal.

Créances douteuses

Le déclassement en créances douteuses est réalisé sur la base des critères définis par l'article 2221-1 du règlement ANC n° 2014-07 :

- impayé(s) de plus de 90 jours sauf cas non liés à la situation financière du débiteur ;
- situation financière du débiteur, indépendamment de tout impayé, constituant un risque avéré (procédures d'alerte) ;
- contentieux directement engagé entre l'établissement et sa contrepartie.

Sont alors considérées comme créances douteuses toutes sommes dues tant en intérêts qu'en capital.

Les créances douteuses sont comptabilisées au bilan pour leur montant net de garanties dès lors que l'émetteur de la garantie est considéré comme solvable et que les conditions d'éligibilité de la garantie sont satisfaites.

Sont présumées créances douteuses compromises les créances pour lesquelles un retour à la normale n'est pas prévisible dans un avenir proche ou les créances dont l'échéance contractuelle n'est pas honorée depuis plus d'un an. Les intérêts sur créances douteuses compromises ne sont plus comptabilisés.

L'encours douteux compromis, dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé, doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié. Cette décision revient au comité des risques sensibles.

Lorsqu'un risque avéré de non recouvrement partiel ou total apparaît, les créances douteuses font individuellement l'objet de dépréciations constituées par dotation au compte de résultat. L'évaluation des garanties est effectuée lors de l'étude des crédits et révisée lors de la classification en encours douteux. Elle sert de base au calcul des dépréciations à constituer. L'évaluation du risque fait l'objet d'un examen trimestriel dans le cadre d'un comité des risques sensibles qui fixe le montant des dépréciations.

En application de l'article 2221-7 du règlement ANC n° 2014-07, la constatation d'un risque avéré sur une contrepartie entraînerait par contagion le déclassement de l'ensemble des encours et engagements relatifs à ladite contrepartie.

Lorsque la contrepartie appartient à un groupe, le comité des risques sensibles examine les conséquences de cette défaillance au niveau du groupe et apprécie la nécessité de classer en encours douteux l'ensemble des encours relatifs aux entités juridiques formant ce groupe.

Les règles de contagion ne concernent pas les encours affectés de litiges ponctuels non liés à l'insolvabilité de la contrepartie, ni le risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers et non de celle de la contrepartie même (cas de l'escompte commercial).

Conformément à l'article 2221-5 du règlement ANC n° 2014-07, le reclassement des créances douteuses dans les encours sains est effectué après apurement de tous les impayés ou restructuration de la dette.

Les dépréciations pour créances douteuses sont inscrites directement en minoration de l'actif, tandis qu'au compte de résultat le net des dotations sur les reprises est enregistré en coût du risque.

RÈGLES PARTICULIÈRES AUX CRÉDITS RESTRUCTURÉS

Compte tenu des délais de règlement habituellement constatés sur ces crédits, le passage en créance douteuse est repoussé au douzième mois qui suit l'échéance contractuelle. La règle de contagion est appliquée à la totalité des encours non échus de ces crédits au-delà du douzième mois de l'échéance, tant en capital qu'en intérêts, restée impayée.

Conformément à l'article 2231-3 du règlement ANC n° 2014-07, une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration, doit être enregistrée par le débit du compte de résultat. Le taux d'actualisation à retenir est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable.

Principes de passage en perte des créances douteuses

Une perte sur créance irrécouvrable est comptabilisée lorsque le comité des risques sensibles estime que la créance ne pourra plus être recouvrée ou lorsque la créance douteuse est cédée. Le montant de la perte correspond au montant enregistré de la créance.

Le passage en perte est enregistré dès lors que les éléments reconnus par les dispositions légales et réglementaires locales sont réunis. Le coût du risque inclut le montant des pertes sur créances irrécouvrables, couvertes et non couvertes, et celui des récupérations sur créances amorties.

Portefeuille titres

Conformément au titre 3 du Livre II du règlement ANC n° 2014-07, il est distingué plusieurs catégories de titres : les titres de transaction, les titres de placement, les titres d'investissement, les titres de l'activité de portefeuille, les titres de participation et parts dans les entreprises liées et les autres titres détenus à long terme.

L'UBAF n'a pas de titres classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres d'investissement et titres de l'activité de portefeuille.

TITRES DE PARTICIPATION ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont acquis en vue d'une détention durable. Sont retenues dans cette catégorie les participations supérieures à 10 % ou, éventuellement, inférieures à 10 % lorsqu'elles sont assorties d'éléments tels que la représentation au sein des organes sociaux de l'entité émettrice ou l'existence d'une autre détention indirecte. Les frais d'acquisition sont constatés en charge.

AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME

Les autres titres détenus à long terme sont les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans sa gestion en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Lorsqu'ils sont classés dans l'une de ces deux dernières catégories, les titres sont :

- enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition (frais exclus) ou, en cas de transfert, à la valeur estimée en fonction des règles propres à leur catégorie d'origine ;
- évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu, sans compensation avec les plus-values latentes, à la constitution d'une provision pour dépréciation des immobilisations financières.

TITRES DE PLACEMENT À REVENU FIXE

La totalité des titres à revenu fixe est classée en titres de placement. Les entrées en portefeuille sont enregistrées au prix d'acquisition, au pied de coupon. Les frais d'acquisition et de cession sont portés en charges. Les différences positives ou négatives entre le prix d'achat et la valeur de remboursement (surcote/décote) font l'objet d'un étalement linéaire en compte de résultat sur la durée restant à courir du titre.

Les titres sont évalués à la clôture de l'exercice :

- au cours de fin décembre pour les valeurs cotées ;
- au niveau des dernières transactions sur les titres non cotés.

Pour les titres non couverts par un dérivé, les moins-values résultant de la comparaison entre la valeur comptable et la valeur estimative font l'objet de dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas prises en compte.

Pour les titres couverts par un dérivé, une plus ou moins-value nette est calculée, correspondant à la somme de la plus ou moins-value du titre et de la plus ou moins-value du dérivé. La moins-value nette doit faire l'objet d'une dépréciation tandis que la plus-value nette latente ne doit pas être prise en compte.

TITRES DE PLACEMENT À REVENU VARIABLE

Les titres à revenu variable sont enregistrés pour leur prix d'acquisition. Ils sont valorisés au prix de marché pour les valeurs cotées ou au dernier cours de transaction connu pour les titres non cotés. Compte tenu de la nature du portefeuille uniquement constitué de titres d'OPCVM monétaires, la valeur figurant au bilan est celle correspondant au prix de marché.

Opérations de couverture sur instruments de taux réalisées de gré à gré

L'UBAF comptabilise les opérations de couverture conformément aux dispositions du titre 5 du règlement ANC n° 2014-07.

SWAPS DE TAUX

Les swaps de taux sont utilisés en micro-couverture pour couvrir, du risque de taux, une opération identifiée dès l'origine. Ces couvertures sont réalisées en même temps que l'opération couverte, dans la même devise, pour la même durée et avec la même référence de taux variable. Les swaps de taux sont également utilisés en macro-couverture pour couvrir le fonds de roulement. Les décalages de trésorerie peuvent également être couverts par des opérations de swaps de taux.

Les différentiels de taux payés ou reçus sont enregistrés au compte de résultat *prorata temporis* sur la durée résiduelle de l'instrument couvert. Le produit ou la charge ainsi constaté vient de manière symétrique compenser le produit ou la charge de l'élément couvert. Si ce dernier est évaluable au prix de marché, seule la différence négative entre le prix de marché du swap et celui de l'instrument couvert est inscrite au débit du compte de résultat.

Les soultes payées ou reçues sur des positions de couverture dénouées par des opérations en sens inverse réalisées avec la même contrepartie, correspondant à la différence de valeur des deux transactions, sont étalées sur la durée résiduelle de l'opération de couverture initiale.

FRA

Les FRA sont principalement utilisés pour couvrir les décalages de trésorerie.

Le différentiel de taux payé ou reçu à la date de valeur de l'opération est étalé sur la durée de l'opération faisant l'objet de la couverture.

Principes d'enregistrement des dettes et créances rattachées

Les dettes figurent au bilan pour leur valeur nominale ou leur prix d'émission.

Les intérêts sont enregistrés *prorata temporis* et figurent sous la même rubrique de bilan que le principal.

Les surcotes ou décotes sur les titres émis sont étalées linéairement sur la durée d'émission des titres.

Principes d'enregistrement des immobilisations et règles d'amortissement

Les immobilisations figurent à l'actif du bilan pour une valeur nette constituée par leur coût d'acquisition diminué des amortissements. Aucune réévaluation libre ou légale n'a été pratiquée.

Les immobilisations incorporelles concernent des logiciels acquis ou créés. Un amortissement linéaire est pratiqué sur une durée de cinq ou sept ans pour les logiciels du site central et sur trois ans pour les applicatifs de bureautique. Les mêmes règles d'amortissement sont appliquées pour le matériel informatique.

Les autres immobilisations acquises sont amorties linéairement sur leur durée probable d'utilisation.

DURÉE D'AMORTISSEMENT

Immeubles, agencements, installations	de 10 à 30 ans
Mobilier, matériel	10 ans
Matériel roulant, machines	5 ans
Matériel / logiciel informatique site central	de 5 à 7 ans
Matériel informatique micros	3 ans

Principes d'enregistrement des éléments exceptionnels

Les éléments exceptionnels représentent les charges et produits qui ne se rapportent pas au cycle normal de l'exploitation de l'entreprise. Ces éléments peuvent provenir d'opérations en capital, bénéfice ou perte sur la vente ou mise au rebut d'une immobilisation, cession des titres de participation.

Principes d'enregistrement des provisions

PROVISIONS POUR RISQUES PAYS

Les provisions pour risques sont des provisions de précaution permettant de couvrir les risques existant sur les engagements de toute nature de bilan et de hors bilan non douteux sur l'ensemble des pays du monde, ainsi que sur les intérêts courus afférents.

La méthode de calcul des provisions risques pays a fait l'objet d'un changement de méthode sur l'exercice 2015.

Les provisions calculées depuis 2015 prennent pour base les engagements pondérés (EAD) en fonction de leur équivalent risque de crédit. On applique à ces engagements les pondérations suivantes :

- application d'une probabilité de défaut (PD) en fonction du *rating* UBAF de la contrepartie ;
- application d'un «*Loss Given Default*» (LGD) : on utilise le LGD standard, soit 45 % de l'engagement ;
- application d'une pondération de durée compte tenu que les probabilités de défaut sont à 1 an et que les engagements de l'UBAF sont majoritairement à court terme ;
- application d'une probabilité de défaut stressée ; probabilité x 1,5 pour les pays jugés plus risqués par la direction des risques ou qui représentent une forte concentration dans le portefeuille de l'UBAF ;
- application d'une pondération supplémentaire pour le risque de modèle de 20 %.

PROVISIONS POUR LITIGES

Les litiges avec les établissements de crédits ou la clientèle qui ne concernent pas le dénouement d'une créance donnent lieu à l'enregistrement d'une provision pour litiges pour le montant du risque évalué par le comité des risques sensibles.

PROVISIONS POUR CHARGES

Les charges probables dues à un événement ou à une décision survenue au cours de l'exercice, si elles peuvent faire l'objet d'une évaluation précise de leur montant, donnent lieu à comptabilisation d'une provision pour charge.

1. Actif

NOTE 1 : OPÉRATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES

Détail des opérations interbancaires et assimilées

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2020	31.12.2019
Comptes courants	12 064	52 191
Prêts interbancaires	413 380	288 603
Prêts de nature commerciale court terme	218 796	229 839
Prêts de nature commerciale moyen et long termes	25	29
Caisse, comptes Banques centrales et CCP	565 731	468 648
Créances douteuses brutes	12 860	18 314
Créances rattachées	510	1 198
Total créances brutes	1 223 367	1 058 821
Dépréciations	(9 238)	(15 393)
TOTAL	1 214 129	1 043 428

Détail des créances douteuses

(en milliers d'euros)

	31.12.2020	31.12.2019
Créances douteuses non compromises publiques	0	0
Créances douteuses non compromises privées	3 623	2 921
Créances douteuses compromises publiques	4 757	10 520
Créances douteuses compromises privées	4 480	4 873
TOTAL	12 860	18 314

Seuls les éléments suivants des créances sur les établissements de crédit sont ventilés par durée restant à courir et par zone géographique :

Prêts interbancaires	413 380
Prêts de nature commerciale court terme	218 796
Prêts de nature commerciale moyen et long termes	25
TOTAL	632 201

Détail des créances sur les établissements de crédit par durée restant à courir

(en milliers d'euros)

< = 3 mois	< = 12 mois	< = 5 ans	> 5 ans	TOTAL
496 512	135 663	25		632 201

Ventilation géographique des créances sur les établissements de crédit

(en pourcentage)

La ventilation par zone géographique est faite sur des créances brutes de provisions (provisions non déduites).

ZONES	Part des créances sur total monde	% des créances publiques	% des créances privées
EEE*, Suisse, États-Unis, Canada, Japon	64,15	69,94	30,06
Monde arabe	25,99	8,42	91,58
Europe hors EEE* et Suisse	4,39	62,45	37,55
Asie hors Japon	5,29	6,59	93,41
Amérique latine	0,00	0,00	0,00
Océanie	0,00	0,00	0,00
Afrique	0,17	0,00	100,00
	100 %		

* Espace Économique Européen

NOTE 2 : OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Détail des opérations avec la clientèle

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2020	31.12.2019
Comptes courants	1 563	3 180
Financement commerce international court terme	294 942	490 343
Financement commerce international moyen et long termes	116 849	75 006
Financement d'équipement moyen et long termes	37 311	86 926
Autres crédits	22 563	30 740
Créances rattachées	1 038	2 691
Créances douteuses brutes	86 754	34 740
Total créances brutes	561 020	723 625
Dépréciations	(78 371)	(34 731)
TOTAL	482 649	688 894

Détail des créances douteuses

(en milliers d'euros)

	31.12.2020	31.12.2019
Créances douteuses non compromises publiques	0	0
Créances douteuses non compromises privées	148	20 394
Créances douteuses compromises publiques	0	54
Créances douteuses compromises privées	86 606	14 291
TOTAL	86 754	34 740

Seuls les éléments suivants des opérations avec la clientèle sont ventilés par durée restant à courir et par zone géographique :

Financement du commerce international court terme	294 942
Financement du commerce international moyen et long termes	116 849
Financement d'équipements moyen et long termes	37 311
Autres crédits	22 563
TOTAL	471 665

Détail des créances sur la clientèle par durée restant à courir

(en milliers d'euros)

< = 3 mois	< = 12 mois	< = 5 ans	> 5 ans	TOTAL
329 402	123 683	17 431	1 149	471 665

Ventilation géographique des créances sur la clientèle (hors créances douteuses)

(en pourcentage)

La ventilation par zone géographique est faite sur des créances brutes de provisions (provisions non déduites).

ZONES	Part des créances sur total monde	% des créances publiques	% des créances privées
EEE*, Suisse, États-Unis, Canada, Japon	48,90	0,00	100,00
Monde arabe	9,35	30,18	69,82
Europe hors EEE* et Suisse	0,83	0,00	100,00
Asie hors Japon	39,29	17,97	82,03
Amérique latine	0,00	0,00	0,00
Océanie	0,00	0,00	0,00
Afrique	1,64	95,10	4,90
	100 %		

* Espace Économique Européen

Ventilation géographique des créances douteuses et couvertures afférentes

(en pourcentage)

ZONES	Créances clientèle douteuses	Dépréciations associées
EEE*, Suisse, États-Unis, Canada, Japon	11,07 %	12,25 %
Monde arabe	67,32 %	63,83 %
Europe hors EEE* et Suisse		
Asie hors Japon	21,62 %	23,93 %
Amérique latine		
Océanie		
Afrique		
	100,00 %	100,00 %

* Espace Économique Européen

La quasi-totalité des créances douteuses sont des créances privées.

NOTE 3 : OBLIGATIONS, ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE OU VARIABLE

Détail des obligations, actions et autres titres à revenu fixe ou variable

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2020	31.12.2019
TITRES À REVENU FIXE		
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	42 407	52 576
Dépréciation	0	(2)
Créances rattachées	0	0
Total titres à revenu fixe	42 407	52 574
TITRES À REVENU VARIABLE		
Actions	35 081	40 062
Dépréciation	(291)	(854)
Total titres à revenu variable	34 790	39 208
TOTAL	77 197	91 782

Les effets publics et valeurs assimilées correspondent à des titres de créances négociables émis par les organismes publics des pays où l'UBAF est implantée et mobilisables auprès de l'institut d'émission.

Les titres à revenus variables sont majoritairement composés de titres d'OPCVM monétaires.

Comparaison des valeurs comptables et de marché des titres et effets

(en milliers d'euros)

NATURE	Valeur comptable VC	Valeur de remboursement	Valeur de marché VM	Provision	Différence VM-VC
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilés	42 407	42 414	42 407	0	0

Répartition par durée restant à courir des obligations et autres titres à revenu fixe, effets publics et valeurs assimilées

(en milliers d'euros)

< = 3 mois	< = 12 mois	< = 5 ans	> 5 ans	TOTAL
42 407				42 407

NOTE 4 : PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES

	Capital en devises	Capitaux propres incluant le résultat en euros	Quote-part du capital détenu (en %)	Résultat en euros	Valeur comptable des titres détenus en euros	Montant des prêts et avances accordés en euros
PARTICIPATIONS (DÉTENUES ENTRE 10 ET 50 %)						
- UBAF Group Holding (Panama)	50 000 USD	ns	46,60%	ns	0	
- en liquidation						
Autres participations					444 541	
TOTAL					444 541	

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(en milliers d'euros)

	31.12.2019	Acquisition	Cession / mise au rebut	Virement poste à poste	Incidence variation de cours	31.12.2020
IMMOBILISATIONS BRUTES						
Immobilisations incorporelles	10 072	80	18	0	(149)	9 984
- Autres immobilisations incorporelles	10 025	80	18	0	(149)	9 938
- Droit au bail	46					46
Immobilisations corporelles	5 878	237	6	0	(99)	6 009
- Terrain, constructions d'exploitation	0	0	0	0	0	0
- Agencements, installations	1 915	3	0	0	(24)	1 894
- Matériel de transport	130	0	0	0	(13)	117
- Matériel de bureau et mobilier	3 833	234	6	0	(62)	3 998
- Immobilisations corporelles en cours						
TOTAL	15 948	317	24	0	(248)	15 992

	31.12.2019	Dotation	Diminution	Virement poste à poste	Incidence variation de cours	31.12.2020
AMORTISSEMENT						
Immobilisations incorporelles	7 857	479	0	0	(118)	8 218
- Autres immobilisations incorporelles	7 857	479	0	0	(118)	8 218
Immobilisations corporelles	4 068	504	6	0	(86)	4 481
- Terrain, constructions d'exploitation	0	0	0	0	0	0
- Agencements, installations	1 044	189	0	0	(22)	1 211
- Matériel de transport	63	25	0	0	(7)	81
- Matériel de bureau et mobilier	2 962	290	0	0	(57)	3 189
TOTAL	11 925	983	0	0	(204)	12 699
NET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 215					1 766
NET IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 808					1 528

Les dotations aux amortissements sont reconnues en Autres charges d'exploitation (Note 15).

NOTE 6 : COMPTES DE RÉGULARISATION ET DIVERS

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2020	31.12.2019
Intérêts et produits à recevoir	2 525	3 000
Ajustements devise	0	4 066
Autres actifs	9 111	8 618
TOTAL	11 636	15 684

2. Passif

NOTE 7 : OPÉRATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES

Détail des opérations interbancaires et assimilées

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2020	31.12.2019
Comptes à vue	62 388	57 356
Emprunts interbancaires à terme	736 265	845 999
Dépôts de nature commerciale à terme	406 295	333 257
Dettes rattachées	1 267	4 478
TOTAL	1 206 216	1 241 090

Les dépôts de nature commerciale effectués par des banques sont liés aux opérations de crédits documentaires.

Ventilation des opérations interbancaires et assimilées par durée restant à courir

(en milliers d'euros)

Seuls les éléments suivants du bilan sont ventilés par durée restant à courir :

Opérations interbancaires	736 265
Dépôts de nature commerciale	406 295
TOTAL	1 142 560

< = 3 mois	< = 12 mois	< = 5 ans	> 5 ans	TOTAL
907 512	235 048	0	0	1 142 560

Ventilation géographique des opérations avec les établissements de crédit

(en pourcentage)

ZONES	Part des dettes sur total monde	% des dettes publiques	% des dettes privées
EEE*, Suisse, États-Unis, Canada, Japon	11,57	64,52	35,48
Monde arabe	77,91	34,83	65,17
Europe hors EEE* et Suisse	0,01	0,00	100,00
Asie hors Japon	0,11	0,01	99,99
Amérique latine	0,00	0,00	0,00
Océanie	0,00	0,00	0,00
Afrique	10,41	47,48	52,52

* Espace Économique Européen

NOTE 8 : OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Détail des opérations avec la clientèle et assimilées

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2020	31.12.2019
Comptes à vue	66 364	23 142
Comptes à terme	132 765	153 999
Dettes rattachées	22	190
TOTAL	199 151	177 332

Ventilation des comptes à terme clientèle par durée restant à courir

(en milliers d'euros)

< = 3 mois	< = 12 mois	< = 5 ans	> 5 ans	TOTAL
105 211	27 533	22	0	132 765

Ventilation géographique des opérations avec la clientèle

(en pourcentage)

ZONES	Part des dettes sur total monde	% des dettes publiques	% des dettes privées
EEE*, Suisse, États-Unis, Canada, Japon	28,10	0,00	100,00
Monde arabe	2,16	0,00	100,00
Europe hors EEE* et Suisse	0,05	0,00	100,00
Asie hors Japon	3,10	0,00	100,00
Amérique latine	66,59	0,00	100,00
Océanie	0,00	0,00	0,00
Afrique	0,00	0,00	0,00

* Espace Économique Européen

NOTE 9 : COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES PASSIFS

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2020	31.12.2019
Intérêts et charges à payer, comptes fournisseurs	5 316	5 989
Comptes en attente d'affectation et de régularisation	12 949	17 771
Ajustements devise	772	0
État - impôts et taxes	121	613
Provisions sur charges sociales et retraites	9 147	9 301
Autres passifs	12 142	12 464
TOTAL	40 447	46 138

Les provisions relatives au personnel sont enregistrées en autres passifs.

NOTE 10 : PROVISIONS ET FRBG

(en milliers d'euros)

TYPE DE PROVISION	31.12.2019	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Virement de poste à poste	Variation de change	31.12.2020
Provisions sur risques pays	42 337	3 498	9 703	0	0	0	36 133
Provisions pour litiges pertes et charges	31 604	0	29 358	0	(703)	(41)	1 502
Provisions sur engagements de hors-bilan	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total	73 941	3 498	39 061	0	(703)	(41)	37 635
FRBG	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	73 941	3 498	39 061	0	(703)	(41)	37 635

Provisions sur risques de hors bilan

Les provisions sur risque de hors bilan couvrent les engagements figurant au hors bilan pour lesquels un risque de perte est considéré comme probable en fonction d'événements connus à la clôture de l'exercice. Elles sont nulles au 31 décembre 2020.

Provisions sur risques pays

Les provisions risques pays ont été constituées selon les règles exposées dans la note sur les principes comptables.

Le stock de provisions affecté à la couverture de ces engagements est de 36,1 millions d'euros. La couverture totale représente 2,07 % des encours nets de garanties.

Le tableau ci-dessous donne la ventilation par zone géographique des créances ayant servi de base au calcul de la provision pour risques pays.

Les taux de couverture et la répartition géographique en pourcentage indiqués sont calculés par rapport aux encours nets de garanties reçues telles que définies dans les principes comptables.

(en pourcentage)

ZONES	Part des encours nets totaux	Couverture par provision risque pays
EEE*, Suisse, États-Unis, Canada, Japon	18,99	1,12
Monde arabe	51,82	2,24
Europe hors EEE* et Suisse	4,02	1,27
Asie hors Japon	16,26	1,41
Amérique latine	0,00	0,00
Océanie	0,00	0,00
Afrique	8,90	4,68
<i>* Espace Économique Européen</i>	100,00	2,07

Provisions sur litiges

Les provisions pour litiges couvrent essentiellement des risques juridiques.

NOTE 11 : CAPITAUX PROPRES

Répartition du capital

Le capital est divisé en 1 638 740 actions de 153 euros de nominal réparties en deux catégories :

- les actions A détenues par les actionnaires arabes qui représentent 52,99 % du capital,
- les actions B détenues en quasi-totalité par CACIB depuis juillet 2005 qui représentent 47,01 % du capital. Les actions A et B confèrent des droits strictement identiques en matière de vote et de dividendes.

ACTIONNAIRES	Capital détenu en euros	Capital détenu en %
ACTIONS B		
Crédit Agricole CIB	117 867 069	47,01 %
Actions de garantie groupe B	306	0,00 %
ACTIONS A		
Ubac Nederland B.V. (en cours de restructuration)	57 976 596	23,12 %
Banque Extérieure d'Algérie	23 452 911	9,35 %
Central Bank of Egypt	14 813 460	5,91 %
Libyan Arab Foreign Bank	13 960 332	5,57 %
Banque Centrale Populaire	12 520 143	4,99 %
Arab African International Bank	9 416 997	3,76 %
Riyad Bank	717 417	0,29 %
Actions de garantie groupe A	1 930	
TOTAL	250 727 161	100 %

Tableau de variation des capitaux propres groupe

(en milliers d'euros)

	Capital social	Réserves	Primes	Report à nouveau	Résultat part du Groupe	Total des capitaux propres
Solde au 31.12.2018	250 727	63 692	0	0	5 960	320 379
Dividendes versés au cours de l'exercice	0	0	0	0	(2 786)	
Variation de capital	0	0	0	0	0	
Variation des primes et réserves	0	3 223	0	0	0	
Affectation du résultat de l'exercice antérieur en réserves	0	0	0	0	(3 174)	
Résultat de l'exercice	0	0	0	0	(12 833)	
Autres mouvements (capitaux propres et titres HK, cristallisation de change, écarts de conversion)	0	0	0	0	0	
Solde au 31.12.2019	250 727	66 914	0	0	(12 833)	304 809
Dividendes versés au cours de l'exercice	0	0	0	0	0	
Variation de capital	0	0	0	0	0	
Variation des primes et réserves	0	(252)	0	0	0	
Affectation du résultat de l'exercice antérieur en réserves	0	0	0	(12 833)	12 833	
Résultat de l'exercice	0	0	0	0	(2 048))	
Autres mouvements (capitaux propres et titres HK, cristallisation de change, écarts de conversion)	0	0	0	0	0	
Solde au 31.12.2020	250 727	66 663	0	(12 833)	(2 048)	302 509

3. Hors bilan

NOTE 12 : ENGAGEMENTS DONNÉS

(en milliers d'euros)

	31.12.2020	31.12.2019
Engagements de financement	315 083	569 506
dont ouverture de crédits confirmés	121 848	171 679
dont crédits documentaires (import)	142 411	349 591
dont autres engagements	50 823	48 237
Engagements de garantie	1 570 331	1 991 029
dont garanties de remboursement de crédits	74 631	177 298
dont cautions de marchés	904 716	815 812
dont crédits documentaires (export)	590 454	997 198
dont autres	531	721

Parmi les engagements de garantie, 1,3 millions d'euros d'engagements sont considérés comme douteux, ils ne sont couverts par aucune provision.

NOTE 13 : ENGAGEMENTS REÇUS

(en milliers d'euros)

Les engagements reçus recensent les engagements reçus d'établissements de crédit et d'assureurs.

	31.12.2020	31.12.2019
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	281 943	191 118

AUTRES INFORMATIONS CONCERNANT LE HORS BILAN

Opérations de couverture sur instruments de taux réalisées de gré à gré

(en milliers d'euros)

INSTRUMENTS FINANCIERS	Nominal	Valeur de marché
Swaps de taux - micro-couverture	0	0
Swaps de taux - macro-couverture	260 000	14 629
FRA	0	0

Engagements de retraite

A) RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Ces régimes ne concernent que les entités asiatiques. Les prestations sont calculées de manière statistique en fonction du dernier salaire et de l'ancienneté. Elles sont gérées par des organismes spécialisés appelant les versements. Au 31 décembre 2020, il n'y a donc pas d'engagement hors bilan concernant les régimes de retraite à prestations définies.

B) ENGAGEMENT AU TITRE DES RETRAITES COMPLÉMENTAIRES ANTÉRIEURES À 1993

Suite à l'accord du 13 septembre 1993, les banques FBF se sont engagées à verser des cotisations supplémentaires à leur caisse de retraite, dans la limite de 4 % de leur masse salariale, pour combler le déficit entre le niveau des pensions du nouveau et de l'ancien régime. Au 31 décembre 2020, l'engagement potentiel maximal de la Banque est nul.

4. Résultat

NOTE 14 : PRODUIT NET BANCAIRE

(en milliers d'euros)

	31.12.2020	31.12.2019
Intérêts et produits assimilés	38 636	61 757
opérations avec les établissements de crédit	21 154	32 646
opérations avec la clientèle	17 105	28 348
obligations ou autres titres à revenu fixe	377	763
dettes subordonnées	0	0
Intérêts et charges assimilées	(18 439)	(42 996)
opérations avec les établissements de crédit	(17 757)	(39 662)
opérations avec la clientèle	(682)	(3 333)
obligations ou autres titres à revenu fixe	0	0
dettes subordonnées	0	0
Commissions (produits)	37 868	35 950
Commissions (charges)	(1 507)	(2 493)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	(741)	(455)
opérations sur titres de placement	(741)	(455)
- plus-values et moins-values	0	0
- dotations et reprises de provisions	(741)	(455)
opérations sur titres de l'activité de portefeuille		
Autres produits nets d'exploitation bancaire	242	11
PRODUIT NET BANCAIRE	56 059	51 773

NOTE 15 : CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)

NATURE	31.12.2020	31.12.2019
Frais de personnel	24 723	26 803
<i>Salaires fixes et variables</i>	17 340	18 602
<i>Charges de retraites</i>	1 579	1 649
<i>Autres charges sociales</i>	5 227	5 997
<i>Intéressement et participation</i>		
<i>Impôts, taxes, versements assimilés</i>	576	556
Impôts et taxes	1 505	1 288
Autres charges d'exploitation	14 077	15 351
TOTAL FRAIS GÉNÉRAUX	40 305	43 441

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(en milliers d'euros)

	31.12.2020
Certification des comptes – Ernst & Young	227
Certification des comptes – PricewaterhouseCoopers	190
Autres - Ernst & Young	0
Autres - PricewaterhouseCoopers	18

NOTE 16 : COÛT DU RISQUE

(en milliers d'euros)

Le coût du risque représente une charge de 15 892 milliers d'euros et se décompose comme suit :

Nature	31.12.2019	Incidences de change	Dotations (a)	Reprises non utilisées (b)	Reprises utilisées	Transfert	Dotations nettes (a - b)	31.12.2020
Dépréciation des douteux	47 305	(6 436)	64 345	20 391	54	0	43 954	84 769
Provisions pour risques et charges	73 941	(41)	3 498	39 061	0	(703)	(35 563)	37 635
<i>Risque pays</i>	42 337		3 498	9 703	0	0	(6 205)	36 133
<i>Litiges</i>	31 604	(41)	0	29 358	0	(703)	(29 358)	1 502
<i>Risque sur le hors bilan</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROVISIONS	121 246	(6 477)	67 843	59 452	54	(703)	8 391	122 404
Charge sur litiges							8 075	
Récupération sur créances amorties							(574)	
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes							0	
TOTAL COÛT DU RISQUE							15 892	

NOTE 17 : IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

Le montant de l'impôt sur les bénéfices comptabilisé au cours de l'exercice 2020 se répartit comme suit :
(en milliers d'euros)

	31.12.2020
France	(314)
Singapour	0
Corée	59
Japon	(1)
Hong Kong	0
TOTAL	(256)

L'UBAF France bénéficie d'une perte fiscale reportable estimée à 64.2 millions d'euros au 31 décembre 2020.

5. Autres informations

RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

(article R 233-14-11 du Code de commerce)

Les membres des organes de Direction et d'Administration n'exercent pas de fonctions dans les sociétés consolidées.

Il n'a été accordé au cours de l'exercice 2020 aucun crédit ou avance aux membres des organes de Direction.

EFFECTIFS

Les effectifs calculés en équivalent temps plein sont de 283 au 31 décembre 2020.

6. Bilan et compte de résultat synthétiques de la filiale

UBAF (Hong Kong) Limited
Unit 1139, Level 11, Admiralty Centre Tower 2,
18 Harcourt Road, Admiralty,
HONG-KONG

COMPTE DE BILAN PUBLIABLE

(en milliers d'euros)

ACTIF	31.12.2020	31.12.2019
Opérations interbancaires	6 456	2 350
Opérations avec la clientèle	0	0
Opérations sur titres et divers	0	0
Comptes de régularisation et divers	492	8
Valeurs immobilisées	0	0
TOTAL DE L'ACTIF	6 948	2 358
PASSIF	31.12.2020	31.12.2019
Opérations interbancaires	70	76
Opérations avec la clientèle	0	0
Opérations sur titres, provisions et divers	159	139
Capitaux propres et assimilés	2 262	2 262
FRBG		0
Capital	1 812	1 979
Réserves	149	283
Report à nouveau	0	0
Résultat	4 759	(119)
TOTAL DU PASSIF	6 948	2 358

HORS BILAN PUBLIABLE

(en milliers d'euros)

HORS BILAN	31.12.2020	31.12.2019
Engagements de financement donnés	0	0
Engagements de garantie donnés	0	0
Engagements de garantie reçus	0	0

COMPTE DE RÉSULTAT PUBLIABLE

(en milliers d'euros)

	31.12.2020	31.12.2019
Intérêts nets et assimilés	318	56
Commissions	0	0
Autres produits nets d'exploitation bancaire	0	0
PRODUIT NET BANCAIRE	318	56
Charges générales d'exploitation	(126)	(175)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	192	(119)
Coût du risque	4 567	0
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	4 759	(119)
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
Dotations ou reprises sur le FRBG	0	0
Impôt sur les bénéfices	0	0
RÉSULTAT NET	4 759	(119)

FINANCIAL INFORMATION 2020

1

Board of Directors' Report

- 1.1 Management report *p. 64*
- 1.2 Report of the Board of Directors
on corporate governance *p. 70*

2

Statutory auditors' reports

- 2.1 On the annual financial statements *p. 79*
- 2.2 On the consolidated financial statements *p. 82*

3

Resolutions of the Ordinary General Meeting of shareholders *p. 85*

4

Consolidated financial statements *p. 89*

5

Extract from the notes to the consolidated financial statements *p. 91*



1

BOARD OF DIRECTORS' REPORT

of the Annual General Meeting of May 28, 2021

_ For the financial year ending December 31, 2020

1.1 Management report

On March 12, 2021, after hearing the Chief Executive Officer's comments on the financial statements for the fiscal year ended December 31, 2020, the Board of Directors approved the corporate balance sheet total of 1,798,153 thousand euros and the loss of 4,640 thousand euros, versus the loss of 12,768 thousand euros in 2019.

The consolidated financial statements, which fully consolidate the Hong Kong subsidiary, show a balance sheet total of 1,788,647 thousand euros and positive income of 118 thousand euros, including a loss of 2,048 thousand euros for the Group's share.

The Group's share of income for 2020 comes to -2,048 thousand euros versus -12,887 thousand euros in 2019.

Consolidated net income for the year 2020 is 118 thousand euros thanks to strong gross operating income despite the health crisis and a significant cost of risk. Indeed, gross operating income for 2020 is 15,754 thousand euros compared to 8,331 thousand euros in 2019.

The highlights of 2020 are:

- A global health crisis impacting UBAF's areas of operation (Asia, Africa and the Middle East). The Covid-19 pandemic has caused major disruptions in the global economy resulting in a sharp reduction in trade. The outlook remains uncertain, and it is likely that this crisis will leave a lasting mark and slow global growth even further.
- Despite a deteriorated global economic environment, a positive operating income driven by sustained commercial momentum, a rigorous focus on priority commodities (energy, raw materials, food, etc.) and improved asset rotation.
- Ongoing increased attention paid to our country and geopolitical risks allowed us to react quickly with regard to the short maturity of our transactions.
- A cost of risk impacted by impairments on two counterparties suspected of fraud partially covered by reversals on other projects.
- The finalisation of the exceptional risk with the US authorities.

CONSOLIDATED INCOME**Net banking income**

2020 net banking income increased by 8.28% to 56,059 thousand euros, compared with 51,773 thousand euros in 2019 thanks to dynamic commercial activity and proportionate risk-taking.

The contribution of our three main business areas to net banking income is as follows:

(In thousands of euros)

ACTIVITIES	2020	2019	Change
Commercial	50,618	47,333	+ 6.9%
Cash	703	1,385	-49.3%
Management centre	4,739	3,055	+55.4%
TOTAL	56,059	51,773	+ 8.3%

COMMERCIAL

Commission received on off-balance-sheet documentary credits, which constitute our core business, increased compared with the previous year with 26,231 thousand euros versus 25,298 thousand euros, reflecting the strong momentum of our commercial activity during the health crisis, a momentum also seen in the issuance of market guarantees, for which commissions amounted to 9,803 thousand euros compared to 7,718 thousand euros in 2019. Despite a reduction in our commitments from Q2 onwards due to the impact of the

Covid-19 pandemic on the global economy, UBAF benefited from the carry-over effect of a significant volume of transactions recorded in Q4 2019 but used in Q1/Q2 2020.

At the same time, the interest margins linked to our financing activities increased by 1.5%, despite the loans portfolio being down 20% reaching on average 873,009 thousand euros in 2020 versus 1,087,125 thousand euros in 2019.

Our customers' deposits grew in volume and margins in 2020, allowing us to support our activities with suitable and diversified resources.

CASH

Cash is used almost exclusively to support the commercial activities and no trading is done on our own account.

Nearly a third of the stock portfolio is made up of a fund eligible for the LCR (Liquidity Coverage Ratio) buffer, government bonds of countries where we are established and of monetary unit trust funds for investing our excess liquidity. At the end of 2020, our LCR was 244% on annual average versus a regulatory constraint set at a minimum of 100%.

The LCR portfolio, as indicated above, has a potential capital loss of 291 thousand euros.

The constraints of the LCR, maintaining a high HQLA and an environment of low or even negative interest rates weighed heavily on the cash result.

Given these elements, net banking income from the cash activity fell in 2020 to 703 thousand euros, versus 1,385 thousand euros in 2019.

MANAGEMENT CENTRE

The management centre saw a rise of 1,422 thousand euros compared with 2019.

General expenses

Our general expenses fell by 7%, i.e. 3,137 thousand euros, and totalled 40,305 thousand euros in 2020 versus 43,441 thousand euros in 2019.

Excluding the foreign exchange impact, the decrease amounts to 2,862 thousand euros, essentially due to:

- lower personnel expenses following subsidies received from the French and Singaporean governments to offset the effects of the health crisis and savings in social charges at headquarters generated by the part-time work system,
- lower operating expenses due to postponements of projects, lower commercial expenses due to the pandemic.

Detail of general expenses

	2020	2019	Change
Personnel expenses	24,723	26,803	-2,080
Taxes	1,505	1,288	+ 217
Other operating expenses	14,077	15,351	-1,274
TOTAL	40,305	43,442	-3,137

Gross operating income

As a result of the decrease in NBI and the controlled increase in general expenses, there was a gross operating income of 15,754 thousand euros, marking the continuity of business momentum, beginning in 2018, associated with better portfolio rotation, which generates additional income.

Cost of risk

COLLECTIVE PROVISIONS

Since 2015, our collective provisions have been determined from an estimate of expected losses resulting from the probabilities of default associated with our counterparties' ratings.

In 2020, the reduction in our commitments led to a decrease in our collective provisions to 36,133 thousand euros from 42,337 thousand euros in 2019.

DOUBTFUL DEBT

During 2020, our doubtful debt provisions increased significantly due to two major frauds in the MENA region bringing our provisioning effort to 43,954 thousand euros compared to 16,557 thousand euros in 2019.

As at the end of December 2020, doubtful debt amounts to 99,614 thousand euros versus 50,997 thousand euros at the end of 2019, and impairment to 87,608 thousand euros versus 50,124 thousand euros at the end of 2019, i.e. coverage of 87.9% compared with 98.3% at end-2019.

RISKS FROM LITIGATION

A reversal of 9,358 thousand euros is recorded following a resolution of a dispute in our favour.

EXCEPTIONAL RISK WITH THE US AUTHORITIES

The Office of Foreign Assets Control (OFAC), the Department of Justice (DOJ), the office of the District Attorney of New York County (DANY) and other US government authorities ("US authorities") monitor compliance with economic sanctions and restrictive measures relating to banking activities, imposed by the laws and regulations of the United States of America, against certain foreign countries, individuals, legal persons or entities.

On its own initiative, UBAF conducted an internal review with the help of specialist international firms to identify any potential payments in US dollars likely to involve directly or indirectly these countries, individuals or entities under sanctions for the period between May 2009 and May 2014 in order to cooperate fully with the US Authorities.

At the end of 2020, OFAC and UBAF signed a settlement agreement ending the review of violations. OFAC considered the voluntary self disclosure of apparent violations to be a non-regious violation and fined UBAF USD 8,572,500.

The charge was recognised under cost of risk in the 2020 financial year and the provision of EUR 20 million that the Bank had built up over the years was reversed.

Net income

Consolidated net income for the period totals 118 thousand euros; the Group share of net income totals -2,048 thousand euros.

This result is below the approved budget of 6,023 thousand euros.

The operating result posted reflects satisfactory activity in a very difficult context.

CONSOLIDATED BALANCE SHEET

The corporate balance sheet total is 1,798,153 thousand euros and the consolidated balance sheet 1,788,647 thousand euros. The consolidated balance sheet total decreased slightly by 3%.

The balance sheet total of our fully consolidated Hong Kong subsidiary amounts to 6,463 thousand euros.

The breakdown of the consolidated balance sheet by activity is as follows:

(in thousands of euros)

ASSETS	2020	2019
Cash and securities	1,013,085	803,831
Commercial	747,336	1,015,510
Management centre	28,225	24,944
TOTAL	1,788,647	1,844,284
LIABILITIES	2020	2019
Cash	737,688	846,189
Commercial resources	666,390	567,564
Provisions and accruals	79,371	124,747
Shareholders' equity	305,080	318,671
Result	118	-12,887
TOTAL	1,788,647	1,844,284

Our commercial assets recorded a 26.5% decrease at the end of the 2020 financial year, with the cash activity increasing by 26% to compensate for the commercial decrease. In terms of average capital, commercial loans fell by 20%.

Commercial resources increased by 17.4%, and interbank deposits fell by 12.8%.

Commercial resources remain a significant source of funding. As at the end of December 2020, nearly 40% of these deposits come from guarantees received from our counterparties for documentary credits that we confirm; they are therefore relatively stable, regardless of their contractual maturity.

OFF-BALANCE SHEET COMMITMENTS

Our off-balance sheet commitments are down compared with the end of the previous year:

(in thousands of euros)

	2020	2019
Documentary transactions	891,409	1,475,347
Guarantees	872,157	911,898
Other commitments	121,848	171,679

RISKS

Liquidity

Liquidity is monitored by the cash department at head office, which ensures nearly all of the financing requirements of the Group's various entities.

In 2020, the regulatory ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio) remained at a high level, 245% as a monthly average.

Interest rates

Fixed-rate transactions with maturity beyond one year remain marginal. They are systematically hedged when they reach a significant amount. As at 31 December 2020, the significant positions over a one-year horizon are those generated by the shareholders' equity of head office and the branches:

- In EUR, the consolidated position totals approximately 62.4 million euros at the end of 2020 versus 61.5 million euros at the end of 2019,
- In USD, the consolidated position totals approximately 1 million equivalent euros at the end of 2020 versus 6.5 million equivalent euros at the end of 2019.

These positions are the subject of automatic hedging based on a model validated by the ALM committee and the Board of Directors.

Credit

The international solvency ratio is calculated according to the standard method. It stands at 12.56% as at December 31, 2020.

(in thousands of euros)

GROSS OUTSTANDINGS	2020	%	2019	%
Balance sheet	1,875,397	49.6%	1,889,595	42.3%
Off-balance sheet	1,885,414	49.8%	2,558,923	57.3%
Financial instruments	21,325	0.6%	16,837	0.4%
TOTAL	3,782,136		4,465,355	

(in thousands of euros)

BASEL III EXPOSURE CATEGORIES	Gross amount of 2020 exposure (Basel III)	Gross amount of 2019 exposure (Basel III)
Sovereign	669,276	606,909
Institutions	1,126,490	1,601,670
Short term (Institutions)	682,263	643,497
Companies	1,163,356	1,530,178
Retail customers	24	53
Shares	445	2,145
Other assets	39,325	40,360
Doubtful	100,957	40,543
TOTAL	3,782,136	4,465,355

Operational

Operational risk management is primarily the responsibility of the managers of the operational units and controlled secondly by the Permanent Control Department via the preparation and updating of thematic risk-mapping prepared cross-functionally.

Regulatory

Changes in regulations applicable to the UBAF group are monitored by the Compliance Committee.

Significant events subsequent to the close

No significant events occurred between the end of the financial year and the date of preparation of this report that could have an impact on the company or consolidated financial statements.

Outlook

The Covid-19 pandemic triggered a severe economic downturn resulting in a sharp reduction in international trade flows during 2020. By concentrating on so-called essential businesses (energy, agri-food, healthcare, equipment and industry, etc.), UBAF was able to adapt to this situation and prove its resilience in the face of a major economic crisis.

In a context where the world economy is still struggling with the Covid-19 crisis, the outlook remains uncertain. In order to anticipate this period of turbulence as well as possible and with a view to optimising the profitability/risk ratio, UBAF has developed a commercial and risk strategy reinforced by the implementation of an operational efficiency project. These various actions initiated at the end of 2020 should also enable UBAF to better respond to its customers' expectations and have an approach and a commercial policy that generate more added value.

ADDITIONAL INFORMATION

Sums distributed under Article 243 bis of the French General Tax Code

(in thousands of euros)

	2017	2018	2019	2020
Dividends	0	0	0	0
Other net revenues (1)	225	255	237	271

⁽¹⁾ not eligible for the 40% allowance

Powers delegated by the General Meeting to the Board of Directors under Art. L.225-100 paragraph 7

No powers were delegated.

Research and Development

Pursuant to Article L.232-1-II of the French Commercial Code, we inform you that the company did not carry out any research and development during the past year.

List of existing branches

In accordance with Article L. 232-1 II of the French Commercial Code, the branches of the UBAF group are located in Japan, South Korea and Singapore.

Information on payment terms for suppliers and customers (French Commercial Code articles L. 441-6-1 and D. 441)

Invoices were paid within the payment term set as the 30th day following receipt of goods or performance of the service, the Bank does not apply any payment terms to its suppliers. This information does not include banking transactions and connected operations.

Invoices (excl. tax) received and issued but not settled at the closing date of the fiscal year whose term has expired (table provided in I of Article D. 441-4)

	Article D.441 I.- 1°: Invoices received but not settled at the closing date of the fiscal year whose term has expired						Article D.441 I.- 2°: Invoices issued but not settled at the closing date of the fiscal year whose term has expired					
	0 days (indicative)	1 to 30 days	31 to 60 days	61 to 90 days	91 days and over	Total (1 day and over)	0 days (indicative)	1 to 30 days	31 to 60 days	61 to 90 days	91 days and over	Total (1 day and over)
(A) LATE PAYMENT TRANCHES												
Number of invoices concerned	0					0	0					0
Total amount of invoices concerned												
Percentage of total amount of purchases for the fiscal year												
Percentage of revenue for the fiscal year												
(B) INVOICES EXCLUDED FROM (A) RELATING TO DISPUTED OR NON-RECOGNISED PAYABLES AND RECEIVABLES												
Number of excluded invoices												
Total amount of excluded invoices												
(C) REFERENCE PAYMENT TERMS USED (CONTRACTUAL OR LEGAL PERIOD - ARTICLE L. 441-6 OR ARTICLE L. 443-1 OF THE FRENCH COMMERCIAL CODE)												
Reference payment terms used for the calculation of late payments	Invoices were paid within the payment term set as the 30 th day following receipt of goods or performance of the service											

Financial table for the last five fiscal years – Corporate

	2016	2017	2018	2019	2020
1. CAPITAL AT YEAR END					
Share capital (in €k)	250,727	250,727	250,727	250,727	250,727
Number of shares issued	1,638,740	1,638,740	1,638,740	1,638,740	1,638,740
Number of convertible bonds	0	0	0	0	0
Number of warrant bonds	0	0	0	0	0
2. OPERATIONS AND RESULTS FOR THE YEAR (IN €K)					
Net banking income	40,281	51,594	42,287	51,717	55,740
Profit before tax, amortisation/depreciation and provisions	-1,244	11,066	8,399	9,446	16,546
Corporate income tax	-208	209	-810	-558	256
Profit after tax, amortisation/depreciation and provisions	7,764	3,057	5,917	-12,768	-4,640
Amount of distributed profits	0	0	0	0	0
3. RESULT OF OPERATIONS REDUCED TO A SINGLE SHARE					
Net earnings per share (in €)	4.74	1.87	3.61	NS	NS
Dividend paid on each share (in €)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
4. PERSONNEL					
Number of employees	287	283	283	290	286
Payroll	18,977	18,351	17,394	19,094	17,698
Amount paid for welfare benefits (social security, other staff benefits, etc.) (in €k)	6,070	6,512	6,245	6,780	6,423

1.2 Report of the Board of Directors on corporate governance

At the General Meeting of Shareholders of May 28, 2021
(Articles L. 225-37 and L. 225-37-4 of the French Commercial Code)

Dear Shareholders,

In addition to the management report prepared by the Board of Directors, we hereby give an account, in this report, of (I) the organization of corporate governance, (II) the powers delegated for the purposes of capital increases, (III) related-party agreements, and (IV) conditions for shareholders' participation in general meetings put in place by Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF.

I. ORGANIZATION OF CORPORATE GOVERNANCE

The principles of governance at Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF result inter alia from the articles of the French Monetary and Financial Code, the French Commercial Code and the Articles of Association.

The functions of the non-executive Chairman of the Board of Directors and the Chief Executive Officer are separate.

The Chief Executive Officer's term of office is determined by the Board of Directors. The Chief Executive Officer is invested with full authority and powers to act in any circumstance on behalf of the Company. However, he cannot exercise his powers beyond the limits of the company's object and/or the powers that the law expressly attributes to shareholders and the Directors.

In terms of credit risk, these powers are set out in the Directors' internal regulations as adopted in its meeting of September 16, 2015.

1. Presentation of the Board of Directors

The composition of the Board of Directors, the organization of its work, mutual independence and the level of competence of its members contribute effectively to the quality of the company's corporate governance.

1.1 COMPOSITION OF THE BOARD OF DIRECTORS

Following the decision of the General Meeting of Shareholders on April 29, 2010 and pursuant to the Articles of Association, the Board of Directors comprises 12 directors, whose term of office is four years.

The high degree of technical and behavioural skills, academic and professional qualifications and proven experience of the Board members who are central bankers or executive officers of systemically important or significantly sized financial institutions are likely to ensure their independence and comply with the fit and proper requirements for the supervisory body including the balance of its composition the competences and the ethics of its members.

List of directors as at December 31, 2020:

Directors' names	Title
Farouk El-Okdah	Chairman
Jean-Yves Hocher	Vice-Chairman
Crédit Agricole Corporate and Investment Bank	Director (represented by Mr. James WEBB)
UBAC Nederland B.V.	Director (represented by Mr. Abdellatif JOUAHRI Governor of the Central Bank of Morocco)
Banque Extérieure d'Algérie	Director (represented by Mr. Lazhar LATRECHE)
Libyan Foreign Bank	Director (represented by Mr. Rabie ABUSHAWASHI)
Banque Centrale Populaire	Director (represented by Mr. Karim MOUNIR)
Arab African International Bank	Director (represented by Ms. Amany Samir ABDELFAH HASSAN)
Central Bank of Egypt	Director (represented by Ms. Lobna HILAL)
Céline ARNAL	Director (Crédit Agricole Corporate and Investment Bank)
Patricia BOGARD	Director (Crédit Agricole Corporate and Investment Bank)
Neila TAZI	Director (C.E.O. of A3 Group – communication and public relations agency) – Member of Parliament

Two representatives of the Works Council also attend the meetings of the Board of Directors.

1.2 MOVEMENTS WITHIN THE BOARD

Full name	Function	Date of nomination	End of mandate	Observations
Céline ARNAL	Director	11/05/2020	General Meeting of 2023	Appointment by cooptation by the Board of Directors on May 11, 2020 to replace Mr. Jean-François BALAY
Patricia BOGARD	Director	29/05/2020	General Meeting of 2024	Appointment by cooptation by the General Meeting of May 29, 2020 to replace Mr. François KANOUI
Neila TAZI	Director	29/05/2020	General Meeting of 2024	Appointment by cooptation by the General Meeting of May 29, 2020 to replace Mr. Ali Ibrahim MARAFI
Amany Samir ABDELFAH HASSAN	Director	28/09/2020	General Meeting of 2024	Appointment by AAIB letter dated September 28, 2020 and duly noted by the Board of Directors to replace, as from September 28, 2020, Mr. Sherif Aly ELWY

1.3 INDEPENDENCE - ABSENCE OF CONFLICT OF INTERESTS

There exists no conflict of interest between Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF and the Board members, both in their professional and private interests.

The Company's Conflict of Interest Risk Prevention and Management Policy (Governance Text 2.1.6 Conflict of Interest Management) incorporates appropriate measures and rules to prevent or manage any potential conflicts of interest, including in the exercise of the functions of the directors, intended to preserve the integrity of the decisions or opinions of the Board in all circumstances.

The directors maintain their independence of analysis, judgment, decision-making and action at all times. They undertake not to seek or accept any advantage likely to compromise their independence.

The directors of UBAF ensure that they comply at all times, and exclusively in the interest of the Bank, and shall in addition satisfy the key requirements of both the AFEP-MEDEF code and the Joint ESMA/EBA Guidelines (EBA/GL/2017/12) of March 21, 2018 concerning the ability of the members of the management body, in particular:

- proven skills to assess risks, strategies and various situations, including the adequacy of resources and human and technical/technological resources based on their solid experience;
- capacity to anticipate and identify all categories of risk and the main strategic issues; and total integrity combined with strong involvement in the efficiency and effectiveness of the governance.

1.4 INTEGRITY - RESPECTABILITY - ETHICS

None of the directors of Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF has been convicted for fraudulent offence in the past ten years.

No director has been involved in any bankruptcy, receivership or liquidation of any company in the last five years, nor has he or she been incriminated or sanctioned by any administrative or judicial authority.

No director of Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF has been prevented by any court from exercising the functions of member of any administrative, supervisory or executive management body, or even intervening in the executive management and conduct of the affairs of a company in the last ten years.

Lastly, each director is committed to refrain from any act likely to harm, directly or indirectly, the interests of the company or to harm its image or reputation.

1.5 COMPLEMENTARITY AND EXPERIENCE

The members of the Board prove adequate suitability for overseeing the management of a financial institution and satisfying the necessary requirements in terms of academic and professional qualifications, experiences and core technical and behavioural skills including:

- solid understanding and proven experience in monitoring and managing financial institutions by reason of their status of governor or former governor of a central bank, chief executive officer or senior manager of major banks;
- respect for the core principles governing the functions of directors and executive officers of financial institutions: integrity, probity and good repute as well as independence of mind;
- significant technical and professional experience in supervisory or management functions over a sufficiently long period;
- ability to devote sufficient time to the work of the Board and its special Committees.

The Board therefore constitutes a supervisory body with the necessary tools to efficiently and effectively offer critical analysis of decisions and effectively oversee the execution of the executive function's mandate.

1.6 AVAILABILITY

Directors devote the necessary time to the exercise of their functions within the Bank, which is demonstrated by an attendance rate at Board meetings close to 100%.

1.7 FULL LIST OF MANDATES AND FUNCTIONS

In accordance with the provisions of article L. 225-37-4 of the French Commercial Code, the mandates and other functions of the directors of Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF are indicated below:

1) General Management:

AUTHORIZED REPRESENTATIVE	NAME OF COMPANY	NATURE OF THE MANDAT
Jean-Claude GELHAAR	UBAF – France	Chief Executive Officer
Khaled DESSOUKI	UBAF – France	Deputy Chief Executive Officer

2) Members of the Board:

Farouk EL-OKDAH

COMPANY NAME	FUNCTIONS
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Chairman of the Board Chairman of the Executive Committee
UBAC CURACAO N.V.	Board Member
NATIONAL BANK OF EGYPT (LONDON)	Chairman of the Board
UNION OF ARAB BANKS	Honorary Member
ARAB BANKING CORPORATION (ABC) - BAHRAIN	Board Member

Jean-Yves HOCHER

COMPANY NAME	FUNCTIONS
CA INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT GROUP S.A.	Chairman, Director
CA INDOSUEZ WEALTH SWITZERLAND S.A.	Chairman, Director
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Deputy Chairman of the Board, Director
CACEIS S.A.	Chairman, Director on the Board of Directors, Chairman of the nominations (mandate expires on 30/10/2018)

James WEBB

COMPANY NAME	FUNCTIONS
CRÉDIT AGRICOLE CIB	Risk Manager of Financial Institutions, Sovereigns and Countries
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Director Executive Committee member

Abdellatif JOUAHRI

COMPANY NAME	FUNCTIONS
BANK AL-MAGHRIB	Governor
CAISSE DE DÉPÔT ET DE GESTION - MOROCCO	Chairman of the Supervisory Committee
HASSAN II FUNDS FOR ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT – MOROCCO	Board Member
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES -UBAF (FRANCE)	Director
UBAC - CURACAO NV	Chairman of the Board
AL-AKHAWAYNE UNIVERSITY	Chancellor
ROYAL INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES	Member of the Steering Committee
ECONOMIC, SOCIAL AND ENVIRONMENTAL COUNCIL	Member
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY (CFCA)	Chairman of the Board
HIGHER COUNCIL OF EDUCATION, TRAINING AND SCIENTIFIC RESEARCH	Board Member
MOHAMMED V FOUNDATION FOR SOLIDARITY	Board Member
MOROCCAN COMPANY FOR THE MANAGEMENT OF BANK DEPOSIT GUARANTEE FUNDS	Chairman of the Board
MOROCCAN FOUNDATION FOR FINANCIAL EDUCATION	Chairman of the Board
MOROCCAN OBSERVATORY OF VERY SMALL, SMALL AND MEDIUM-SIZED BUSINESSES	Chairman of the Board

Lobna KHALIL

COMPANY NAME	FUNCTIONS
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Board Member
UBAC CURACAO N.V.	Board Member
EGYPTIAN MORTGAGE REFINANCE COMPANY	Non-executive Chairperson
CREDIT GUARANTY COMPANY	Non-executive Chairperson of the Board (from June 2020)
NATIONAL BANK OF EGYPT	Board Member
CITY EDGE	Board Member
EGYPTIAN COMPANY OF COMMUNICATIONS	Board Member

Rabie ABUSHAWASHI

COMPANY NAME	FUNCTIONS
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Board Member Member of the Executive Committee Member of the Audit and Risk Committee Member of the Remuneration Committee
UBAC CURACAO N.V.	Board Member
LIBYAN FOREIGN BANK	Representative of the Libyan Foreign Bank at the General Meeting of 2019 President of the Libyan Foreign Bank Safe Deposit Boxes Inventory Commission President of the Commission for the Creation of the Customer Services Department
COMMERCIAL BANK OF NIGER	Representative of the Libyan Foreign Bank at the General Meeting (OGM and EGM)

Mohamed Karim MOUNIR

BCP GROUP MANDATES	TITLE
BANQUE CENTRALE POPULAIRE	Chief Executive Officer
ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL	Director and Chairman of the Remuneration Committee
ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA	Director and Chairman of the CNR
ATTAWFIQ MICRO-FINANCE	Chairman of the Board and the CNR
BANK AL YOUSR	Chairman of the Board and the CNR
CHAABI BANK OF MOROCCO	Chairman of the Board and the CNR
MAROC ASSISTANCE INTERNATIONALE	Chairman of the Board
MAROC LEASING	Chairman of the Board and the CNR
BCP BANK MAURITIUS	Director
BCP INTERNATIONAL	Chairman of the Board
BP REAL ESTATE MANAGEMENT	Chairman of the Board
BP SHORE GROUP	Chairman of the Board
PAYMENT CENTER FOR AFRICA	Chairman of the Board
UPLINE GROUP	Chief Executive Officer
VIVALIS SALAF	Chairman of the Board and the CNR
CHAABI CAPITAL INVESTMENT	Chairman of the Board
BCP TECHNOLOGIES	Chief Executive Officer
INFRA MAROC CAPITAL	Director
RABAT INTERNATIONAL UNIVERSITY	Member of the Supervisory Board and Strategic Committee
OFFICE SHERIFIEN DES PHOSPHATES	Director and member of the Audit Committee
MANDA RE	Director
MUTUELLE ATTAMINE CHAABI	Chairman of the Supervisory Board
EDITO VENTURES (ex.UPLINE VENTURES)	Director
BCP MIDDLE EAST	Chairman of the Board

MANDATES OUTSIDE THE BCP GROUP	TITLE
CAISSE INTERPROFESSIONNELLE MAROCAINE DE RETRAITE	Director
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY	Director
CENTRE DES TRÈS PETITES ENTREPRISES SOLIDAIRES	Director
CENTRE MOHAMED VI DE SOUTIEN A LA MF SOLIDAIRE	Chairman of the Board
FONDS MAROCAIN DE PLACEMENT	Director
GROUPEMENT PROFESSIONNEL DES BANQUES DU MAROC	Director
MCMA	Member of the Supervisory Board
INVOLYS	Director
AL AKHAWAYN UNIVERSITY	Director
INSTITUT SUPÉRIEUR DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES	Director
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE DES DÉPÔTS BANCAIRES	Director
ATLAMED	Director

Lazhar LATRECHE

COMPANY NAME	FUNCTIONS
BANQUE EXTÉRIEURE D'ALGÉRIE	Chief Executive Officer
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Board Member
UBAC CURACAO N.V.	Board Member
BANQUE BIA - FRANCE	Chairman of the Board
BACB - LONDON	Board Member
AL MASRAF - ABU DHABI	Board Member
BANQUE DU MAGHREB ARABE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE	Chairman of the Board

Neila TAZI

COMPANY NAME	FUNCTIONS
A3 COMMUNICATION	Chief Executive Officer
PARLEMENT DU ROYAUME DU MAROC	Senator
CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES DU MAROC	Director
FÉDÉRATION DES INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES	President
UBAF	Board Member
UBAC	Board Member

Céline ARNAL

COMPANY NAME	FUNCTIONS
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF	Board Member (from 11.05.2020)
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF	Executive Committee Member (from 11.05.2020)
CRÉDIT AGRICOLE CIB AO (RUSSIA)	Board Member (from 29.05.2020)
CRÉDIT AGRICOLE SECURITIES (USA) INC.	Board Member (from 02.03.2020)
CRÉDIT AGRICOLE GLOBALPARTNERS INC.	Board Member (from 02.03.2020)
CRÉDIT AGRICOLE INDOSUEZ RISK SOLUTIONS ASSURANCE	Board Member (from 28.01.2020 to 13.10.2020)

Patricia BOGARD

COMPANY NAME	FUNCTIONS
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF	Board Member (from 29.05.2020)
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF	Chairperson of the Audit and Risk Committee (from 20.08.2020)

Amany S. ABDELFAH

COMPANY NAME	FUNCTIONS
ARAB AFRICAN INTERNATIONAL BANK	Vice-Chairperson and Delegated Member
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANCAISES - UBAF (FRANCE)	Board Member
UBAC CURACAO N.V.	Board Member

2. Role and organization of the Board of Directors

The Board is regularly informed of developments in the Bank's activity, interest rate, markets and compliance risks, as well as major credit risks. It also assesses the year-end financial statements before their submission to the general meeting for approval.

More generally, there are no barriers to the implementation of the directors' right to communication. Their access to sincere and sufficiently accurate information on the activities of the Bank, the formalism relating to the notification of shareholders and the practical means of exercising their powers as a deliberating, collegial corporate body (within the meaning of banking regulations) are all guarantees of the effective performance of the powers of the Board's and of the mechanisms that ensure a balance of power and rigorous oversight of the company's management.

In 2020 the Board met on five occasions. The agenda for the sessions is signed-off by the Chairman in conjunction with the Chief Executive Officer, taking into account, on one hand, the subjects to be examined by the Board in virtue of the law and applicable regulations, including instructions or recommendations by the supervisory authorities and, on the other hand, subjects ensuring that the directors are aware of the Bank's activity and strategic choices with regard to results, risks and activities of oversight functions.

The Board also deliberated on August 20, 2020 by written resolutions under the conditions guaranteeing the collegiality of the deliberation, in accordance with the Ordinance No. 2020-321 of March 25, 2020 adapting the rules of meeting and deliberation of the general meetings and the boards of directors due to the Covid-19 pandemic.

The Directors are informed of the agenda eight to ten days in advance of the Board meeting.

The items are presented by the Chairman, the Chief Executive Officer and the Deputy Chief Executive Officer or the manager in charge (Risk Officer, Audit Officer, Operations Officer, Legal Officer, etc.). Views are then shared, after which the Board decides as necessary.

Draft minutes are drawn up by the secretary of the Board who submits it to the Chairman and the Chief Executive Officer as well as all the relevant parties. These draft minutes are submitted to the Board for approval at the start of each subsequent Board meeting.

During one or more meetings throughout the year 2020, the Directors were informed or resolved on the following matters:

- settlement agreement with the Office of Foreign Assets Control (OFAC) where in consideration of the payment by the Bank of the amount of \$8,572,500 and some compliance undertakings, OFAC agrees to release and forever discharge the Bank, without any finding of fault, from any and all civil liability in connection with some apparent violations arising under the legal authorities that OFAC administers;
- new commercial and risks strategy to restructure and steer the activities of the Bank and the results, whether financial or qualitative, including addressing the social and environmental responsibility issues ;
- impact of the global pandemic of Covid-19 on the employees and activities of the Bank;
- renewal of the mandate of the Chairman and the Vice-Chairman; appointment of permanent representative of the Board members whose term of office was renewed at the General Meeting of May 29, 2020; formation of Board Committees following the renewal of the term of office of some directors and the appointment of 3 new directors; appointment of Ms. Patricia Bogard as Chairperson of the Audit and Risks Committee in replacement of Mr. François Kanoui;
- approval of the annual budget, quarterly and annual financial results and examination and approval of annual and consolidated financial statements;
- regular monitoring of credit, operational, compliance and legal risks;
- approval of country limits;
- approval of internal control reports and the monitoring of the internal control system;
- assessment of the constant suitability of the AML/CFT and compliance with international sanctions global policies;
- approval of the agenda and draft resolutions for the General Meeting as well as the various mandatory reports of the Board or the Chairman to the shareholders or otherwise; and
- any issues of major interest for the Bank.

During the year, the Board was informed on several occasions of the Bank's financial condition and updated on the key risk areas.

The Statutory Auditors attend the Board meetings where the annual accounts are approved by the Board of Directors, thus enabling the directors to gather their observations and ask pertinent questions.

The Board, in accordance with the principle of collegial decision-making and the involvement of all directors, has specialized committees to meet the legal and regulatory requirements for in-depth monitoring of certain key areas. These committees report key issues to the Board for information or decision. The details of their missions are described below.

THE AUDIT AND RISK COMMITTEE

In accordance with the decree of November 3, 2014 on the internal controls of companies in the banking sector, payment and investment services subject to the control of the French Prudential Supervision and Resolution Authority (*Autorité de contrôle prudentiel et de résolution - ACPR*) and in accordance with article L.823-19 of the French Commercial Code, an audit and risks committee was set up. It is composed of two directors representing the class A shareholders and one director who acts as Chairman and represents the class B shareholders.

The Audit and Risk Committee may be attended by a person from outside of the company and by its direct or indirect shareholders, chosen for their competence. They meet as often as necessary and at least once every six months, either convened by its Chairman or upon the request of the Chairman of the Board.

Under the authority of the Board, the Chairman's task is to:

- follow-up on questions relative to the preparation and examination of the annual and consolidated financial statements, the effectiveness of the internal control and risk-management systems with regard to financial and accounting information, the work of the statutory auditors on these questions and the guarantees of their total independence;
- ensure the consistency of the company's overall strategy and its risk appetite framework for both current and future risks; and
- examine the risk management procedures and systems as well as the internal control system, and assess the quality of the system, particularly regarding the consistency of measuring, monitoring and managing risk and to propose, if necessary, additional or corrective measures.

The Audit and Risk Committee only meets validly if at least two-thirds of its members (including the Chairman) are present. Decisions are taken by a simple majority and, in the event of a tied vote; the Chairman's vote is preponderant.

The Audit Committee which met five times in 2020 paid particular attention to the impacts arising from the global pandemic of Covid-19 and the related issues of the business environment of the Bank and macroeconomic conditions.

THE EXECUTIVE COMMITTEE

The Executive Committee is composed of two directors representing the class B shareholders and three directors, one designated as Chairman, representing the class A shareholders. The Chief Executive Officer and Deputy Chief Executive Officer attend the executive committee in an advisory capacity.

The Executive Committee meets as often as is needed, upon the request of the Chief Executive Officer or Deputy Chief Executive Officer, or as convened by its Chair, and at least quarterly.

Its tasks are inter alia to:

- pre-authorize the Chief Executive Officer's decisions concerning any credit transaction exceeding the thresholds set in the Board's internal regulations;
- lay down, at the request of the Board, the terms and conditions of the use of the country credit risks limits; and
- review any subject or item submitted to it by the Chairman of the Board and to issue a documented opinion thereon.

The decisions of the Executive Committee are made by a majority of its members present or represented, the majority being necessarily composed of at least one representative of a class B shareholder. The presence of three members out of five is necessary for any valid decision.

For the year 2020, the Executive Committee has proactively reviewed and adjusted credit limits and risks assessment to effectively respond to the unprecedented issues raised by the Covid-19 global pandemic.

THE REMUNERATION COMMITTEE

The Remuneration Committee is composed of a director representing the class B shareholders and two directors, one designated as Chairman, representing the shareholders of class A shareholders.

The committee meets as and when needed or upon the request of the Chairman of the Board or the Chief Executive Officer. Its main task is to make recommendations to the Board concerning:

- ordinary and exceptional remunerations, prescribed under article 24 of the articles of association "Director Remuneration" paid to members of the Board, to its Chairman and its Vice-Chairman;
- remuneration, benefits in kind and pecuniary rights awarded to the Chief Executive Officer and Deputy Chief Executive Officer; and
- the overall allocated remuneration, fixed and variable, of all employees.

The Committee met in 2020 to assess the adequacy of, and make informed judgement on, the levels of remuneration to achieve a reasonable structural balance between the costs and the results while promoting individual and collective performance in accordance with applicable regulations.

3. Remuneration of the executive officers and directors

Concerning the remuneration of executive officers and directors, Union de Banques Arabes Françaises applies the legal and regulatory provisions as well as marketplace recommendations.

Board attendance fees are set each year by the General Shareholders' Meeting. They are distributed according to the rules adopted by the Board during its March 17, 2011 meeting.

The remuneration of the Chief Executive Officer and Deputy Chief Executive Officer are set by the Board based on propositions of the Remuneration Committee. These include a fixed and a variable part depending on the criteria proposed by the Remuneration Committee, in accordance with the regulatory provisions relative to credit institutions. Compensation is subject to an advisory opinion of the General Meeting.

The application of these framework and ceiling rules, as well as the advisory opinion of the General Meeting are likely to give the necessary assurance to shareholders as to their moderation, over time and in absolute value.

4. Limitation on the powers of the Chief Executive Officer

In accordance with the provisions of article 23 of the Articles of Association and the first article of the Internal Regulations of the Board, the following transactions are subject to the prior consent of the Board:

- any disposal of immovable assets for an amount exceeding EUR 500,000;
- total or partial sale of any equity interest for an amount exceeding EUR 500,000 and the creation of a collateral or guarantee to cover the Company's commitments (excluding stock market operations), provide that these guarantees relate to the assets of the Company for an amount exceeding EUR 500,000;

- acquisition of equity interests in companies or entities with unlimited or joint and several liability for the partners or members of these companies or entities;
- acquisition of a participation in any existing company or to be created, insofar as it exceeds an amount of EUR 500,000;
- acquisition of any building, insofar as it exceeds an amount of EUR 500,000;
- acquisition, disposal, exchange or contribution of goodwill or elements of goodwill likely to result in an investment or disinvestment greater than EUR 500,000; and
- make in any litigation any agreement or out-of-court settlement and accept any compromise, when it will result in any loss of a principal amount exceeding EUR 1,000,000.

The Chief Executive Officer shall consult with the Board and seeks its guidance for any significant or strategic transaction or likely to adversely affect and modify the financial structure of the Company or its scope of activity.

II. THIRD-PARTY RELATED AGREEMENTS

1. Agreements subject to the approval of the General Meeting

Due to an inadvertent omission, the agreements below have not been subject to prior authorization by the Board of Directors provided for in article L.225-38 of the French Commercial Code, nor to subsequent approval by the General Assembly. They will therefore be subject to the approval of the General Meeting of May 28, 2021 in accordance with the provisions of the aforementioned article.

- Representation agreement for participation in the TARGET2-Banque de France and ABE / EURO1 payment systems with Crédit Agricole S.A on July 15, 2008.
Total Fee: EUR 35,957.65
- Swift banking messaging services agreement with Crédit Agricole Payment Services, signed on June 18, 2019.
Total Fee: EUR 15,221
- Framework agreement for production, operation and maintenance of IT systems with Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, signed on July 1, 2019.
Total Fee: EUR 948,643
- Framework agreement for production, operation and maintenance of IT systems with Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Singapore Agency, Information Systems Asia Pacific (ISAP), signed on July 16, 2019.
Total Fee: SGD 1,443,263

2. Agreement already approved at the General Meeting

The execution of the following agreement, already approved by the General Meeting in previous years, and which continued during the past fiscal year:

AGREEMENT APPROVED BY THE ANNUAL GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS OF MAY 30, 2018:

- Service agreement with Crédit Agricole S.A. and Crédit Agricole Payment Services relating to the filtering of financial messages from the UBAF and supply of the sanctions/surveillance list signed on June 30, 2017.
Total Fee: EUR 4,409

III. DELEGATIONS GRANTED BY THE GENERAL MEETING

There are no delegations granted by the General meeting for the increase of share capital, by application of articles L. 225-129-1 and L. 225-129-2 of the French Commercial Code.

IV. TERMS AND CONDITIONS FOR THE PARTICIPATION IN ANY GENERAL MEETING

In accordance with the articles of association, below is a reminder of the conditions for shareholder participation in the General Meeting.

Article 29 — Composition and nature of the General Meetings

General Meetings are composed of all shareholders, regardless of the number of shares they own. Regularly held, General Meetings represent all shareholders.

The deliberations of the meetings, taken in accordance with the laws and regulations in force, are binding on all shareholders.

Special meetings bring together shareholders of a specified class, if any, to rule on any modifications to the rights of shares in that class. These special meetings are convened and held under the conditions prescribed by the laws and regulations in force.

Article 30— Shareholders' meeting

Meetings are convened in accordance with the legal and regulatory provisions in force.

The meetings take place either at head office or any other location specified in the convocation letter.

The General Meeting is chaired by the Chairman of the Board of Directors and, in his absence, by a Vice-Chairman of the Board of Directors, or a director appointed by the Chairman of the Board of Directors for this purpose. Failing this, the meeting elects its own Chairman.

The agenda is adopted by the author of the convocation letter. Only the propositions put forward by the convening party or the shareholders are included in the invitation.

Each member of the ordinary or extraordinary general meeting has a number of votes proportional to the fraction of share capital corresponding to the shares that they hold or represent, on the condition that these are not deprived of voting rights.

The Board of Directors may decide that, for the purpose of calculating the quorum and the majority of shareholders, shareholders participating in the meeting by video conference or by means of telecommunications that allow them to be identified, and whose nature and conditions of application conform to the regulatory provisions in force.

These rules are restated in full in the Articles of Association of Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF. The next Annual General Meeting of Shareholders will take place on May 28, 2021. The draft resolutions are included in the documents sent to shareholders along with the General Meeting's agenda.

For the Board of Directors,

Farouk EL-OKDAH

Chairman of the Board of Directors

2

STATUTORY AUDITORS' REPORTS

_ Financial year ended December 31, 2020

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine cedex
Simplified joint-stock company (SAS) with share capital of €2,510,460
Registered under no. 672 006 483
R.C.S. Nanterre

Statutory Auditors,
member of the Regional Association of statutory auditors of Versailles and the Centre

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
Simplified joint-stock company (SAS) with variable capital,
Registered under no. 438 476 913
R.C.S. Nanterre

Statutory Auditors,
member of the Regional Association of statutory auditors of Versailles and the Centre

2.1 Statutory auditors' report on the annual financial statements

To the General Meeting
of Union de Banques Arabes et Françaises,

OPINION

In the performance of the assignment entrusted to us by your General Meeting, we have audited the annual financial statements of Union de Banques Arabes et Françaises for the period ended December 31, 2020, as appended to this report.

We certify that, in accordance with French accounting rules and principles, the annual financial statements are consistent and truthful and present a true and fair picture of the operating profits and losses for the past period as well as the financial situation and assets and liabilities, at the end of the period.

The opinion given above is consistent with the content of our report to the Audit Committee.

BASIS OF OUR OPINION

Audit terms of reference

We conducted our audit in accordance with the professional standards applicable in France. We believe that the audit evidence we have obtained provides a sufficient and appropriate basis for our audit opinion.

Our responsibilities pursuant to such standards are set out in the "Responsibilities of the Statutory Auditors related to auditing the annual financial statements" section of this report.

Independence

We have carried out our audit assignment in accordance with the rules of independence provided for by the French Commercial Code (*Code de commerce*) and the French Code of Ethics for Statutory Auditors (*Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes*), over the period from January 1, 2020 to the date of issuance of our report, and we have not provided services prohibited by Article 5 (1) of Regulation (EU) No. 537/2014.

JUSTIFICATION OF OUR ASSESSMENTS – KEY POINTS OF THE AUDIT

The global crisis triggered by the Covid-19 pandemic has created special conditions for the preparation and audit of this year's financial statements. Indeed, this crisis and the exceptional measures taken within the state of emergency have had various consequences for companies, particularly in terms of their business and financing, as well as increased uncertainties regarding their future prospects. Some of these measures, such as travel restrictions and remote working, have also had an impact on the internal organisation of companies and on the way audits are carried out.

It is in this complex, changing context that, in accordance with the provisions of Articles L.823-9 and R.823-7 of the French Commercial Code on the justification of our assessments, we draw your attention to the key points of the audit concerning the risks of material misstatements that, in our professional judgement, were greatest for the audit of the annual financial statements for the period, together with the responses made by us to such risks.

Such assessments thus form part of the overall approach to the audit of the annual financial statements, and the formulation of our opinion expressed above. We do not express any opinion on the items of these annual financial statements taken in isolation.

Credit risk and estimation of provisions and impairments on performing or defaulted loans

RISK IDENTIFIED	OUR RESPONSE
As part of its activities, Union de Banques Arabes et Françaises is exposed to credit risk concerning counterparties in connection with the countries in which such counterparties are situated. In a difficult economic context, there is a risk of deterioration in the quality of the credit portfolio and of an increase in commitments at risk or in default. Impairments on loans and receivables are created to cover such risks, either on an individual or on a collective basis. Collective impairments are determined from an estimate of expected losses resulting from the probabilities of default associated with counterparties' ratings. Individual impairments are recorded by allocation to the income statement once a proven risk of partial or total non-recovery appears on doubtful receivables. Such risk and the impairments are assessed by a significant risks committee. Identification of receivables subject to impairments and assessment of the level of impairment constitute an area of significant estimation. Insofar as an error of judgement or calculation might have a significant impact on the results of Union de Banques Arabes et Françaises, we have taken the view that such matter constituted a key point of the audit. Amounts outstanding for which an individual impairment or a collective provision is recorded at December 31, 2020 are recorded under receivables from credit institutions and customer transactions. Impairments are recorded as a deduction from assets or as provisions for risks and charges, and charges/reversals are recorded under cost of risk. See notes "Significant events" 1.2, 11 and 18 of the notes to the annual financial statements.	We have examined the procedures for identifying loans and receivables at risk, as well as the mechanism for assessing and recording the corresponding provisions. More precisely, we have: ▶ taken note of the process for identifying and monitoring outstanding payments and classifying them as doubtful; ▶ examined the reports of the governance decisions concerning the provisioning processes; ▶ examined by sampling the adequacy of the documentation of files in terms of the specific impairments created; ▶ examined the controls related to the data used to calculate collective impairments (calculation basis and statistical parameters in particular); ▶ recalculated the collective provisions for a sample of credits; ▶ compared the amount of the collective provision calculated to the amount entered in the accounts.

SPECIFIC CHECKS

We have also carried out the specific checks set out in laws and regulations in accordance with the professional standards applicable in France.

Information given in the management report and in the other documents sent to the shareholders on the financial situation and the annual financial statements

We have no comments to make on the fairness of and consistency with the annual financial statements of the information given in the Board of Directors' management report and in the other documents sent to the shareholders on the financial situation and the annual financial statements, other than the point below.

The fairness of and consistency with the annual financial statements of the information regarding payment terms referred to in Article D.441-6 of the French Commercial Code call for the following comment: as stated in the management report, this information does not include banking transactions and connected operations as your company does not consider that they fall within the scope of information to be produced.

Corporate governance report

We certify that the information required by Article L. 225-37-4 of the French Commercial Code has been included in the Board of Directors' report on corporate governance.

OTHER CHECKS OR INFORMATION IN ACCORDANCE WITH THE PROFESSIONAL STANDARDS APPLICABLE IN FRANCE

Appointment of the Statutory Auditors

We were appointed Statutory Auditors of Union de Banques Arabes et Françaises by your General Meetings of May 30, 2007 for PricewaterhouseCoopers Audit and of May 30, 2013 for Ernst & Young et Autres.

At December 31, 2020, PricewaterhouseCoopers Audit was in the fourteenth consecutive year of its assignment, and Ernst & Young et Autres in its eighth year.

RESPONSIBILITIES OF MANAGEMENT AND OF THE PERSONS PROVIDING CORPORATE GOVERNANCE RELATED TO THE ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS

Management is responsible for preparing the annual financial statements, giving a true and fair picture in accordance with French accounting rules and principles, and for putting in place the internal control procedures that it deems necessary to enable preparation of annual financial statements free of material misstatement, whether due to fraud or error.

When the annual financial statements are prepared, management must assess the company's ability to continue trading, present in such financial statements, where appropriate, the necessary information on the business as a going concern and apply the going concern principle, unless there is a plan to liquidate the company or for it to cease trading.

The Audit Committee must monitor the process for preparing the financial information and monitor the effectiveness of the internal control and risk management systems and, where appropriate, the internal audit system, as regards the procedures related to the preparation and processing of accounting and financial information.

The annual financial statements have been approved by the Board of Directors.

RESPONSIBILITIES OF THE STATUTORY AUDITORS RELATED TO AUDITING THE ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS

Audit objective and approach

We are required to prepare a report on the annual financial statements. Our objective is to obtain reasonable assurance that the annual financial statements taken as a whole do not contain any material misstatements. Reasonable assurance corresponds to a high level of assurance without, however, guaranteeing that an audit conducted in accordance with professional standards makes it possible to systematically detect all material misstatements. Misstatements may be due to fraud or error and are regarded as material when it can reasonably be expected that they may, taken individually or cumulatively, influence the economic decisions that users of the financial statements make based on them.

As specified in Article L.823-10-1 of the French Commercial Code, our certification of the financial statements does not consist in guaranteeing the viability or quality of the management of your company.

In conducting an audit in accordance with the professional standards applicable in France, the Statutory Auditor exercises his/her professional judgement throughout such audit. Furthermore:

- he/she identifies and assesses the risks that the annual financial statements contain material misstatements, whether due to fraud or error, defines and implements audit procedures in the face of such risks, and obtains items that he/she deems sufficient and appropriate for forming his/her opinion. The risk of non-detection of a material misstatement due to fraud is greater than that of a material misstatement due to error, since fraud may involve collusion, falsification, deliberate omissions, false declarations or bypassing of internal controls;
- he/she takes note of the internal controls relevant to the audit with a view to defining audit procedures appropriate in the circumstances, and not with the aim of expressing an opinion on the effectiveness of the internal control;
- he/she assesses the appropriateness of the accounting methods used and the reasonableness of the accounting estimates made by management, as well as the information concerning them provided in the annual financial statements;
- he/she assesses the appropriateness of the application by management of the going concern principle and, depending on the items obtained, the existence or otherwise of any significant uncertainty linked to events or circumstances likely to call into question the company's ability to continue trading. Such assessment is based on the items obtained up to the date of his/her report, on the understanding, however, that subsequent circumstances or events might call into question whether it is a going concern. If he/she concludes that a significant uncertainty exists, he/she draws the attention of the readers of his/her report to the information provided in the annual financial statements concerning such uncertainty or, if such information is not provided or is not relevant, he/she formulates a qualified certification or a refusal to certify;
- he/she assesses the overall presentation of the annual financial statements and assesses whether they reflect the underlying operations and events so as to give a true and fair picture of them.

Report to the Audit Committee

We submit a report to the Audit Committee setting out the scope of our audit and the work plan implemented, along with the conclusions arising from our work. We also draw its attention to any significant weaknesses in internal control identified by us in the procedures related to the preparation and processing of accounting and financial information.

Among the items notified in the report to the Audit Committee are the risks of material misstatements that we assess to have been greatest for the audit of the annual financial statements for the period and which accordingly represent the key points of the audit, which we are required to set out in this report.

Neuilly-sur-Seine and Paris-La Défense, May 12, 2021

The Statutory Auditors

PricewaterhouseCoopers Audit

Laurent Tavernier

ERNST & YOUNG et Autres

Matthieu Préchoux

2.2 Statutory auditors' report on the consolidated financial statements

To the General Meeting
of Union de Banques Arabes et Françaises,

OPINION

In the performance of the assignment entrusted to us by your General Meeting, we have audited the consolidated financial statements of Union de Banques Arabes et Françaises for the period ended December 31, 2020, as appended to this report.

We certify that, in accordance with French accounting rules and principles, the consolidated financial statements are consistent and truthful and present a true and fair picture of the operating profits and losses for the past period as well as the financial situation and assets and liabilities, at the end of the period, of the entities included in the consolidation scope.

The opinion given above is consistent with the content of our report to the Audit Committee.

BASIS OF OUR OPINION

Audit terms of reference

We conducted our audit in accordance with the professional standards applicable in France. We believe that the audit evidence we have obtained provides a sufficient and appropriate basis for our audit opinion.

Our responsibilities pursuant to such standards are set out in the "Responsibilities of the Statutory Auditors related to auditing the consolidated financial statements" section of this report.

Independence

We have carried out our audit assignment in accordance with the rules of independence provided for by the French Commercial Code (*Code de commerce*) and the French Code of Ethics for Statutory Auditors (*Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes*), over the period from January 1, 2020 to the date of issuance of our report, and we have not provided services prohibited by Article 5 (1) of Regulation (EU) No. 537/2014.

JUSTIFICATION OF OUR ASSESSMENTS – KEY POINTS OF THE AUDIT

The global crisis triggered by the Covid-19 pandemic has created special conditions for the preparation and audit of this year's financial statements. Indeed, this crisis and the exceptional measures taken within the state of emergency have had various consequences for companies, particularly in terms of their business and financing, as well as increased uncertainties regarding their future prospects. Some of these measures, such as travel restrictions and remote working, have also had an impact on the internal organisation of companies and on the way audits are carried out.

In accordance with the provisions of Articles L.823-9 and R.823-7 of the French Commercial Code on the justification of our assessments, we draw your attention to the key points of the audit concerning the risks of material misstatements that, in our professional judgement, were greatest for the audit of the consolidated financial statements for the period, together with the responses made by us to such risks.

Such assessments thus form part of the overall approach to the audit of the consolidated financial statements, approved as mentioned above, and the formulation of our opinion expressed above. We do not express any opinion on the items of these consolidated financial statements taken in isolation.

Credit risk and estimation of provisions and impairments on performing or defaulted loans

RISK IDENTIFIED	OUR RESPONSE
As part of its activities, Union de Banques Arabes et Françaises is exposed to credit risk concerning counterparties in connection with the countries in which such counterparties are situated. In a difficult economic context, there is a risk of deterioration in the quality of the credit portfolio and of an increase in commitments at risk or in default. Impairments on loans and receivables are created to cover such risks, either on an individual or on a collective basis. Collective impairments are determined from an estimate of expected losses resulting from the probabilities of default associated with counterparties' ratings. Individual impairments are recorded by allocation to the income statement once a proven risk of partial or total non-recovery appears on doubtful receivables. Such risk and the impairments are assessed by a significant risks committee. Identification of receivables subject to impairments and assessment of the level of impairment constitute an area of significant estimation. Insofar as an error of judgement or calculation might have a significant impact on the results of Union de Banques Arabes et Françaises, we have taken the view that such matter constituted a key point of the audit. Amounts outstanding for which an individual impairment or a collective provision is recorded at December 31, 2020 are recorded under receivables from credit institutions and customer transactions. Impairments are recorded as a deduction from assets or as provisions for risks and charges, and charges/reversals are recorded under cost of risk. See notes "Significant events" 1.2, 10 and 16 of the notes to the consolidated financial statements.	We have examined the procedures for identifying loans and receivables at risk, as well as the mechanism for assessing and recording the corresponding provisions. More precisely, we have: ▶ taken note of the process for identifying and monitoring outstanding payments and classifying them as doubtful; ▶ examined the reports of the governance decisions concerning the provisioning processes; ▶ examined by sampling the adequacy of the documentation of files in terms of the specific impairments created; ▶ examined the controls related to the data used to calculate collective impairments (calculation basis and statistical parameters in particular); ▶ recalculated the collective provisions for a sample of credits; ▶ compared the amount of the collective provision calculated to the amount entered in the accounts.

SPECIFIC CHECKS

We have also carried out the specific checks set out in the laws and regulations in accordance with the professional standards applicable in France, of the information about the Group, given in the Board of Directors' management report.

We have no comments to make on its fairness and consistency with the consolidated financial statements.

OTHER CHECKS OR INFORMATION IN ACCORDANCE WITH THE PROFESSIONAL STANDARDS APPLICABLE IN FRANCE

Appointment of the statutory auditors

We were appointed Statutory Auditors of Union de Banques Arabes et Françaises by your General Meetings of May 30, 2007 for PricewaterhouseCoopers Audit and of May 30, 2013 for Ernst & Young et Autres.

At December 31, 2020, PricewaterhouseCoopers Audit was in the fourteenth consecutive year of its assignment, and Ernst & Young et Autres in its eighth year.

RESPONSIBILITIES OF MANAGEMENT AND OF THE PERSONS PROVIDING CORPORATE GOVERNANCE RELATED TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

Management is responsible for preparing the consolidated financial statements, giving a true and fair picture in accordance with French accounting rules and principles, and for putting in place the internal control procedures that it deems necessary to enable preparation of consolidated financial statements free of material misstatement, whether due to fraud or error.

When the consolidated financial statements are prepared, management must assess the company's ability to continue trading, present in such financial statements, where appropriate, the necessary information on the business as a going concern and apply the going concern principle, unless there is a plan to liquidate the company or for it to cease trading.

The Audit Committee must monitor the process for preparing the financial information and monitor the effectiveness of the internal control and risk management systems and, where appropriate, the internal audit system, as regards the procedures related to the preparation and processing of accounting and financial information.

The consolidated financial statements have been approved by the Board of Directors.

RESPONSIBILITIES OF THE STATUTORY AUDITORS RELATED TO AUDITING THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

Audit objective and approach

We are required to prepare a report on the consolidated financial statements. Our objective is to obtain reasonable assurance that the consolidated financial statements taken as a whole do not contain any material misstatements. Reasonable assurance corresponds to a high level of assurance without, however, guaranteeing that an audit conducted in accordance with professional standards makes it possible to systematically detect all material misstatements. Misstatements may be due to fraud or error and are regarded as material when it can reasonably be expected that they may, taken individually or cumulatively, influence the economic decisions that users of the financial statements make based on them.

As specified in Article L.823-10-1 of the French Commercial Code, our certification of the financial statements does not consist in guaranteeing the viability or quality of the management of your company.

In conducting an audit in accordance with the professional standards applicable in France, the Statutory Auditor exercises his/her professional judgement throughout such audit. Furthermore:

- he/she identifies and assesses the risks that the consolidated financial statements contain material misstatements, whether due to fraud or error, defines and implements audit procedures in the face of such risks, and obtains items that he/she deems sufficient and appropriate for forming his/her opinion. The risk of non-detection of a material misstatement due to fraud is greater than that of a material misstatement due to error, since fraud may involve collusion, falsification, deliberate omissions, false declarations or bypassing of internal controls;
- he/she takes note of the internal controls relevant to the audit with a view to defining audit procedures appropriate in the circumstances, and not with the aim of expressing an opinion on the effectiveness of the internal control;
- he/she assesses the appropriateness of the accounting methods used and the reasonableness of the accounting estimates made by management, as well as the information concerning them provided in the consolidated financial statements;

- he/she assesses the appropriateness of the application by management of the going concern principle and, depending on the items obtained, the existence or otherwise of any significant uncertainty linked to events or circumstances likely to call into question the company's ability to continue trading. Such assessment is based on the items obtained up to the date of his/her report, on the understanding, however, that subsequent circumstances or events might call into question whether it is a going concern. If he/she concludes that a significant uncertainty exists, he/she draws the attention of the readers of his/her report to the information provided in the consolidated financial statements concerning such uncertainty or, if such information is not provided or is not relevant, he/she formulates a qualified certification or a refusal to certify;
- he/she assesses the overall presentation of the consolidated financial statements and assesses whether they reflect the underlying operations and events so as to give a true and fair picture of them;
- concerning the financial information of the entities included in the consolidation scope, he/she obtains items that he/she regards as sufficient and appropriate to express an opinion on the consolidated financial statements. He/she is responsible for directing, supervising and conducting the audit of the consolidated financial statements and for the opinion expressed in such financial statements.

Report to the Audit Committee

We submit a report to the Audit Committee setting out the scope of our audit and the work plan implemented, along with the conclusions arising from our work. We also draw its attention to any significant weaknesses in internal control identified by us in the procedures related to the preparation and processing of accounting and financial information.

Among the items notified in the report to the Audit Committee are the risks of material misstatements that we assess to have been greatest for the audit of the consolidated financial statements for the period and which accordingly represent the key points of the audit, which we are required to set out in this report.

We also provide the Audit Committee with the declaration specified in Article 6 of Regulation (EU) No. 537-2014 confirming our independence, within the meaning of the rules applicable in France as determined by Articles L.822-10 to L.822-14 of the French Commercial Code and in the Code of Ethics for statutory auditors. We will if necessary discuss with the Audit Committee any risks affecting our independence and the safeguarding measures applied.

Neuilly-sur-Seine and Paris-La Défense, May 12, 2021

The Statutory Auditors

PricewaterhouseCoopers Audit
Laurent Tavernier

ERNST & YOUNG et Autres
Matthieu Préchoux

3 RESOLUTIONS

– Adopted by the Combined General Meeting of May 28, 2021

1. Within the competency of the OGM

1ST AND 2ND ORDINARY RESOLUTIONS APPROVAL OF THE 2020 FINANCIAL STATEMENTS

Statement

The 1st and 2nd resolutions submit, for the approval of the general meeting, the annual and consolidated financial statements of Union de Banques Arabes et Françaises – UBAF as at December 31, 2020.

FIRST ORDINARY RESOLUTION

(Approval of the 2020 annual financial statements)

The general meeting, voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, having considered the Board of Directors' management report, the Board of Directors' corporate governance report and the statutory auditors' reports, approves the aforementioned reports as well as the annual financial statements for the year ended December 31, 2020, as they are presented.

It approves the transactions reflected in these financial statements or summarised in these reports, as well as the management actions carried out by the Board during the past financial year and thereby discharges the members of the Board for fulfilling their responsibilities.

SECOND ORDINARY RESOLUTION

(Approval of the 2020 consolidated financial statements)

The general meeting, voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, having considered the Board of Directors' management report, the Board of Directors' corporate governance report and the statutory auditors' reports, approves the aforementioned reports as well as the consolidated financial statements for the year ended December 31, 2020, as they are presented.

It approves the transactions reflected in these financial statements or summarised in these reports.

THIRD ORDINARY RESOLUTION APPROPRIATION OF INCOME FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2020

Statement

The third resolution submits for the approval of the general meeting the appropriation of income for the 2020 financial year. Income for the financial year is -4,640,421.07 euros; there is therefore no distributable income. This third resolution therefore proposes not to distribute a dividend, due to the negative result.

THIRD ORDINARY RESOLUTION

The general meeting, voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, having considered the Board of Directors' management report, the Board of Directors' corporate governance report and the statutory auditors' reports, and having noted that the result for the 2020 financial year is -4,640,421.07 euros, has decided, on the proposal of the Board of Directors, to allocate this result to retained earnings, thus amounting to -17,408,467.85 euros.

The general meeting decides not to distribute a dividend to the shareholders.

In accordance with article 243 bis of the French General Tax Code, the general meeting recognised, in addition, that for the last three financial years, the following dividends were distributed:

Years	Dividend	Number of shares
2019	€0	1,638.740
2018	€1.70	1,638.740
2017	€0	1,638.740

FOURTH TO EIGHTH ORDINARY RESOLUTIONS RELATED-PARTY AGREEMENTS

Statement

The purpose of the fourth resolution is to submit for your approval a related-party agreement entered into with Crédit Agricole S.A. and Crédit Agricole Payment Services, approved by the general meeting of 30 May 2018, the execution of which continued during the 2020 financial year and which was the subject of a special report by the statutory auditors.

The purpose of the fifth to eighth resolutions is to approve the related-party agreements entered into with Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Singapore Branch, Information Systems Asia Pacific (ISAP) and Crédit Agricole Payment Services without prior authorisation by the Board of Directors or subsequent approval by the general meeting, and which were the subject of a special report by the statutory auditors setting out the circumstances by reason of which the authorisation procedure was not followed.

FOURTH ORDINARY RESOLUTION

(Approval of a related-party agreement entered into with Crédit Agricole S.A. and Crédit Agricole Payment Services)

The general meeting, voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, having considered the Board of Directors' management report, the Board of Directors' corporate governance report and the statutory auditors' special report on the agreements cited in articles L.225-38 and L.225-40 to L.225-42 of the French Commercial Code, approves the continuation of the execution of the agreement entered into with *Crédit Agricole S.A. and Crédit Agricole Payment Services*, relating to the filtering of financial messages and the provision of sanction/monitoring lists signed on June 30, 2017, as presented in the statutory auditors' special report.

FIFTH ORDINARY RESOLUTION

(Approval of a related-party agreement entered into with Crédit Agricole S.A. without prior authorisation by the Board of Directors)

The general meeting, voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, having considered the Board of Directors' management report, the Board of Directors' corporate governance report and the statutory auditors' special report on the agreements cited in article L.225-42 of the French Commercial Code, approves the agreement signed on July 15, 2008 with *Crédit Agricole S.A.*, relating to representation for participation in the TARGET2-Banque de France and EBA/EURO1 settlement systems as presented in the statutory auditors' special report.

SIXTH ORDINARY RESOLUTION

(Approval of a related-party agreement entered into with Crédit Agricole Payment Services, without prior authorisation by the Board of Directors)

The ordinary general meeting, voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, having considered the Board of Directors' management report, the Board of Directors' corporate governance report and the statutory auditors' special report on the agreements cited in article L.225-42 of the French Commercial Code, approves the agreement signed on June 18, 2019 with *Crédit Agricole Payment Services*, relating to Swift bank messaging services, as presented in the statutory auditors' special report.

SEVENTH ORDINARY RESOLUTION

(Approval of a related-party agreement entered into with Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, without prior authorisation by the Board of Directors)

The general meeting, voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, having considered the Board of Directors' management report, the Board of Directors' corporate governance report and the statutory auditors' special report on the agreements cited in

article L.225-42 of the French Commercial Code, approves the agreement signed on July 1, 2019 with *Crédit Agricole Corporate and Investment Bank*, relating to various information systems services, as presented in the statutory auditors' special report.

EIGHTH ORDINARY RESOLUTION

(Approval of a related-party agreement with Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Singapore Branch, Information Systems Asia Pacific (ISAP), without prior authorisation of the Board of Directors)

The general meeting, voting pursuant to the quorum and majority requirements for ordinary general meetings, having considered the Board of Directors' management report, the Board of Directors' corporate governance report and the statutory auditors' special report on the agreements cited in article L.225-42 of the French Commercial Code, approves the agreement signed on July 16, 2019 with *Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Singapore Branch, Information Systems Asia Pacific (ISAP)*, relating to the production, operation and maintenance of information systems, as presented in the statutory auditors' special report.

NINTH ORDINARY RESOLUTION

Opinion on the total remuneration paid during the past financial year to categories of staff whose professional activities have a significant impact on the risk profile of the company or Group, as referred to in article L. 511-71 of the French Monetary and Financial Code

Statement

By voting in favour of the ninth resolution, you are asked, in accordance with the provisions of Article L.511-73 of the French Monetary and Financial Code, for an advisory opinion on the total remuneration package paid during the past financial year to categories of staff whose professional activities have a significant impact on the Bank's risk profile, as referred to in Article L.511-71 of the French Monetary and Financial Code.

NINTH ORDINARY RESOLUTION

(Opinion on the total remuneration package paid during the past financial year to categories of staff whose professional activities have a significant impact on the Bank's risk profile, as referred to in Article L.511-71 of the French Monetary and Financial Code, in accordance with the provisions of Article L.511-73 of the French Monetary and Financial Code)

The general meeting, voting under the quorum and majority conditions required for ordinary general meetings, after having taken note of the Board of Directors' management report, the Board of Directors' corporate governance report and the statutory auditors' reports and in accordance with Article L.511-73 of the French Monetary and Financial Code, issues a favourable opinion on the total remuneration package paid during the past financial year, which amounts to 2,925,913 euros, to categories of staff whose professional activities have a significant impact on the Bank's risk profile, as referred to in Article L.511-71 of the Monetary and Financial Code.

2. Within the competency of the EGM

TENTH TO TWELFTH EXTRAORDINARY RESOLUTIONS -

Governance - Board deliberations - Chairmanship of the Board - Executive Management

Statement

The Board of Directors proposes to the general meeting three (3) resolutions to amend Articles 21, 25 and 26 of the Articles of Association.

The purpose of the tenth resolution is to relax the terms and conditions of the Board of Directors' deliberations by means of telecommunication, in compliance with the regulations in force and the Board of Directors' Internal Regulations. It is therefore proposed to delete the last sentence of the eighth paragraph of Article 21, which provides that *"the number of Directors participating in the meeting in this way may not exceed one third of the Directors forming the quorum"*.

The eleventh and twelfth resolutions propose to the general meeting to amend Articles 25 and 26 of the Articles of Association by raising the age limit for the Chairman and the Chief Executive Officer to seventy-eight (78) and sixty-eight (68) years respectively, in particular with a view to ensuring the stability of the Bank's governance and a more flexible governance process in order to adapt to future challenges and opportunities.

TENTH EXTRAORDINARY RESOLUTION

(Amendment to Article 21 of the Articles of Association, relating to the relaxation of the rules and conditions for holding meetings of the Board of Directors by means of telecommunication and in particular by videoconference)

The general meeting, deliberating and voting pursuant to the quorum and majority requirements for extraordinary general meetings, decides to amend Article 21 of the Articles of Association by deleting the last sentence of the eighth paragraph of this Article, which states that *"the number of Directors participating in the meeting in this way may not exceed one third of the Directors forming the quorum"*. Article 21 of the Articles of Association is thus amended:

New wording:

ARTICLE 21 - DELIBERATIONS OF THE BOARD OF DIRECTORS

The Board of Directors shall meet as often as the interests of the Company require and at least four times per year, upon convocation by its Chairman.

However, the Chairman of the Board of Directors must convene the Board at a date which may not be later than fifteen days when at least one third of the Directors or the Vice Chairman or the Chief Executive Officer submit a reasoned request to that effect. If the request is not acted upon, the authors may convene the meeting themselves, indicating the agenda.

Meetings of the Board of Directors shall be held either at the registered office or at any other place indicated in the notice of meeting.

In the absence or impediment of the Chairman, the Board meeting shall be chaired by the Vice Chairman. The Chairman shall appoint a secretary who may be chosen from outside the members of the Board.

Notices of meetings shall be given by letter or by any other means, including verbally; in the latter case, written confirmation shall be sent.

Any Director may give a proxy to another Director to represent him/her at a meeting of the Board, but each Director may have only one proxy during the same meeting.

The effective presence of at least half of the Directors is necessary for the validity of the deliberations.

Directors who participate in the Board meeting by means of telecommunication and in particular by videoconference, the nature and conditions of application of which are determined by the regulations in force and by the Internal Regulations of the Board of Directors, shall be deemed to be present for the calculation of the quorum and the majority.

Decisions are taken by a majority of the Directors present or represented, the majority having to include at least one holder of class B shares.

The Directors, as well as any person called upon to attend the meetings of the Board of Directors, are bound to discretion with regard to the deliberations of the Board as well as concerning information of a confidential nature or presented as such by the speakers during the Board meetings.

ELEVENTH EXTRAORDINARY RESOLUTION

(Amendment to Article 25 of the Articles of Association concerning the extension of the age limit for the Chairman)

The general meeting, deliberating under the conditions of quorum and majority required for extraordinary general meetings, decides to amend the last paragraph of Article 25 of the Articles of Association by setting the age limit for the performance of the duties of Chairman of the Board of Directors at seventy-eight (78) years, except in the event that the Chairman also assumes the duties of Chief Executive Officer of the Company. Consequently, Article 25 now reads as follows:

New wording:

ARTICLE 25 - CHAIRMANSHIP OF THE BOARD OF DIRECTORS

The Board of Directors shall appoint from among its members who are natural persons a Chairman, who must be chosen from among the members who own class A shares, and a Vice Chairman, who must be chosen from among the members who own class B shares, who shall be responsible for convening the Board and directing its discussions. They are appointed for the duration of their term of office on the Board of Directors and are always eligible for re-election in accordance with the legal and regulatory provisions in force.

The Chairman of the Board of Directors organises and directs the work of the Board and reports to the general meeting. He/she ensures that the Company's bodies function properly and that the Directors are able to fulfil their duties.

In general, the Chairman is vested with all the powers granted to him by the legislation in force.

The age limit for the performance of the duties of Chairman of the Board of Directors is set at seventy-eight (78) years, except in the event that the Chairman also assumes the duties of Chief Executive Officer of the Company. In this case, the age limit for the Chairman is that applicable to the Chief Executive Officer.

TWELFTH EXTRAORDINARY RESOLUTION

(Amendment of Article 26 of the Articles of Association concerning the extension of the age limit for the Chief Executive Officer)

The general meeting, deliberating under the conditions of quorum and majority required for extraordinary general meetings, resolves to amend the seventh paragraph of Article 26.1 of the Articles of Association by setting the age limit for the exercise of the duties of the Chief Executive Officer at sixty-eight (68) years. Article 26 of the Articles of Association is thus amended:

New wording:

ARTICLE 26 - GENERAL MANAGEMENT

The general management of the Company shall be carried out, under its responsibility, either by the Chairman of the Board of Directors or by another natural person appointed by the Board of Directors and bearing the title of Chief Executive Officer.

The Chief Executive Officer must be chosen from at least two persons proposed in order of preference by the holders of class B shares.

The Board of Directors shall also appoint, on the proposal of the Chief Executive Officer, a natural person to assist the latter, with the title of Deputy Chief Executive Officer. The Deputy Chief Executive Officer shall be chosen from at least two persons proposed in order of preference by the holders of class A shares.

1. Chief Executive Officer:

The Chief Executive Officer shall be vested with the broadest powers to act in all circumstances on behalf of the Company, within the limits of the corporate purpose and subject to the powers expressly granted by law to the shareholders' meetings and the Board of Directors.

He/she represents the Company in its relations with third parties, in particular in court.

In view of the corporate purpose and in accordance with the law, deposits, pledges and other guarantees in favour of third parties are granted by the Chief Executive Officer.

The Chief Executive Officer may decide to set up committees to study questions which he/she himself submits for their consideration. He/she shall determine the composition and powers of these committees, in particular the operating rules of the Management Committee, which shall be brought to the attention of the Board of Directors.

The Chief Executive Officer may confer such of his/her powers as he/she chooses on such persons, including the Deputy Chief Executive Officer, or committees as he/she sees fit, by special mandate and for one or more specific purposes, with or without the option of sub-delegation.

The Board of Directors shall determine the term of office of the Chief Executive Officer within the limit of four years from the date of appointment. If the Chief Executive Officer is a Director, the term of office may not exceed the term of office of the Director. The outgoing Chief Executive Officer is always eligible for re-election.

The age limit for the exercise of the functions of Chief Executive Officer is sixty-eight (68) years.

When the general management of the Company is assumed by the Chairman of the Board of Directors, the provisions of this article shall apply to him/her.

2. Deputy Chief Executive Officer:

The scope and duration of the powers of the Deputy Chief Executive Officer shall be determined by the Board of Directors, in agreement with the Chief Executive Officer, at the time of appointment.

The Deputy Chief Executive Officer shall have the same powers with respect to third parties as the Chief Executive Officer.

THIRTEENTH COMBINED RESOLUTION **Powers to carry out legal formalities**

Statement

The thirteenth resolution is a standard resolution granting the powers necessary to proceed with the legal filing and publication formalities following the general meeting.

THIRTEENTH COMBINED RESOLUTION

(Powers to carry out legal formalities)

The general meeting, voting pursuant to the quorum and majority requirements for combined general meetings, grants all powers to the bearer of an original version, a copy or an extract of the minutes of this combined general meeting to proceed with all legal filing and publication formalities relative or subsequent to the decisions made under the preceding and/or additional resolutions.

4

CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

_ 2020 fiscal year

Consolidated balance sheet for publication

(in thousands of euros)

ASSETS

Notes	ASSETS	12/2020	12/2019
1	Interbank and equivalent transactions	1,214,129	1,043,428
2	Transactions with customers	482,649	688,894
3	Bonds, shares and other fixed- or variable-income securities	77,197	91,782
4	Equity securities and shares in related companies	445	474
5	Tangible and intangible assets	3,294	4,023
6	Accruals and other assets	10,933	15,684
	TOTAL ASSETS	1,788,647	1,844,285

LIABILITIES

Notes		12 / 2020	12 / 2019
7	Interbank and equivalent transactions	1,206,216	1,241,090
8	Transactions with customers	199,151	177,332
9	Accruals and other liabilities	40,447	46,138
10	Provisions for risks and charges	37,635	73,941
	Subordinated debt	0	0
10	Funds for General Banking Risks (FGBR)	0	0
	Minority interests	2,689	975
	Reserves	523	1,029
	Income	2,166	-54
11	Shareholders equity, Group share (excluding FGBR)	302,509	304,809
	Subscribed capital	250,727	250,727
	Consolidated and other reserves (+/-)	53,830	66,914
	Income for the year (+/-)	-2,048	-12,833
	TOTAL LIABILITIES	1,788,647	1,844,285

OFF-BALANCE SHEET

Notes	12 / 2020	12 / 2019
COMMITMENTS GIVEN		
12 Banking activity commitments given	1,885,414	2,560,535
Financing commitments	315,083	569,506
Guarantees	1,570,331	1,991,029
COMMITMENTS RECEIVED		
13 Banking activity commitments received	281,943	191,123
Financing commitments	0	0
Guarantees	281,943	191,123
FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS		
Currency to be received	470,415	325,362
Currency to be delivered	469,451	325,353

Consolidated income statement for publication

(in thousands of euros)

Notes	12 / 2020	12 / 2019
BANKING OPERATING INCOME AND EXPENDITURE		
Interest and equivalent income	38,629	61,323
Interest and equivalent expenses	(18,439)	(42,562)
Income from variable-income securities	7	
Fees (income)	37,868	35,950
Fees (expenses)	(1,507)	(2,493)
Gains or losses on investment portfolio and equivalent transactions	(741)	(455)
Other net banking operating income	242	11
14 NET BANKING INCOME	56,059	51,773
15 General operating expenses	(39,321)	(42,457)
Amortisation/depreciation and provisions for intangible and tangible assets	(983)	(984)
GROSS OPERATING INCOME	15,754	8,331
16 Cost of risk	(15,892)	(20,672)
OPERATING INCOME	(138)	(12,341)
Gains or losses on fixed assets	0	(2)
INCOME BEFORE TAXES	(138)	(12,342)
Exceptional items	0	13
17 Corporate income tax	256	(558)
Allocations/reversals to/from FGBR and regulatory provisions	0	0
CONSOLIDATED NET INCOME	119	(12,887)
Minority interests	2,166	(54)
NET INCOME - GROUP SHARE	(2,048)	(12,833)
Earnings per share (in euros)	ns	ns

5 EXTRACT FROM THE NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

_ as at December 31, 2020

METHOD AND SCOPE OF CONSOLIDATION

The full consolidation method is used.

The scope of consolidation is the same as that of the previous year. It includes just one entity whose company name is UBAF (Hong Kong) Limited, 53.98% of whose financial rights and 54.07% of whose voting rights are held by UBAF.

KEY EVENTS

OFAC

The Office of Foreign Assets Control (OFAC), the Department of Justice (DOJ), the office of the District Attorney of New York County (DANY) and other US government authorities ("US authorities") monitor compliance with economic sanctions and restrictive measures relating to banking activities, imposed by the laws and regulations of the United States of America, against certain foreign countries, individuals, legal persons or entities.

On its own initiative, UBAF conducted an internal review with the help of specialist international firms to identify any potential payments in US dollars likely to involve directly or indirectly these countries, individuals or entities under sanctions for the period between May 2009 and May 2014 in order to cooperate fully with the US Authorities.

At the end of 2020, OFAC and UBAF signed a settlement agreement ending the review of violations. OFAC considered the voluntary self disclosure of apparent violations to be a non-egregious violation and fined UBAF 8,572,500 US dollars. The charge was recognised under cost of risk in the 2020 financial year and the provision of 20 million euros that the Bank had built up over the years was reversed.

Favourable court decision

At the end of April 2020, the Versailles Court of Appeal issued a decision confirming the first instance judgement and entirely rejecting the payment claims of a former client, amounting to 69.6 million US dollars, following the compensation of letters of credit by UBAF in 2011. The provision for risks set aside for this case was reversed.

External Fraud

Fraud has been identified at two counterparties located in the MENA region. These two cases have been provisioned in the 2020 financial year taking into account the estimated recovery amount.

Covid-19

The Covid-19 pandemic triggered a severe economic downturn resulting in a sharp reduction in international trade flows during 2020. By concentrating on so-called essential businesses (energy, agri-food, healthcare, equipment and industry, etc.), UBAF was able to adapt to this situation and prove its resilience in the face of a major economic crisis.

ACCOUNTING PRINCIPLES AND VALUATION METHODS

Accounting rules and methods

The financial statements are prepared in accordance with French accounting standards applicable to credit institutions pursuant to the provisions of the Autorité des Normes Comptables (French Accounting Standards Authority) (ANC regulation no. 2014-07 of November 26, 2014 on the accounts of banking sector companies).

Since January 1, 2000, UBAF has applied the regulations on consolidation rules for companies falling under the jurisdiction of the Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (French Banking and Financial Regulation Committee) (CRC 99-07).

Conversion methods

The balance sheet of each entity is converted directly from the original currency of the transactions into euros at the closing rate on December 31.

Generally, fee and interest income and expenses and general expenses in foreign currencies are converted at the rate on the day they are recognised. Accrued interest recognised is revalued until its maturity date.

The monthly results in local currencies of the various entities are converted into euros at the month-end rate. The difference between the euro exchange values of the cumulative monthly income of the entities and the exchange value of the annual income at the rate on December 31 is attributed to shareholders' equity.

Differences between the historic cost of permanent operating means in foreign currencies and their exchange value at the closing rate are recorded in accruals without any effect on income.

As at December 31, 2020, an amount of 8.8 million euros corresponding to the unrealised capital loss on donated capital of our branches was recognised in reserves.

Equity securities denominated in foreign currencies are recognised at the historical exchange value of the purchase or subscription cost. The foreign currencies needed to acquire the equity securities are purchased against euros.

Goodwill arising from first consolidation

Goodwill arising from first consolidation, amounting to 371 thousand US dollars, has been completely amortised by attributing it to the consolidated profit as at December 31, 1985.

Deferred taxes

In accordance with the regulations, the UBAF group recognises deferred tax assets when they are likely to be attributed to profits at a later date in the light of a prudent estimate of the future level of profitability of the tax entities concerned and of a conservative assessment of unknown factors related to tax regulations in force in the countries where the Group operates.

The main unrealised deferred tax assets come from head office's deferrable tax losses. In accordance with the above principles, the Group considers it prudent not to recognise these assets.

Principles of separation of accounting periods

Transactions are recognised in accordance with the principle of separation of accounting periods.

Interest is accrued on a daily basis and therefore recognised on the income statement on a *pro rata temporis* basis.

Fees on guarantees and on medium-term and long-term loans are recognised on a *pro rata temporis* basis.

Fees on documentary credits are recognised at the time of their receipt.

Principles for recognising receivables

Receivables are shown in the balance sheet at their nominal value or their acquisition price.

Interest is recognised on a *pro rata temporis* basis and is shown in the balance sheet with the principal.

Doubtful debt

Reclassification as doubtful debt is done on the basis of the criteria defined in article 2221-1 of ANC regulation no. 2014-07:

- more than 90 days past due, except in cases not related to the debtor's financial position;
- debtor's financial position, regardless of any past-due payments, constituting a proven risk (alert procedures);
- litigation directly initiated between the institution and its counterparty.

All sums due including both interest and capital are considered doubtful debt.

Doubtful debt is recognised on the balance sheet net of guarantees when the issuer of the guarantee is considered solvent and the eligibility conditions for the guarantee are met.

Bad debt is debt for which a return to normal is not foreseeable in the near future or debt whose contractual due date has not been honoured for more than a year. Interest on bad debt is no longer recognised.

Bad debt outstandings, with extremely low prospects for recovery and which are expected to be written off, must be the subject of an impairment for an appropriate amount. This is a decision for the sensitive risks committee.

When there is a proven risk of partial or total non-recovery, doubtful debts are individually subject to impairments funded by allocations on the income statement. The valuation of guarantees is carried out when the loans are examined and is revised when they are classified as doubtful outstandings. It serves as the basis for calculating the impairment provisions. Risk assessment undergoes a quarterly review in a meeting of the sensitive risks committee, which sets the amount of the impairments.

Pursuant to article 2221-7 of ANC regulation no. 2014-07, when a proven risk is determined in relation to a counterparty, by contagion, all outstandings and commitments relating to that counterparty will be downgraded.

If the counterparty belongs to a group, the sensitive risks committee examines the consequences of this default at the group level and assesses whether all outstandings relating to this group's legal entities need to be classified as doubtful.

The rules of contagion do not concern outstandings affected by isolated disputes not related to the counterparty's insolvency, or credit risk depending on the solvency of a third party and not the solvency of the counterparty itself (case of commercial discount).

In accordance with article 2221-5 of ANC regulation no. 2014-07, doubtful debt is reclassified as performing outstandings after all unpaid debts are cleared or the debt is restructured.

Impairments for doubtful debt are recognised directly as a reduction of assets, whereas on the income statement, the net amount between allocations and reversals is recorded in cost of risk.

SPECIFIC RULES FOR RESTRUCTURED LOANS

Considering the usual payment periods for these loans, reclassification as doubtful debt is delayed to the twelfth month following the contractual due date. The rule on contagion is applied to all unpaid outstanding amounts not yet due of these loans beyond the twelfth month following the due date, both capital and interest.

In accordance with article 2231-3 of ANC regulation no. 2014-07, a discount, equal to the difference between the discounting of contractual flows initially expected and the discounting of future flows of capital and interest expected as a result of the restructuring, must be recognised as a debit in the income statement. The discounting rate to use is the original effective interest rate for fixed-rate loans or the last effective rate before the restructuring date determined in accordance with the contractual terms for variable-rate loans.

Principles for writing off bad debt

A loss on irrecoverable debt is recognised when the sensitive risks committee believes that the debt can no longer be recovered or when the doubtful debt is sold. The amount of the loss corresponds to the recorded amount of the debt.

The write-off is recorded when the elements recognised by local laws and regulations are met. The cost of risk includes the amount of losses on unrecoverable debts, hedged and non-hedged, and the amount of recoveries on impaired debts.

Securities portfolio

In accordance with Book II title 3 of ANC regulation no. 2014-07, several categories of securities are distinguished: trading securities, marketable securities, investment securities, portfolio activity securities, equity securities and shares in related companies, and other long-term securities holdings.

UBAF does not have any securities in the following categories: trading securities, investment securities, and portfolio activity securities.

EQUITY SECURITIES AND SHARES IN RELATED COMPANIES

Equity securities and shares in related companies are acquired for long-term holding. This category includes equity interests of more than 10% or, possibly, less than 10% when they are accompanied by elements such as representation on the issuing entity's

corporate bodies or the existence of another indirect holding. The costs of acquisition are recognised in expenses.

OTHER LONG-TERM SECURITIES HOLDINGS

Other long-term securities holdings are investments made in the form of securities with the intention of promoting the development of long-term professional relationships by creating a special link with the issuing company but without influence in its management because of the low percentage of voting rights that they represent.

When they are in one of these last two categories, securities are:

- Recognised at their acquisition date and at their acquisition price (excluding costs) or, in the event of transfer, at the value estimated according to the rules specific to their original category;
- Valued at their historical cost or their value-in-use, whichever is lower.

Unrealised gains are not recognised, and unrealised losses, without offsetting unrealised gains, result in the establishment of a provision for impairment of long-term investments.

FIXED-INCOME MARKETABLE SECURITIES

All fixed-income securities are classified as marketable securities. New securities in the portfolio are recognised at the acquisition price, the clean price. The costs of acquisition and disposal are entered in expenses. The positive or negative differences between the purchase price and the redemption value (premium/discount) are spread on a straight-line basis in the income statement over the remaining maturity of the security.

Securities are valued at the end of the year:

- At the price at the end of December for listed securities;
- At the price of the latest transactions for non-listed securities.

For securities not backed by derivatives, capital losses arising from comparing the carrying value and the estimated value will be depreciated. Unrealised capital gains are not taken into account.

For derivative-backed securities, a net capital gain or loss is calculated, corresponding to the capital gain or loss of the security and the capital gain or loss of the derivative. A net capital loss must be impaired, while an unrealised net capital gain must not be taken into account.

VARIABLE-INCOME MARKETABLE SECURITIES

Variable-income securities are recorded at their acquisition price. They are valued at the market price for listed securities, or at the last known transaction price for unlisted securities. Taking into account the nature of the portfolio, which is comprised entirely of money market UCITS securities, the balance sheet value corresponds to the market price.

Over-the-counter hedging transactions on fixed-income instruments

UBAF recognises hedging transactions in accordance with the provisions of title 5 of ANC regulation no. 2014-07.

INTEREST-RATE SWAPS

Interest-rate swaps are used for micro-hedging, to hedge an identified transaction from interest-rate risk from the start. These hedges are carried out at the same time as the transaction being hedged, in the same currency, for the same

maturity and with the same variable rate. Interest rate swaps are also used for macro-hedging to hedge working capital. Cash-flow imbalances can also be hedged by interest-rate swaps.

Rate differentials paid or received are registered in the income statement on a *pro rata temporis* basis over the residual maturity of the hedged instrument. The income or expense thus recorded symmetrically offsets the income or expense of the item hedged. If the latter can be valued at market price, only the negative difference between the market price of the swap and that of the hedged instrument is entered as a debit in the income statement.

Balancing payments paid or received on hedging positions unwound by transactions in the opposite direction with the same counterparty, corresponding to the difference in value of the two transactions, are spread over the residual maturity of the initial hedging transaction.

FRA

FRAs are mainly used to hedge cash-flow imbalances.

Rate differentials paid or received on the transaction value date are spread over the maturity of the transaction being hedged.

Principles for recognising receivables

Payables are shown in the balance sheet at their nominal value or their issue price.

Interest is recognised on a *pro rata temporis* basis and is shown in the balance sheet with the principal.

Premiums or discounts on issued securities are spread on a straight-line basis over the securities' term of issue.

Principles for recognising fixed assets and amortisation and depreciation rules

Fixed assets are shown in the balance sheet assets at a net value formed by their acquisition cost minus amortisation/ depreciation. No revaluation by management decision or by law has been made.

Intangible assets concern software purchased or developed. Straight-line amortisation is carried out over five or seven years for software at the central site and over three years for office applications. The same rules are applied for the depreciation of computer hardware.

Other fixed assets acquired are amortised/depreciated on a straight-line basis over their probable period of use.

AMORTISATION/DEPRECIATION PERIOD

Buildings, fixtures and fittings	10 to 30 years
Furniture, equipment	10 years
Rolling stock, machines	5 years
Computer hardware/software central site	5 to 7 years
Personal computer hardware	3 years

Principles for recognising extraordinary items

Extraordinary items represent costs and income that do not fall within the company's normal cycle of operations. These items can come from capital transactions, profit or loss on the sale or disposal of a fixed asset, or the sale of securities.

Principles for recognising provisions

PROVISIONS FOR COUNTRY RISKS

Provisions for risks are precautionary provisions to cover the risks of non-doubtful commitments of all kinds on and off the balance sheet in any country and the related accrued interest.

The method for calculating provisions for country risks was changed in 2015.

Since 2015 the provisions have been calculated on the basis of weighted commitments (EAD) according to their equivalent credit risk. The following weightings are applied to these commitments:

- Application of a probability of default (PD) based on UBAF's rating of the counterparty;
- Application of a loss given default (LGD): the standard LGD is used, namely 45% of the commitment;
- Application of a duration weighting taking into account that probabilities of default are over 1 year and that most of UBAF's commitments are short term;
- Application of a stressed probability of default; probability x 1.5 for countries considered higher risk by the risk department or with a high concentration in UBAF's portfolio;
- Application of an additional weighting for the 20% model risk.

PROVISIONS FOR LITIGATION

Litigation with credit institutions or with clients, which do not concern the sale of debt, give rise to the allocation of a provision for litigation for the amount of risk assessed by the sensitive risks committee.

PROVISIONS FOR CHARGES

Probable charges due to an event or a decision during the year, if the amount can be valued precisely, give rise to the recognition of a provision for charges.

1. Assets

NOTE 1: INTERBANK AND EQUIVALENT TRANSACTIONS

Details of interbank and equivalent transactions

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2020	31.12.2019
Current accounts	12,064	52,191
Interbank loans	413,380	288,603
Short-term commercial loans	218,796	229,839
Medium- and long-term commercial loans	25	29
Cash balances, central banks and post office banks	565,731	468,648
Gross doubtful debt	12,860	18,314
Receivables concerning associated companies	510	1,198
Total gross receivables	1,223,367	1,058,821
Impairments	(9,238)	(15,393)
TOTAL	1,214,129	1,043,428

Details of doubtful debt

(in thousands of euros)

	31.12.2020	31.12.2019
Public doubtful debt	0	0
Private doubtful debt	3,623	2,921
Public bad debt	4,757	10,520
Private bad debt	4,480	4,873
TOTAL	12,860	18,314

Only the following receivables from credit institutions are broken down by residual maturity and by geographical area:

Interbank loans	413,380
Short-term commercial loans	218,796
Medium- and long-term commercial loans	25
TOTAL	632,201

Details of receivables from credit institutions by residual maturity

(in thousands of euros)

< = 3 months	< = 12 months	< = 5 years	> 5 years	TOTAL
496,512	135,663	25		632,201

Geographical breakdown of receivables from credit institutions

(as a percentage)

The breakdown by geographical area is done for receivables including provisions (provisions not deducted).

AREAS	Proportion of receivables of world total	% of public receivables	% of private receivables
EEA*, Switzerland, USA, Canada, Japan	64.15	69.94	30.06
Arab world	25.99	8.42	91.58
Europe excluding EEA* and Switzerland	4.39	62.45	37.55
Asia excluding Japan	5.29	6.59	93.41
Latin America	0.00	0.00	0.00
Oceania	0.00	0.00	0.00
Africa	0.17	0.00	100.00
	100%		

* European Economic Area

NOTE 2: TRANSACTIONS WITH CUSTOMERS

Details of transactions with customers

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2020	31.12.2019
Current accounts	1,563	3,180
Short-term international trade financing	294,942	490,343
Medium- and long-term international trade financing	116,849	75,006
Medium- and long-term equipment financing	37,311	86,926
Other loans	22,563	30,740
Receivables concerning associated companies	1,038	2,691
Gross doubtful debt	86,754	34,740
Total gross receivables	561,020	723,625
Impairments	(78,371)	(34,731)
TOTAL	482,649	688,894

Details of doubtful debt

(in thousands of euros)

	31.12.2020	31.12.2019
Public doubtful debt	0	0
Private doubtful debt	148	20,394
Public bad debt	0	54
Private bad debt	86,606	14,291
TOTAL	86,754	34,740

Only the following transactions with customers are broken down by residual maturity and geographical area:

Short-term international trade financing	294,942
Medium- and long-term international trade financing	116,849
Medium- and long-term equipment financing	37,311
Other loans	22,563
TOTAL	471,665

Details of receivables from customers by residual maturity

(in thousands of euros)

< = 3 months	< = 12 months	< = 5 years	> 5 years	TOTAL
329,402	123,683	17,431	1,149	471,665

Geographical breakdown of receivables from customers (excluding doubtful debt)

(as a percentage)

The breakdown by geographical area is done for receivables including provisions (provisions not deducted).

AREAS	Proportion of receivables of world total	% of public receivables	% of private receivables
EEA*, Switzerland, USA, Canada, Japan	48.90	0.00	100.00
Arab world	9.35	30.18	69.82
Europe excluding EEA* and Switzerland	0.83	0.00	100.00
Asia excluding Japan	39.29	17.97	82.03
Latin America	0.00	0.00	0.00
Oceania	0.00	0.00	0.00
Africa	1.64	95.10	4.90
	100%		

*European Economic Area

Geographical breakdown of doubtful debt and related hedges

(as a percentage)

AREAS	Customer doubtful debt	Associated impairments
EEA*, Switzerland, USA, Canada, Japan	11.07%	12.25%
Arab world	67.32%	63.83%
Europe excluding EEA* and Switzerland		
Asia excluding Japan	21.62%	23.93%
Latin America		
Oceania		
Africa		
	100.00%	100.00%

* European Economic Area

Almost all doubtful debt is private debt.

NOTE 3: BONDS, SHARES AND OTHER FIXED- OR VARIABLE-INCOME SECURITIES

Details of bonds, shares and other fixed- or variable-income securities

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2020	31.12.2019
FIXED-INCOME SECURITIES		
Bonds and other fixed-income securities	0	0
Treasury bills and equivalent securities	42,407	52,576
Impairment	0	(2)
Receivables concerning associated companies	0	0
Total fixed-income securities	42,407	52,574
VARIABLE-INCOME SECURITIES		
Shares	35,081	40,062
Impairment	(291)	(854)
Total variable-income securities	34,790	39,208
TOTAL	77,197	91,782

Treasury bills and equivalent securities correspond to tradable debt securities issued by public bodies of the countries where UBAF is established and redeemable with the issuing institution.

Most variable-income securities are money market UCITS securities.

Comparison of carrying and market values of securities and treasury bills

(in thousands of euros)

TYPE	Carrying value CV	Redemption value	Market value MV	Provision	Difference MV-CV
Bonds and other fixed-income securities	0	0	0	0	0
Treasury bills and equivalent securities	42,407	42,414	42,407	0	0

Distribution by residual maturity of bonds and other fixed-income securities, treasury bills and equivalent securities

(in thousands of euros)

< = 3 months	< = 12 months	< = 5 years	> 5 years	TOTAL
42,407				42,407

NOTE 4: EQUITY SECURITIES AND SHARES IN RELATED COMPANIES

	Capital in foreign currencies	Shareholders' equity including income in euros	Proportion of capital held (%)	Income in euros	Carrying value of securities held in euros	Amount of loans and advances granted in euros
EQUITY INTERESTS (HOLDINGS BETWEEN 10% AND 50%)						
- UBAF Group Holding (Panama)	USD50,000	ns	46.60%	ns	0	
- in liquidation						
Other equity interests					444,541	
TOTAL					444,541	

NOTE 5: TANGIBLE AND INTANGIBLE ASSETS

(in thousands of euros)

GROSS FIXED ASSETS	31.12.2019	Acquisition	Disposal/ scrapping	Transfer between items	Price fluctuation impact	31.12.2020
Intangible assets	10,072	80	18	0	(149)	9,984
- Other intangible assets	10,025	80	18	0	(149)	9,938
- Lease right	46					46
Tangible assets	5,878	237	6	0	(99)	6,009
- Land and operational buildings	0	0	0	0	0	0
- Fixtures and fittings	1,915	3	0	0	(24)	1,894
- Transport equipment	130	0	0	0	(13)	117
- Office equipment and furniture	3,833	234	6	0	(62)	3,998
- Tangible assets under construction						
TOTAL	15,948	317	24	0	(248)	15,992

AMORTISATION/DEPRECIATION	31.12.2019	Allowance	Decrease	Transfer between items	Price fluctuation impact	31.12.2020
Intangible assets	7,857	479	0	0	(118)	8,218
- Other intangible assets	7,857	479	0	0	(118)	8,218
Tangible assets	4,068	504	6	0	(86)	4,481
- Land and operational buildings	0	0	0	0	0	0
- Fixtures and fittings	1,044	189	0	0	(22)	1,211
- Transport equipment	63	25	0	0	(7)	81
- Office equipment and furniture	2,962	290	0	0	(57)	3,189
TOTAL	11,925	983	0	0	(204)	12,699
NET INTANGIBLE ASSETS	2,215					1,766
NET TANGIBLE ASSETS	1,808					1,528

Amortisation and depreciation is recognised in Other operating expenses (Note 15) .

NOTE 6: ACCRUALS AND MISCELLANEOUS ACCOUNTS

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2020	31.12.2019
Interest and income receivable	2,525	3,000
Currency adjustments	0	4,066
Other assets	9,111	8,618
TOTAL	11,636	15,684

2. Liabilities

NOTE 7: INTERBANK AND EQUIVALENT TRANSACTIONS

Details of interbank and equivalent transactions

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2020	31.12.2019
Current accounts	62,388	57,356
Fixed-term interbank loans	736,265	845,999
Fixed-term commercial deposits	406,295	333,257
Payables to associated companies	1,267	4,478
TOTAL	1,206,216	1,241,090

Commercial deposits made by banks are related to documentary credit transactions.

Breakdown of interbank and equivalent transactions by residual maturity

(in thousands of euros)

Only the following balance sheet items are broken down by residual maturity:

Interbank transaction	736,265
Commercial deposits	406,295
TOTAL	1,142,560

< = 3 months	< = 12 months	< = 5 years	> 5 years	TOTAL
907,512	235,048	0	0	1,142,560

Geographical breakdown of transactions with credit institutions

(as a percentage)

AREAS	Proportion of payables of world total	% of public debts	% of private debts
EEA*, Switzerland, USA, Canada, Japan	11.57	64.52	35.48
Arab world	77.91	34.83	65.17
Europe excluding EEA* and Switzerland	0.01	0.00	100.00
Asia excluding Japan	0.11	0.01	99.99
Latin America	0.00	0.00	0.00
Oceania	0.00	0.00	0.00
Africa	10.41	47.48	52.52

* European Economic Area

NOTE 8: TRANSACTIONS WITH CUSTOMERS**Details of transactions with customers and equivalent***(in thousands of euros)*

TYPE	31.12.2020	31.12.2019
Current accounts	66,364	23,142
Fixed-term deposit accounts	132,765	153,999
Payables to associated companies	22	190
TOTAL	199,151	177,332

Breakdown of customer fixed-term deposit accounts by residual maturity*(in thousands of euros)*

< = 3 months	< = 12 months	< = 5 years	> 5 years	TOTAL
105,211	27,533	22	0	132,765

Geographical breakdown of transactions with customers*(as a percentage)*

AREAS	Proportion of payables of world total	% of public debts	% of private debts
EEA*, Switzerland, USA, Canada, Japan	28.10	0.00	100.00
Arab world	2.16	0.00	100.00
Europe excluding EEA* and Switzerland	0.05	0.00	100.00
Asia excluding Japan	3.10	0.00	100.00
Latin America	66.59	0.00	100.00
Oceania	0.00	0.00	0.00
Africa	0.00	0.00	0.00

* European Economic Area

NOTE 9: ACCRUALS AND OTHER LIABILITIES*(in thousands of euros)*

TYPE	31.12.2020	31.12.2019
Accrued interest and expenses, trade payables	5,316	5,989
Accounts pending allocation and adjustment	12,949	17,771
Currency adjustments	772	0
Government - taxes and duties	121	613
Provisions for social security and pension expenses	9,147	9,301
Other liabilities	12,142	12,464
TOTAL	40,447	46,138

Provisions relating to personnel are recorded in other liabilities.

NOTE 10: PROVISIONS AND FGFR

(in thousands of euros)

TYPE OF PROVISION	31.12.2019	Allocations	Reversal Not used	Reversals used	Transfer between items	Exchange rate change	31.12.2020
Provisions for country risks	42,337	3,498	9,703	0	0	0	36,133
Provisions for litigation losses and charges	31,604	0	29,358	0	(703)	(41)	1,502
Provisions for off-balance sheet commitments	0	0	0	0	0	0	0
Sub-total	73,941	3,498	39,061	0	(703)	(41)	37,635
FGFR	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	73,941	3,498	39,061	0	(703)	(41)	37,635

Provisions for off-balance sheet risks

Provisions for off-balance sheet risks cover off-balance sheet commitments for which a risk of loss is considered likely on the basis of events known at the year-end. They have a zero balance at December 31, 2020.

Provisions for country risks

Provisions for country risks have been set up in accordance with the rules set out in the note on accounting principles.

The amount of provisions covering these commitments is 36.1 million euros. The total coverage amounts to 2.07% of outstandings net of guarantees.

The table below gives the breakdown by geographical area of the receivables used to calculate the provision for country risks.

The coverage rate and geographical distribution in percentages are calculated in relation to outstandings net of guarantees received as defined in the accounting principles.

(as a percentage)

AREAS	Proportion of total net outstandings	Coverage per country risk provision
EEA*, Switzerland, USA, Canada, Japan	18.99	1.12
Arab world	51.82	2.24
Europe excluding EEA* and Switzerland	4.02	1.27
Asia excluding Japan	16.26	1.41
Latin America	0.00	0.00
Oceania	0.00	0.00
Africa	8.90	4.68
* European Economic Area	100.00	2.07

Provisions for litigation

The provisions for litigation primarily cover legal risks.

NOTE 11: SHAREHOLDERS' EQUITY

Breakdown of capital

The capital is divided into 1,638,740 shares, each with a nominal value of 153 euros, divided into two classes:

- Class A shares held by Arab shareholders, representing 52.99% of the capital.
- Class B shares nearly all held by CACIB since July 2005, representing 47.01% of the capital. Class A and shares grant strictly identical rights in terms of voting and dividends.

SHAREHOLDERS	Capital held in euros	Capital held as %
CLASS B SHARES		
Crédit Agricole CIB	117,867,069	47.01%
Class B group guarantee shares	306	0.00%
CLASS A SHARES		
Ubac Nederland B.V. (being restructured)	57,976,596	23.12%
Banque Extérieure d'Algérie	23,452,911	9.35%
Central Bank of Egypt	14,813,460	5.91%
Libyan Arab Foreign Bank	13,960,332	5.57%
Banque Centrale Populaire	12,520,143	4.99%
Arab African International Bank	9,416,997	3.76%
Riyad Bank	717,417	0.29%
Class A group guarantee shares	1,930	
TOTAL	250,727,161	100%

Table of changes to Group shareholders' equity

(in thousands of euros)

	Share capital	Reserves	Premiums	Carried forward	Income Group share	Total shareholders' equity
Balance at 31.12.2018	250,727	63,692	0	0	5,960	320,379
Dividends paid during the year	0	0	0	0	(2,786)	
Change in capital	0	0	0	0	0	
Change in premiums and reserves	0	3,223	0	0	0	
Appropriation of previous year's income to reserves	0	0	0	0	(3,174)	
Income for the year	0	0	0	0	(12,833)	
Other movements (HK shareholders' equity and securities, foreign exchange crystallisation, translation differences)	0	0	0	0	0	
Balance at 31.12.2019	250,727	66,914	0	0	(12,833)	304,809
Dividends paid during year	0	0	0	0	0	
Change in capital	0	0	0	0	0	
Change in premiums and reserves	0	(252)	0	0	0	
Appropriation of previous year's income to reserves	0	0	0	(12,833)	12,833	
Income for the year	0	0	0	0	(2,048)	
Other movements (HK shareholders' equity and securities, foreign exchange crystallisation, translation differences)	0	0	0	0	0	
Balance at 31.12.2020	250,727	66,663	0	(12,833)	(2,048)	302,509

3. Off-balance sheet

NOTE 12: COMMITMENTS GIVEN

(in thousands of euros)

	31.12.2020	31.12.2019
Financing commitments	315,083	569,506
of which opening of confirmed credits	121,848	171,679
of which documentary credits (import)	142,411	349,591
of which other commitments	50,823	48,237
Guarantees	1,570,331	1,991,029
of which credit repayment guarantees	74,631	177,298
of which contract bonds	904,716	815,812
of which documentary credits (export)	590,454	997,198
of which others	531	721

1.3 million euros of guarantees are considered doubtful and are not covered by any provision.

NOTE 13: COMMITMENTS RECEIVED

(in thousands of euros)

Commitments received are commitments received from credit institutions and insurers.

	31.12.2020	31.12.2019
Financing commitments	0	0
Guarantees	281,943	191,118

OTHER OFF-BALANCE SHEET INFORMATION

Over-the-counter hedging transactions on fixed-income instruments

(in thousands of euros)

FINANCIAL INSTRUMENTS	Nominal	Market value
Interest-rate swaps - micro-hedging	0	0
Interest-rate swaps - macro-hedging	260,000	14,629
FRA	0	0

Pension commitments

A) DEFINED-BENEFIT SCHEMES

These schemes concern Asian entities only. The benefits are calculated statistically based on final salary and length of service. They are managed by specialist bodies calling for the payments. As at December 31, 2020, there are therefore no off-balance sheet commitments relating to defined benefit pension schemes.

B) COMMITMENTS REGARDING SUPPLEMENTARY PENSIONS PRIOR TO 1993

Following the agreement of September 13, 1993, banks belonging to the Fédération Bancaire Française (FBF) undertook to pay additional contributions to their pension fund, up to 4% of their payroll, to make up the deficit between the pension levels of the old and the new systems. As at December 31, 2020, the Bank's maximum potential commitment is zero.

4. Income

NOTE 14: NET BANKING INCOME

(in thousands of euros)

	31.12.2020	31.12.2019
Interest and equivalent income	38,636	61,757
Transactions with credit institutions	21,154	32,646
Transactions with customers	17,105	28,348
Bonds or other fixed-income securities	377	763
Subordinated debt	0	0
Interest and equivalent expenses	(18,439)	(42,996)
Transactions with credit institutions	(17,757)	(39,662)
Transactions with customers	(682)	(3,333)
Bonds or other fixed-income securities	0	0
Subordinated debt	0	0
Fees (income)	37,868	35,950
Fees (expenses)	(1,507)	(2,493)
Gains or losses on investment portfolio and equivalent transactions	(741)	(455)
Transactions on marketable securities	(741)	(455)
- Capital gains and losses	0	0
- Allocations and reversals of provisions	(741)	(455)
Transactions on portfolio activity securities		
Other net banking operating income	242	11
NET BANKING INCOME	56,059	51,773

NOTE 15: GENERAL OPERATING EXPENSES

(in thousands of euros)

TYPE	31.12.2020	31.12.2019
Personnel expenses	24,723	26,803
<i>Fixed and variable salaries</i>	<i>17,340</i>	<i>18,602</i>
<i>Pension expenses</i>	<i>1,579</i>	<i>1,649</i>
<i>Other social security expenses</i>	<i>5,227</i>	<i>5,997</i>
<i>Mandatory and optional profit-sharing</i>		
<i>Taxes, duties and equivalent payments</i>	<i>576</i>	<i>556</i>
Taxes and duties	1,505	1,288
Other operating expenses	14,077	15,351
TOTAL GENERAL EXPENSES	40,305	43,441

STATUTORY AUDITORS' FEES:*(in thousands of euros)*

	31.12.2020
Certification of accounts – Ernst & Young	227
Certification of accounts – PricewaterhouseCoopers	190
Other – Ernst & Young	0
Other – PricewaterhouseCoopers	18

NOTE 16: COST OF RISK*(in thousands of euros)*

The cost of risk is an expense of 15,892 thousand euros and breaks down as follows:

Type	31.12.2019	Foreign exchange effect	Allocations (a)	Reversals not used (b)	Reversals used	Transfers	Net allocations (a - b)	31.12.2020
Impairment of doubtful debt	47,305	(6,436)	64,345	20,391	54	0	43,954	84,769
Provisions for risks and charges	73,941	(41)	3,498	39,061	0	(703)	(35,563)	37,635
<i>Country risk</i>	42,337		3,498	9,703	0	0	(6,205)	36,133
<i>Litigation</i>	31,604	(41)	0	29,358	0	(703)	(29,358)	1,502
<i>Off-balance sheet risk</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROVISIONS	121,246	(6,477)	67,843	59,452	54	(703)	8,391	122,404
Charge on litigation							8,075	
Recovery of impaired debt							(574)	
Losses on non-hedged irrecoverable debt							0	
COST OF RISK							15,892	

NOTE 17: CORPORATE INCOME TAX

The amount of corporate income tax recognised during 2020 is distributed as follows:

(in thousands of euros)

	31.12.2020
France	(314)
Singapore	0
South Korea	59
Japan	(1)
Hong Kong	0
TOTAL	(256)

UBAF France has an estimated deferrable tax loss of 64.2 million euros as at December 31, 2020.

5. Other information

REMUNERATION ALLOCATED TO THE ADMINISTRATIVE, MANAGEMENT AND SUPERVISORY BODIES

(Article R. 233-14-11 of the French Commercial Code)

The members of the management and administrative bodies do not exercise functions in the consolidated companies.

No loans or advances were made during 2020 to members of the management bodies.

PAYROLL

As at December 31, 2020 there were 283 full-time equivalents on the payroll.

6. Summary of balance sheet and income statement of the subsidiary

UBAF (Hong Kong) Limited
Unit 1139, Level 11, Admiralty Centre Tower 2,
18 Harcourt Road, Admiralty,
HONG-KONG

BALANCE SHEET FOR PUBLICATION

(in thousands of euros)

ASSETS	31.12.2020	31.12.2019
Interbank transactions	6,456	2,350
Transactions with customers	0	0
Transactions on securities and miscellaneous transactions	0	0
Accruals and miscellaneous accounts	492	8
Fixed assets	0	0
TOTAL ASSETS	6,948	2,358

LIABILITIES	31.12.2020	31.12.2019
Interbank transactions	70	76
Transactions with customers	0	0
Transactions on securities, provisions and miscellaneous transactions	159	139
Shareholders' equity and equivalent	2,262	2,262
FGBR		0
Capital	1,812	1,979
Reserves	149	283
Carried forward	0	0
Income	4,759	(119)
TOTAL LIABILITIES	6,948	2,358

OFF-BALANCE SHEET FOR PUBLICATION

(in thousands of euros)

OFF-BALANCE SHEET	31.12.2020	31.12.2019
Financing commitments given	0	0
Guarantees given	0	0
Guarantees received	0	0

INCOME STATEMENT FOR PUBLICATION

(in thousands of euros)

	31.12.2020	31.12.2019
Net interest and equivalent	318	56
Fees	0	0
Other net banking operating income	0	0
NET BANKING INCOME	318	56
General operating expenses	(126)	(175)
GROSS OPERATING INCOME	192	(119)
Cost of risk	4,567	0
OPERATING INCOME	4,759	(119)
Gains or losses on fixed assets	0	0
Allocations or reversals to/from FGBR	0	0
Corporate income tax	0	0
NET INCOME	4,759	(119)

